

LIGNES DE MIRE

LES GAUCHES ET LA QUESTION MILITAIRE

CRITIQUE ET PRATIQUE DES SYSTÈMES MILITAIRES

N° 2 / 30 AOÛT 2025

POINTS DE MIRE

Michel Lanson

La première réunion que nous avons tenue sur le thème « Les gauches et la question militaire » a surtout permis de comprendre à quel point les questions de défense populaire et de conscription ont été absentes de la réflexion des gauches depuis plusieurs dizaines d'années. Questions balayées d'un revers de déclarations sur la paix, la guerre est un drame pour la population... Reprenant souvent des arguments des années 1950 sans même voir que l'URSS qui les distillait avait disparu en 1992.

La population ukrainienne est pour la paix ; elle voudrait travailler, s'aimer, se divertir, vivre en paix. Les Ukrainien·nes pensent, savent, ressentent dans leur chair que la guerre est un drame. Mais que faire lorsque votre pays est attaqué par l'impérialisme voisin ? Que faire d'autre que résister ? Résister pour défendre aussi les acquis du Maïdan.

Nous continuons de soutenir cette résistance et aussi d'étudier les formes d'organisations mises en place par la population elle-même pour se défendre.

Nous analyserons aussi les changements de stratégies, l'apparition d'une nouvelle forme de guerre (guerre des drones) imposés le plus souvent par l'infériorité numérique et le manque d'armement face à un envahisseur surarmé de façon classique et qui continue d'appliquer les théories de Joukov¹ de submersion par l'infanterie au mépris de la vie de ses propres soldats.

Les gauches nordiques et scandinaves, sans doute plus proches du conflit ou plus avancées politiquement, abordent plusieurs points que nous devons prendre en compte. Un point essentiel au moment de l'exacerbation des conflits dans le monde et de la montée des fascismes : il n'y a pas de politique progressiste et d'émancipation qui ne comprenne une politique de défense populaire. Comment prétendre changer la société sans penser à la défendre ?

1. Gueorgui Joukov devient chef d'état-major de l'armée soviétique en 1941. Il est réputé pour sa stratégie qui consistait à envoyer en masse l'infanterie en vagues successives au mépris de la vie de ses soldats.



Peut-on confier cette défense à une armée composée de mercenaires et commandée par une longue tradition d'extrême droite ? C'est une contradiction majeure ou, pire, un mensonge volontaire pour se glisser dans les institutions du monde existant.

La question de la défense populaire intégrée dans une politique sociale d'émancipation demande de revisiter bien des points. La défense ne peut être déléguée uniquement à une armée de métier. La question de la réserve ne peut être abordée indépendamment de celle de la conscription, bien sûr, repensée entièrement. Le modèle finlandais peut servir d'appui à la réflexion.

L'organisation du système de défense doit être démocratique ; l'exemple ukrainien est là encore intéressant, même si les avancées démocratiques ne sont pas généralisées. Organisation à la base des comités de défense, syndicats dans les unités, élections de certains officiers... Si bien sûr l'unicité du commandement ne peut être remise en cause pas souci d'efficacité (le commandement dépendant du pouvoir politique donc là encore la question sociale et politique ne peut être dissociée de la question militaire), des comités élus de soldats peuvent intervenir à tous les niveaux.

La question de l'armement et la domination actuelle des complexes militaro-industriels est aussi un point de blocage, une contradiction liée à la question du pouvoir. D'abord un aspect financier et technique, la production actuelle est principalement tournée vers l'exportation lucrative au point que le matériel manque dans l'armée nationale alors que les ventes enrichissent les sociétés d'armement. Or, l'Ukraine

a montré que l'armement change en fonction de la stratégie. L'importance prise par l'IA et les drones est considérable. L'inventivité, la créativité, la maîtrise des nouvelles techniques prend le pas sur le savoir des ingénieurs spécialistes des chars et des porte-avions. Une large partie du savoir tend à sortir de la seule industrie militaire².

Souvent, à gauche, on se contente de formules cosmétiques pour aborder la démocratie appliquée au domaine militaire. Sur la question de l'armement, on ajoute « sous contrôle démocratique » et pour renforcer l'idée on parle de « nationalisation ». Mais là encore c'est bien la question du pouvoir qui est en jeu. Qui peut imposer un réel contrôle démocratique si ce n'est un pouvoir réellement démocratique ? Qui peut imposer la nationalisation des usines d'armement au complexe militaro-industriel si ce n'est un gouvernement réellement démocratique soutenu par le prolétariat. On discutera sans doute plus avant des questions de nationalisations qui, à ce stade, semblent des raccourcis qui masquent la question centrale : qui peut appliquer une politique militaire démocratique, une politique militaire industrielle adaptée, une politique sociale en s'appuyant sur des structures auto-organisées et populaires ?

Surtout, lorsque la montée des politiques autoritaires se fait sentir, nous devons discuter du fond du problème. Il n'y a pas de raccourci dans l'histoire ni de formules magiques, en revanche le courage politique est essentiel.

Il faudra aussi aborder la question du niveau solide d'élaboration d'une telle politique. Bien souvent, il est évoqué surtout dans les sphères politiques et médiatiques du niveau européen (le plus souvent pour s'éloigner d'un contrôle populaire possible). Mais la « coordination des volontaires » vient de mettre le dernier clou dans le cercueil de la défense européenne. Si nous pensons qu'il faille une politique militaire démocratique et populaire, si nous ne voulons pas laisser la politique militaire à la bourgeoisie, il faut qu'elle soit élaborée et contrôlée au plus près du « peuple » c'est-à-dire sans doute le niveau national sans aucun doute articulé à celui des territoires.

2. En cherchant des réponses à cette infériorité, la société civile et la société militaire ukrainienne ont su entrer en synergie pour intégrer les nouvelles technologies dans leurs réalisations et pour les mettre industriellement en fabrication.

Au lieu de se réfugier dans une rhétorique vide, la gauche doit façonner de manière proactive les solutions. La gauche doit s'unir pour promouvoir une stratégie de défense où la sécurité n'est pas financée par la réduction des programmes sociaux mais par l'augmentation des impôts sur les ultra-riches³.

Les questions sont multiples, les problèmes immenses et le temps compté pourtant nous devons nous atteler à la tâche tout en affrontant les manœuvres opportunistes, les mensonges éhontés et les attaques des ennemis du « peuple souverain ».

Je terminerai par cette citation d'Oleksandr Kyselov, militant de Sotsialnyi Rukh, dans son discours de Copenhague à l'invitation des « Rouges et verts » danois : « *On ne peut pas combattre le fascisme avec des fleurs* »

(Encore moins avec des fleurs de rhétorique).

3. Hanna Perekhoda, « L'isolationnisme de gauche : le chemin vers l'insignifiance politique dans le débat sur la défense européenne », *Lignes de mire*, n° 1. Voir également dans ce numéro, p. 52.

ORDRE DU JOUR



1. Points de mire

Michel Lanson

5. La gauche doit avoir une politique de défense crédible dans la lutte contre l'autocratie et le fascisme

Li Anderson

8. À propos de Stop Rearm Europe

Gin Vola

11. Technologies de la nouvelle guerre d'usure

Valeri Zaloujny

14. La révolution des drones en ukraine et les leçons que les États-Unis devraient en tirer

Jon Finer et David Shimer

18. Les enseignements de la toile d'araignée

Edwin Bendyk

21. Les soldats robotisés de la guerre moderne

Ruslana Velychko

24. les robots sont notre avenir

Artur Levchenko

26. Après avoir perdu 1 000 chars, l'Ukraine repense sa stratégie et mise sur la prudence

Émilie Staeger

28. On ne peut pas combattre le fascisme avec des fleurs

Oleksandr Kyselov

32. Carnet de notes

Marcel Le Chamborrand

37. Risques nucléaires et émergence d'une nouvelle course aux armements

Observatoire des armements

42. Le complexe militaro-industriel français et un « service militaire » à l'ère des drones

Jean-Pierre Hardy

45. Contribution à la réflexion sur les aspects militaires d'une guerre qui nous concerne

Jean-Paul Bruckert

52. La gauche et la question de la défense

Hanna Perekhoda

56. Quelques éléments de réflexion pour une défense populaire

Patrick Silberstein

60. Rearm Europe et la défense européenne otanienne

Bernard Dréano, Claude Serfati et Catherine Samary

67. Un rapport de la CIA sur la crise de l'armée française dans les années 1970

PRENEZ CONTACT AVEC LIGNES DE MIRE



LA GAUCHE DOIT AVOIR UNE POLITIQUE DE DÉFENSE CRÉDIBLE DANS LA LUTTE CONTRE L'AUTOCRATIE ET LE FASCISME

Li Anderson

[...] La guerre totale menée par la Russie en Ukraine, la réélection de Donald Trump et la montée de l'extrême droite à travers le monde ont entraîné des changements majeurs dans la politique mondiale, dans les rapports de force mondiaux et en matière de sécurité mondiale. Ce sont des changements auxquels nous, à gauche, sommes également contraints de réagir et de prendre en compte dans nos analyses de la politique étrangère et de sécurité.

Ce n'est pas toujours une tâche facile. Il est dans l'ADN de la gauche de s'opposer à la militarisation, de parler de paix plutôt que de guerre et de comprendre la sécurité comme un phénomène large qui englobe également les dangers des catastrophes environnementales et le rôle de la politique sociale dans la création d'une sécurité durable.

Mais la situation actuelle exige davantage de notre part. Se contenter de dire que nous nous opposons à la guerre et à une société fondée sur le complexe militaro-industriel, c'est ignorer la dimension idéologique de ce qui se passe actuellement dans le monde. C'est ignorer le changement important qui s'est opéré à l'échelle mondiale : le glissement évident vers des puissances autoritaires plus fortes. Ce changement rend nécessaire une alternative progressiste.

La « guerre » a une idéologie, la « guerre » est déclenchée par des personnes qui ont un nom, qui se trouvent à un endroit précis, mais surtout, qui ont une politique claire. Les dirigeants autoritaires tels que Poutine et Netanyahu sont prêts à recourir à la guerre conventionnelle, à la répression et même au génocide pour promouvoir leurs propres objectifs politiques. L'émergence de grandes puissances autoritaires constitue actuellement la plus grande menace pour la paix et la stabilité dans le monde, d'autant plus que l'on assiste parallèlement à un affaiblissement du respect du droit international et de ses institutions.

LA DROITE AUTORITAIRE S'ATTAQUE AUX DROITS FONDAMENTAUX

La droite autoritaire s'attaque à la liberté et aux droits fondamentaux des individus et des groupes dans leur propre pays, ainsi qu'à la liberté et à l'indépendance d'autres États. Lorsque le fascisme attaque, il faut défendre sa liberté et celle des autres. Parfois, cela passe par le recours aux armes.

Il est donc essentiel que la gauche utilise les mots justes pour décrire ce qui se passe et ce à quoi nous sommes confrontés. Au lieu de nous positionner contre les « armes », nous devons défendre la

Li Anderson est députée européenne du parti finlandais Vänsterförbundet. Cette intervention a été faite lors de la réunion annuelle de l'Enhedslisten en juin 2025 et publiée par le journal *Solidaritet*.

Voir également [Lignes de Mire](#), n° 1.

liberté, la démocratie, le pluralisme et les droits humains. Nous sommes contre la droite impérialiste et autoritaire, et nous devons développer une politique étrangère fondée sur la résistance au néofascisme et à l'autoritarisme. Une politique étrangère antifasciste.

La droite libérale a commis l'erreur de fermer les yeux sur l'autoritarisme tant qu'il visait des groupes vulnérables. L'autocratie de Poutine ne posait pas de problème à la droite tant qu'elle se manifestait uniquement par la répression des minorités du pays et la restriction de la liberté de l'opposition.

Dans le cas de Poutine et de la Russie, nous avons assisté à une évolution typique des systèmes qui deviennent totalitaires : dans un premier temps, les mesures répressives visent des groupes déjà vulnérables. Petit à petit, la liberté politique de tous ceux qui sont en désaccord avec la politique du gouvernement est restreinte. Aujourd'hui, il n'y a plus aucune liberté politique en Russie. En 2022, cette idéologie a conduit à une politique étrangère impérialiste sous la forme d'une guerre d'agression contre l'Ukraine.

Les États-Unis ont des structures et des traditions démocratiques beaucoup plus solides que la Russie et la Chine, mais cela ne change rien au fait que Donald Trump représente également une idéologie autoritaire et que l'État de droit est menacé aux États-Unis. Cela est évident dans la manière dont l'administration Trump s'en est prise aux groupes minoritaires tels que les transgenres et les immigrants.

Cela se voit également dans les efforts visant à restreindre la liberté d'expression dans les universités et dans la tentative de Trump de priver les employés fédéraux du droit de négocier des conventions collectives, ainsi que dans les nombreuses déclarations concernant le Groenland, le canal de Panama et l'Ukraine. Des membres de l'administration Trump, tels qu'Elon Musk et J.D. Vance, ont exprimé à plusieurs reprises leur soutien sans équivoque à l'extrême droite européenne, comme Vox en Espagne, RN en France et AfD en Allemagne.

Dans le cas de Trump, nous constatons que les dirigeants de droite sont incapables de réagir à l'autoritarisme. Jusqu'à présent, la stratégie à l'égard de Trump a été la complaisance, car « c'est la seule chose qui fonctionne ». Dans le même temps, on dit que Poutine ne comprend que la force. En ce qui concerne les États-Unis, beaucoup sont prêts à se plier aux exigences d'un président qui soutient ouvertement l'extrême droite et affiche son mépris pour la démocratie et les droits de l'homme. Il serait surprenant que nous

adoptions la même attitude envers un autre pays ou un autre dirigeant autoritaire.

Cette évolution renforce également les dirigeants d'autres régions du monde qui défendent des idéologies similaires. Netanyahu commet un génocide à Gaza sous les yeux du monde occidental. Erdogan a intensifié ses attaques contre l'opposition et les journalistes en Turquie. En Hongrie, Orbán vient de présenter au Parlement une nouvelle loi qui permettra de réprimer ce qui reste des médias indépendants, de l'opposition et de la société civile.

NOUS DEVONS AVOIR UNE POLITIQUE DE DÉFENSE CRÉDIBLE

Le silence et la capitulation ne peuvent être la réponse. Cela n'arrêtera pas l'évolution que nous observons en Russie. Se préparer à la guerre n'est pas non plus la solution, pas plus que le rejet général des armes.

Il faut une compréhension plus large de la manière dont la politique internationale et la politique de défense peuvent renforcer les structures et la coopération politique qui favorisent la stabilité, la démocratie et le droit international, tout en prenant au sérieux la menace que représentent les dirigeants autoritaires et le retour du fascisme.

À tout le moins, les quatre principes suivants doivent servir de point de départ à une politique étrangère et de sécurité antifasciste :

UNE CAPACITÉ DE DÉFENSE SUFFISANTE

Dans une situation où des dirigeants autoritaires tels que Poutine sont prêts à recourir à la force et à la guerre conventionnelle, nous ne pouvons pas nous contenter de répondre que nous sommes contre la militarisation. Lorsque le fascisme prend les armes, il est nécessaire de pouvoir se défendre. Le renforcement de l'Europe exige la mise en place d'une capacité de défense suffisante.

Il n'y a rien de non-gauche à cela ; au contraire, une défense nationale suffisante a longtemps été l'alternative de la gauche finlandaise aux alliances militaires et à l'adhésion à l'OTAN. Ce principe reste valable : une capacité de défense suffisamment forte rend une attaque plus difficile, mais cela ne signifie pas qu'elle doit être utilisée pour attaquer d'autres pays ou pour mener des opérations militaires à l'étranger.

Dans le même temps, il est clair que la droite tente de profiter de la situation internationale actuelle pour se réarmer à un niveau bien supérieur à ce qui



est nécessaire. Exiger que plus de 3 % du PIB soit consacré à la défense ou que l'UE investisse 800 milliards d'euros est tellement exagéré que cela risque d'entraîner des coupes massives dans des domaines tels que le climat, la sécurité sociale et les services publics. S'il est important de rejeter ce type d'exigences, il est également important de ne pas rejeter catégoriquement les dépenses de défense. Et lorsque des investissements sont réalisés dans la défense, ils doivent servir de levier pour renforcer la politique industrielle européenne.

La gauche finlandaise a rejeté l'objectif d'atteindre un certain niveau de PIB. Nous avons déclaré que nous étions prêts à discuter et à accepter des investissements concrets, à condition qu'ils soient nécessaires pour garantir une capacité de défense suffisante. Cela signifie également que le niveau des dépenses peut varier en fonction de la situation. Dans le meilleur des cas, la mise en commun des ressources et le renforcement de la coopération européenne en matière de défense pourraient libérer des fonds pour d'autres objectifs, car tous les États membres n'ont pas besoin du même équipement.

RENFORCEMENT DU DROIT INTERNATIONAL

L'une des évolutions les plus préoccupantes de notre époque est l'affaiblissement du respect du droit international à un moment où l'autoritarisme gagne du terrain. Les États membres de l'UE et l'Occident en général portent une responsabilité majeure dans cette évolution, car nous avons manqué de capacité et de volonté pour défendre les règles fondamentales du droit international dans le cas du génocide à Gaza.

Malgré un mandat d'arrêt délivré par la Cour pénale internationale, le Premier ministre israélien a pu se rendre dans des pays de l'UE. La Finlande a adopté une loi visant à fermer sa frontière orientale, ce qui est contraire aux traités internationaux relatifs aux droits de l'homme et au droit de l'UE, et s'apprête à se retirer du traité d'Ottawa interdisant les mines antipersonnel. Le gouvernement danois a récemment critiqué la Convention européenne des droits de l'homme. Toutes ces déclarations et actions contribuent à affaiblir un ordre multilatéral fondé sur des règles.

Pour contrer cette évolution, nous avons besoin d'une nouvelle coalition internationale de pays qui s'emploient délibérément à renforcer les structures du droit international. Nous devons faire pression pour réformer le système des Nations unies, mettre en avant le respect du droit existant et utiliser et participer activement aux institutions existantes.

Et surtout, nous avons besoin d'une action cohérente plutôt que d'une double morale.

CONSTRUIRE DE NOUVELLES ALLIANCES AVEC LE SUD

La double morale de l'Occident a également creusé le fossé entre le Nord et le Sud à un moment où une alternative internationale large à la politique d'extrême droite est nécessaire.

Cette tendance est encore aggravée par le fait que plusieurs pays occidentaux ont décidé simultanément de réduire considérablement leurs aides au développement. Plus que jamais, nous avons besoin d'une coopération globale si nous voulons nous adapter et réagir aux crises environnementales.

De nouvelles alliances, initiatives et projets communs doivent être mis en place, notamment dans les domaines de la migration mondiale, de la politique commerciale mondiale, des solutions aux crises environnementales et des nouvelles technologies, qui peuvent contribuer à combler le fossé. Sinon, nous risquons de perdre la sympathie du Sud et de la voir se tourner vers des acteurs autoritaires prêts à investir dans des pays que nous avons négligés et à défendre leurs droits juridiques.

UN PROGRAMME POUR RENFORCER L'AUTONOMIE

Dans un monde interconnecté, nous ne pouvons et ne devons pas rompre tous nos liens et nos échanges commerciaux avec les grandes puissances. Nous ne devons toutefois pas dépendre de pays dont les dirigeants soutiennent ouvertement l'extrême droite ou ne respectent pas la liberté d'opinion et d'expression.

L'Europe doit donc construire sa propre architecture de sécurité, indépendante des États-Unis. L'UE doit également mettre en place un approvisionnement énergétique qui ne dépende ni de la Russie ni des États-Unis. L'indépendance n'est toutefois pas possible sans un changement de cap en matière de politique économique.

S'il n'est pas possible d'investir à grande échelle dans la transition énergétique et les infrastructures, dans des systèmes de chauffage alternatifs et dans des transports à zéro émission, il ne sera pas possible de mettre fin à la dépendance.

À PROPOS DE STOP REARM EUROPE

Gin Vola

QU'EST-CE QUE STOP REARM EUROPE ?

Ce réseau a publié un court appel à la mobilisation contre un plan qui volerait l'argent destiné aux politiques sociales et à la construction de la paix pour favoriser l'industrie militaire et les guerres. Aucune mention des guerres en cours sur le continent comme à l'extérieur n'est faite. La liste des organisations signataires, publiée dans le site du réseau, montre que, en plus de quelques partis politiques (des membres d'European Left, comme le PTB), il s'agit d'ONG, collectifs et associations pacifistes, dont la majorité se démarquent par leur refus de soutenir l'Ukraine dans sa guerre de résistance contre l'invasion russe. L'EN-AAT, par exemple, publie régulièrement des dossiers parlant d'une guerre de l'OTAN contre la Russie, et niant le droit à la défense armée des Ukrainien·nes : selon la tradition gandhienne, le gouvernement ukrainien aurait dû appeler les Ukrainien·nes à la résistance non violente face à l'armée russe¹.

Deux éléments en particulier sont frappants lorsqu'on regarde la liste des adhérents :

1) l'absence d'organisations d'Europe du nord et de l'Est (à l'exception de deux signataires nordiques). Il est évident que, en l'état actuel, il est difficile pour les Européen·nes de l'Est d'adhérer à un tel réseau. Cela contribue donc à isoler la gauche d'Europe de l'est et à fracturer l'internationalisme européen en opposant les intérêts des populations occidentales et orientales : cette fracture, c'est exactement ce que souhaitent les impérialismes russe et états-unien.

2) la majorité écrasante d'organisations italiennes : partis politiques, ONG, centres de recherche, associations culturelles catholiques ou laïques, collectifs et comités locaux souvent installés dans les mêmes villes. Or il est fondamental d'avoir à l'esprit qu'aujourd'hui, l'Italie est le pays où la propagande pro-poutinienne est de loin la plus forte en Europe occidentale, y compris à gauche. Pour preuve, les sondages depuis 2022 montrent qu'à peine un Italien sur cinq pense que la Russie est l'unique responsable de la guerre en Ukraine. Ainsi, depuis le début de l'invasion à grande échelle, le soutien des Italien·nes à l'Ukraine est descendu de 57 % à 32 %. En Europe, seule l'opinion publique roumaine est plus pro-russe que l'opinion publique italienne,



celle-ci se trouvant à la fois à l'extrême droite (notamment au sein de la Ligue) et à gauche de l'échiquier politique. On peut décider de ne pas croire aux sondages : il suffit alors de regarder les journaux et la télévision italiens pour s'en convaincre.

LA GAUCHE ITALIENNE DANS STOP REARM : DU CAMPISME À LA PROPAGANDE PRO- POUTINIENNE

La majorité des partis de gauche italiens ont adopté, depuis 2022, une position campiste ou pacifiste ; certains, cependant, contribuent à répandre les arguments de la propagande poutinienne. C'est le cas de Rifondazione Comunista (PRC). Le 5 mai, son secrétaire intervenait à une conférence d'European Left « pour la paix et contre l'austérité » organisée par le PCF, en affirmant que « les coûts de la guerre contre la Russie sont et seront payés par les peuples européens. [...] Les partis socialistes, les libéraux, le centre sont obsédés par la guerre contre Poutine. Tout cela renforce l'extrême droite ». Bien évidemment, il ne mentionnait jamais la guerre menée par le régime d'extrême droite russe, car d'après lui, « nous avons besoin d'une sécurité commune avec la Russie² ».

Quant aux associations, Attac-Italie se démarque aussi pour son campisme et son refus de soutenir la résistance ukrainienne. L'éditorial qui lance la campagne contre le réarmement explique qu'il faut « essayer de soigner des fractures, comme celle qui a mené tant d'organisations de gauche et antifascistes, surtout mais pas seulement en Europe de l'Est, à soutenir l'envoi d'armes européennes en Ukraine au nom du droit de résistance. On ne peut ignorer que, en Europe orientale et balte, la peur d'être les prochaines victimes d'une invasion est répandue, et cela crée un terrain fertile à l'inculture politique dominante, qui prétend garantir la sécurité par les armes³ ».

C'est également la position de Sinistra Italiana et d'ARCI (qui compte de nombreux adhérents et constitue un indéniable outil de propagande, mais dont les capacités de mobilisation politique sont moindres), qui s'opposent à la livraison d'armes et prônent depuis 2022 une solution diplomatique, par des négociations – qui vraisemblablement devraient être menées

par les grandes puissances européennes, puisque les Ukrainien·nes sont toujours absent·es de toutes les prises de parole sur le sujet.

StopRearmEurope est donc une initiative qui puise presque exclusivement dans la tradition du pacifisme italien, pacifisme qui n'a jamais eu le courage de faire un bilan critique de ses multiples échecs et qui, refusant de se pencher sur la guerre en Ukraine d'un point de vue internationaliste, accepte les pires arguments venant de Russie (conflit interimpérialiste, Ukraine terre de nazis, les peuples d'Europe de l'est sont dépourvus de culture politique...).

Ce n'est pas un hasard si, lors de la manifestation qui a eu lieu à Rome le 10 mai dans le cadre de StopRearmEurope (quelques centaines de participant·es), la guerre russe contre l'Ukraine était complètement passée sous silence : la gauche radicale italienne est majoritairement hostile à l'Ukraine. Dans plusieurs milieux antifascistes italiens, la propagande pro-poutinienne a d'ailleurs réussi à s'installer depuis 2014. Ainsi à plusieurs reprises, en 2022 comme en 2025, des personnes portant des drapeaux ukrainiens ont subi des agressions lors de fêtes antifascistes locales, où des collectifs exposaient en revanche le ruban de Saint George, « symbole officiel de la gloire militaire russe » d'après une loi russe de 2022.

LE MOUVEMENT 5 ÉTOILES (M5S)

Un parti politique signataire saute particulièrement aux yeux, car il dispose d'un retentissement important et d'une capacité de mobilisation non négligeable : le M5S, dont le passé dans la coalition de gouvernement avec la Ligue de Salvini devrait suffire pour se convaincre qu'il ne se positionne pas à gauche et qu'il n'est pas un allié fiable dans la lutte contre l'extrême droite. Or les liens de ce parti avec l'oligarchie et le gouvernement russes sont officiels, par l'intermédiaire de l'ambassade russe à Rome ainsi que de voyages en Russie de représentants du parti, entre autres comme invités au congrès de Russie Unie (le parti de Poutine). Il n'est pas anodin de remarquer que ce sont en particulier ceux qui, aux yeux de l'opinion publique, apparaissaient comme « l'aile gauche » des 5étoiles qui se sont chargés d'établir ces liens. Rien d'étonnant donc à ce que le M5S vote constamment, au parlement italien comme au Parlement européen, contre la livraison d'armes à l'Ukraine et contre les sanctions à la Russie. Ce parti est sans aucun doute parmi les principaux responsables de la propagande poutinienne en Italie, qui s'appuie sur de nombreux outils liés directement ou indirectement au M5S (sites

2. Intervention de Maurizio Acerbo, secrétaire national du Partito della Rifondazione Comunista, à la conférence des partis communistes européens « Pour la paix et contre l'austérité » (Paris, 5 mai 2020).

3. Raffaella Bolini, « Editorial », 11 mai 2025.



web, think tank, canaux telegram, journaux, intellectuels qui organisent des meetings en défense de la Russie...).

Là encore, il faut remarquer que l'entrée du M5S dans le groupe de la GUE en tant que membre observateur a contribué à fracturer la gauche européenne, entre les partis favorables au soutien à l'Ukraine et ceux qui s'y opposent. Durant la législature précédente, le M5S faisait en revanche partie du groupe européen d'extrême droite EFD2, avec UKIP et l'AfD.

Or la question se pose de comment mener une campagne « contre la guerre » sans jamais mentionner ni s'opposer à un régime qui mène des guerres impérialistes depuis trois décennies... Car tous les sujets évoqués dans le mince appel de StopRearmEurope (le militarisme, l'écocide, le racisme, la casse des services publics...) sont au cœur du régime poutinien et de la guerre que la Russie mène contre l'Ukraine, et il ne suffira pas de manifester contre l'augmentation du budget militaire européen pour y répondre.

STOPREARMEUROPE EN FRANCE

Les signataires français sont peu nombreux par rapport au 260 signataires italiens: l'Association Europe solidaire sans frontières, Nos révolutions (site

web lié à une petite ONG), Égalité, ATTAC. La question s'est posée de s'appuyer sur les organisations qui nous sont proches pour porter notre position anti-impérialiste et décoloniale. Il est cependant évident qu'une position pro-ukrainienne serait ultra-minoritaire et sans un véritable espace pour déployer nos positions internationalistes et en soutien des résistances anti-impérialistes. Preuve en est qu'ATTAC France n'a pas pu prendre la parole à la réunion en visio qui a eu lieu le 5 mai, où d'ailleurs la guerre d'invasion russe n'a jamais été évoquée – mais où certains dirigeants d'organisations italiennes ont tout de même pu exprimer leur mépris vis-à-vis des pays de l'Est...

Ce cadre pourrait certes évoluer dans les prochains temps... Mais en l'état actuel, StopRearmEurope semble être une initiative italienne, qui donnera lieu à des manifestations pacifistes en Italie sur les bases décrites ci-dessus. Toute adhésion ne sert aujourd'hui qu'à cautionner des mouvements pro-poutiniens ainsi que le pacifisme inconséquent de la gauche italienne, qui au lieu de demander le retrait des troupes russes d'Ukraine, réalise un saut logique épouvantable et demande le désarmement de la résistance ukrainienne, en croyant que par un coup de baguette magique cela apportera la paix...



TECHNOLOGIES DE LA NOUVELLE GUERRE D'USURE

Valeri Zaloujny



L'ancien commandant en chef des forces armées et actuel ambassadeur d'Ukraine à Londres, Valeriy Zaloujny, limogé par Zelensky, parle. On dit qu'il se serait opposé aux injonctions américaines en 2023 de lancer une contre-offensive qui a échoué d où de fortes tensions avec Zelensky. Il avait dit après son limogeage dit que la stratégie ukrainienne devait s'adapter et changer. Il a 50 ans et est entré académie militaire en 2005. Dans les sondages, sa popularité est plus élevée que Zelensky même aujourd'hui, il précise que sur son avenir politique il parlera le moment venu. Il a commencé à publier une trilogie d'ouvrages sur les questions militaires. Nous publions quelques extraits de l'avant-propos que Zaloujny a écrit à l'automne 2024 au livre du journaliste de Roman Romanyuk *Tchim vojuvatimut' u Tretij svitovij? Nova ukrains'ka zbroja ?* (Avec quoi combattront-ils pendant la troisième guerre mondiale? Nouvelles armes ukrainiennes¹).

Patrick Le Tréhondat

De 1917 jusqu'au début des années 1970, les moyens techniques de défense et d'attaque étaient équivalents. Cette parité signifie que le succès des actions offensives est assuré par la concentration des efforts ou par une organisation efficace de leur utilisation. L'efficacité de l'offensive dans les guerres de cette période est déterminée uniquement par la recherche de meilleures approches tactiques et opérationnelles (par exemple, la doctrine de la *Blitzkrieg* pendant la Seconde Guerre mondiale) ou par la concentration physique d'un très grand nombre de forces et de moyens de frappe sur une section très étroite du front.

La situation changea à nouveau dans les années 1970, avec l'entrée en guerre des armes de précision et des munitions guidées. Les systèmes de défense aérienne de précision, les missiles guidés antichars, les missiles de croisière air-air, sol-air et sol-sol transformèrent à nouveau radicalement le paradigme de la guerre. Avec l'avènement de la guerre électronique, les avions purent maintenir l'ennemi à plus de 100 km de distance, et la supériorité aérienne commença à dépendre de la puissance du radar et du profil de

l'appareil. L'opération Tempête du désert dans le golfe Persique en 1991 en est un exemple...

L'efficacité stratégique significative de l'utilisation des armes de précision est bien sûr due à la révolution technologique des satellites, notamment l'émergence des technologies de télédétection, du système mondial de navigation par satellite (GPS) et des communications par satellite. L'intégration des communications par satellite aux communications militaires a notamment permis l'émergence des systèmes de connaissance situationnelle et de la doctrine C4ISR. Cette nouvelle avancée technologique a propulsé les opérations de combat au-delà de la doctrine classique de la guerre du 20^e siècle. Le principe est qu'il est possible, à moindre coût, d'infliger un maximum de dégâts militaires et matériels à l'ennemi, tant en défense qu'en attaque. Parallèlement, la technologie des armes de précision n'a pas affecté les avantages du combat offensif ou défensif, puisqu'elle peut être utilisée avec la même efficacité en défense comme en attaque.

Les armes de précision ont révélé une nouvelle dépendance. L'efficacité de la guerre dépendait directement et principalement du potentiel scientifique et technologique. Mais, parallèlement, comme pendant la Seconde Guerre mondiale, cet avantage était également déterminé par la qualité de l'entraînement des troupes et le niveau d'art opérationnel de leur utilisation.

La guerre russo-ukrainienne de 2022 a débuté précisément dans ce cycle technologique historique, avec l'utilisation d'armes de haute précision. Aujourd'hui, je peux affirmer avec certitude que, globalement, l'Ukraine a réussi à être plus efficace, principalement grâce à un meilleur niveau d'organisation, à des tactiques d'application et au soutien technologique des pays partenaires...

Fin 2022, ce cycle historique et technologique a pris fin et, à partir de 2023, il est entré dans une phase similaire à l'impasse de la Première Guerre mondiale. Cette fois, la guerre a atteint une impasse en raison d'au moins deux facteurs technologiques :

- 1) le développement rapide de la guerre électronique, qui a bloqué l'utilisation efficace de la plupart des munitions guidées.
- 2) Saturation du champ de bataille par des drones de reconnaissance et de frappe de niveau tactique, ce qui a conduit à l'impossibilité de se déplacer sur le champ de bataille et, par conséquent, à l'impos-

sibilité d'effectuer des tâches opérationnelles et mêmes tactiques.

En conséquence, sur la base de la logique du développement technologique sur le champ de bataille et des tendances actuelles dans la production de technologies de défense, il est possible d'essayer de prédire le développement futur de la technologie de guerre.

Selon la logique déduite précédemment, la première chose à laquelle nous pouvons nous attendre dans les deux prochaines années est le rétablissement incontestable de la parité en défense et en attaque, ce qui nous permettra de mener à nouveau des actions offensives efficaces sur le champ de bataille.

Cela sera probablement possible grâce aux tendances suivantes identifiées par nos experts :

- L'impact de la guerre électronique sur les armes de reconnaissance et de précision sera très probablement éliminé par le passage à des canaux de communication et de transmission de données alternatifs, hors du spectre radioélectronique des ondes électromagnétiques (canal de navigation optique, odométrie basée sur des cartes numériques des champs magnétiques ou radar de la surface terrestre, guidage autonome par réseaux neuronaux, technologie de communication laser, etc.).
- Le développement de moyens de destruction des systèmes de guerre électronique aura également une incidence sur ce phénomène. Cela n'entraînera pas la disparition de la guerre électronique du champ de bataille, mais réduira considérablement son champ d'application.
- L'émergence de la possibilité de détruire physiquement les moyens de reconnaissance visuelle ennemis, en particulier les systèmes aériens sans pilote aux niveaux opérationnel et tactique, ainsi que les systèmes de surveillance optique stationnaires, toujours au détriment des drones qui interceptent les drones de tous types, ainsi que des technologies laser pour l'optique aveuglante.
- Et surtout, la mise à l'échelle, la réduction supplémentaire du coût, l'augmentation de la portée et de l'autonomie des armes de haute précision (principalement des drones de frappe de tous types), qui permettront de détruire à distance le personnel, les armes et les équipements militaires ennemis dans les points forts le long de la ligne de contact de combat, de perturber les chaînes logistiques et d'assurer un blocus logistique efficace afin de « faire



sortir» d'abord l'ennemi des zones de défense, puis d'occuper des positions pratiquement vides...

Bien sûr, lorsque la parité technologique en attaque et en défense sera rétablie, il est possible de prédire, en s'appuyant sur l'exemple des cycles historiques et technologiques précédents, le rétablissement de la capacité des parties à mener des opérations offensives efficaces aux niveaux opérationnel et stratégique grâce à la concentration des forces et des moyens. Cependant, je pense qu'une telle évolution est actuellement considérée comme problématique et improbable pour les raisons suivantes :

- Potentiel de mobilisation. La conduite d'opérations offensives nécessite la disponibilité d'importantes ressources de mobilisation et de réserves, sur lesquelles, de toute évidence, ni l'Ukraine ni la Russie ne peuvent compter à court ou à long terme. De plus, la situation démographique des deux pays ne fera que s'aggraver et atteindra des niveaux catastrophiques, proportionnellement à la durée de la guerre. Il est fort probable que les ressources humaines deviendront non renouvelables et, par conséquent, les plus coûteuses.
- Contraintes économiques et matérielles. Mener des opérations offensives dans des conditions de parité nécessitera l'accumulation et la concentration de forces et de ressources bien supérieures à celles nécessaires au maintien de la défense. Cela nécessitera à son tour d'importantes ressources économiques et matérielles et des réserves techniques. Là encore, des ressources humaines qui ne peuvent être reconstituées rapidement.

L'Ukraine et la Russie sont toutes deux susceptibles d'être confrontées à des difficultés économiques croissantes qui limiteront leur capacité à développer et à concentrer le potentiel de ce que nous considérons comme des actions offensives classiques aux niveaux opérationnel et stratégique.

De plus, peut-être pour la première fois dans l'histoire, l'homme sera totalement ou partiellement sous-traité non seulement au processus de contrôle, mais aussi à celui de décision de défaite. Le pauvre Sun Tzu ne le verra pas. Après tout, les principes qu'il a posés ne sont valables qu'à condition que les guerres soient menées par des hommes.

En d'autres termes, la révolution des technologies militaires fondée sur les systèmes sans pilote et l'intelligence artificielle fournira, avant tout, des outils sans précédent pour détruire le potentiel militaro-économique de l'ennemi en détruisant les infrastructures

militaires et civiles stratégiques sur tout le territoire. Les attaques massives menées par des essaims autonomes de drones de haute précision bon marché sur des canaux de navigation totalement différents détruiront non seulement le personnel, les armes et le matériel militaire en première ligne, mais aussi des infrastructures économiques et sociales critiques de l'ennemi...

On peut donc conclure que les évolutions technologiques et la situation démographique et économique des prochaines années risquent de contribuer à une guerre d'usure. Les positions des parties en première ligne contribueront de plus en plus à maintenir le paradigme général d'une guerre d'usure et à entretenir les tensions internes au pays.

Au contraire, les possibilités de destruction massive et efficace du potentiel économique et des systèmes de survie de l'ennemi vont s'accroître. Si l'on ajoute à cela la capacité de la Russie à mener des opérations d'information efficaces, la guerre pourrait atteindre un niveau tel qu'elle pourrait détruire à distance la capacité de résistance du pays...

Il est fort probable que la révolution militaro-technologique déjà amorcée crée les conditions idéales pour une guerre d'usure. À mon avis, cette conclusion permet de concrétiser la principale et probablement la seule stratégie victorieuse de notre État à l'avenir. Elle consistera non seulement à travailler en première ligne, mais aussi à mettre en place un système de « survie » du pays et à développer des capacités asymétriques, précisément sur la base de solutions technologiques.

Une guerre totalement nouvelle nous attend. Une guerre aux règles nouvelles. Mais nous avons montré de quoi nous étions capables. Même dans une nouvelle guerre. Une doctrine fondamentalement nouvelle de la guerre moderne est en train de se former. Cette doctrine se forme aujourd'hui précisément sur les champs de bataille de la guerre russo-ukrainienne.

Je suis entièrement d'accord avec le Dr Sean McFate : « La moitié de la victoire consiste à comprendre à quoi cela ressemble... Le cerveau est plus important que la force brute. »

LA RÉVOLUTION DES DRONES EN UKRAINE ET LES LEÇONS QUE LES ÉTATS-UNIS DEVRAIENT EN TIRER

Jon Finer et David Shimer

Cet article publié dans *Foreign Affairs* se place d'un point de vue résolument états-unien (les auteurs sont des anciens de l'équipe Biden). Toutefois, il apporte de nombreux éléments qui peuvent nourrir la réflexion de la liste « la gauche-questions-militaires ».

Michel Lanson

La guerre entre la Russie et l'Ukraine a commencé par une attaque aérienne et terrestre combinée et non provoquée, puis s'est transformée en une confrontation d'artillerie digne du milieu du 20^e siècle, avant d'évoluer vers le premier conflit au monde mené en grande partie par des drones.

L'année dernière, l'Ukraine a lancé une série de frappes de drones à longue portée contre des dépôts de munitions situés à des centaines de kilomètres à l'intérieur du territoire russe. Ces frappes se poursuivent depuis lors. Chaque jour, l'armée ukrainienne déploie des milliers de drones à courte portée pour se défendre contre les assauts terrestres russes, remplaçant en grande partie les tirs d'obusiers qui constituaient auparavant l'arme principale du conflit. Kyiv est engagée dans une course à l'armement technologique et à la production afin de s'assurer que ses drones sont suffisamment sophistiqués et nombreux pour surmonter le brouillage russe et d'autres contre-mesures. Les innovateurs ukrainiens continuent d'atteindre de nouveaux sommets : en juin, des drones ukrainiens ont causé des milliards de dollars de dommages à des avions militaires de pointe dans des régions reculées de Russie.

Les États-Unis ont joué un rôle important dans ce succès ukrainien, en favorisant l'expansion de ce secteur clé de l'industrie de défense du pays et en finançant les fabricants de drones ukrainiens les plus prometteurs, afin d'aider l'Ukraine à atteindre un niveau de production autrefois inimaginable : des millions de systèmes autonomes par an. Aujourd'hui, le rythme remarquable de cette innovation, forgée par la nécessité dans des conditions de combat uniques au monde, représente une opportunité pour les États-Unis. Pour la saisir, le ministère de la Défense et l'industrie américaine doivent tirer les leçons des drones et autres technologies de défense ukrainiens. La guerre entre la Russie et l'Ukraine n'est pas parfaitement analogue aux situations d'urgence auxquelles les États-Unis pourraient être confrontés à l'avenir, et toutes les leçons tirées de l'Ukraine ne sont pas applicables à la planification militaire américaine, mais

Jon Finer a été conseiller principal adjoint à la sécurité nationale de 2021 à 2025.

David Shimer a siégé au Conseil national de sécurité de 2021 à 2025, notamment en tant que directeur pour l'Europe de l'Est et l'Ukraine et directeur des affaires russes. Il est chercheur senior adjoint à la School of International and Public Affairs de l'université Columbia.

Article publié dans [Foreign Affairs](#) et Traduit par Michel Lanson et publié sur le site du [Réseau Bastille](#), le 12 juillet 2025.



cette guerre n'en est pas moins riche en innovations et en percées technologiques instructives.

Au cours des trois dernières années et demie, l'Ukraine a développé une industrie de défense de pointe. L'armée ukrainienne dépend toujours des États-Unis pour ses capacités conventionnelles de pointe, telles que les missiles de défense aérienne Patriot, ainsi que pour certains équipements de base, notamment les roquettes et les lanceurs associés. Mais à l'intérieur de ses propres frontières, l'Ukraine produit désormais des drones à courte et longue portée, des systèmes de contre-drone, des robots et des systèmes de défense aérienne tactique novateurs et peu coûteux. Lorsque nous travaillions au sein de l'administration Biden, nous avons visité les installations de drones ukrainiennes, rencontré leurs fabricants et observé les entreprises, les forces de première ligne et les pilotes ukrainiens travailler ensemble pour améliorer ces systèmes, heure après heure, en fonction des retours d'expérience du champ de bataille.

N'ayant jamais connu cette forme de combat, la plupart des pays du monde, y compris les États-Unis, sont désormais loin derrière les Ukrainiens dans ce domaine. Ni l'armée américaine ni aucune armée européenne ne sont en mesure de produire en masse des capacités aussi peu coûteuses et adaptables. Il n'est pas certain non plus que l'armée américaine agisse suffisamment rapidement pour intégrer les enseignements tirés du champ de bataille dans sa propre doctrine. Pendant ce temps, l'Ukraine et la Russie innovent davantage en intégrant progressivement l'IA dans leurs drones et autres technologies de défense. L'IA promet de transformer la guerre moderne, tout comme elle va transformer tant d'autres aspects de la société, mais contrairement aux grands modèles linguistiques, c'est à Kyiv, et non à San Francisco, que les systèmes de pointe sont développés et déployés en premier.

Cette opportunité d'apprendre de l'Ukraine fournit, entre autres, un contre-argument puissant à ceux qui remettent en question l'intérêt de continuer à soutenir l'Ukraine : les États-Unis peuvent bénéficier des capacités technologiques uniques de l'Ukraine et de sa connaissance des adversaires des États-Unis. La récente décision du président Donald Trump de suspendre l'aide sécuritaire essentielle à l'Ukraine devrait être annulée pour de nombreuses raisons, notamment parce qu'une suspension prolongée rendra plus difficile l'approfondissement de la coopération technologique entre les États-Unis et l'Ukraine.

Il faut reconnaître que l'administration Trump s'est engagée en faveur de l'innovation dans le domaine de la défense. L'Ukraine est peut-être aujourd'hui le principal laboratoire de cette innovation. Les principaux soutiens de la Russie – la Chine, l'Iran et la Corée du Nord – tirent certainement leurs propres leçons de cette guerre et de leur contribution à la campagne militaire russe. L'Iran apprend comment fonctionnent ses drones et ses missiles ; la Corée du Nord fait de même avec ses munitions et ses soldats ; et la Chine évalue l'efficacité de ses contributions à la base industrielle de défense russe. Pour garder une longueur d'avance et renforcer sa préparation à d'éventuels conflits dans la région indo-pacifique, au Moyen-Orient et ailleurs, les États-Unis doivent élargir leur partenariat technologique avec l'Ukraine.

Cela signifie que Washington doit continuer à soutenir l'armée ukrainienne, étant entendu que l'Ukraine partagera en retour son savoir-faire et son expertise technologiques, notamment la conception de ses drones les plus efficaces, sa stratégie pour améliorer ces modèles en réponse aux contre-mesures russes, ainsi que des données sur les forces et les faiblesses des systèmes d'armes défensifs et offensifs de la Russie. Cette approche serait mutuellement avantageuse : l'Ukraine aiderait les États-Unis à construire des drones de classe mondiale et d'autres capacités de pointe, et les États-Unis continueraient à aider l'Ukraine à se défendre. Mais l'inverse est également vrai : moins de soutien à l'Ukraine signifiera qu'elle sera moins encline à partager son expertise et ses données avec les États-Unis.

UNE RÉVOLUTION FORGÉE DANS LE FEU

L'Ukraine a développé son industrie des drones dans le cadre d'une lutte nationale pour sa survie. Lorsque la Russie a lancé son invasion à grande échelle en février 2022, l'armée ukrainienne a repoussé l'assaut russe sur Kyiv et a repris plus de la moitié du territoire initialement conquis par les forces russes. Dans le même temps, dans des usines et des laboratoires loin du front, des entrepreneurs et des ingénieurs ukrainiens se sont lancés dans une autre mission cruciale : construire des drones pouvant être déployés contre les forces russes.

Ces innovateurs étaient animés par la même ferveur que leurs compatriotes sur le champ de bataille, mais ils avaient besoin de financement et de matériel. Le gouvernement américain leur a discrètement apporté son aide. À l'automne 2022, l'administration Biden a lancé des efforts pour améliorer la fabrication

de drones en Ukraine, qui en était alors à ses débuts. Un tournant s'est produit à l'été 2023, lorsque la contre-offensive ukrainienne n'a pas réussi à percer les lignes russes et a révélé les limites des capacités conventionnelles dans ce conflit. Les brigades ukrainiennes n'ont pas été en mesure de surmonter les champs de mines rudimentaires mais efficaces et les autres obstacles physiques mis en place par la Russie, tandis que les drones russes semaient le chaos parmi les véhicules blindés ukrainiens. En réponse, les États-Unis ont décidé de renforcer leur soutien à l'industrie ukrainienne des drones. La Maison Blanche a collaboré avec le Congrès pour obtenir des fonds supplémentaires dans le cadre du budget supplémentaire de sécurité nationale d'avril 2024, qui ont été utilisés à la fois pour financer directement certains fabricants de drones ukrainiens et pour fournir à l'Ukraine des composants essentiels à la production de drones. Au total, comme nous l'avons indiqué au président ukrainien Volodymyr Zelensky lors d'une visite à Kyiv l'automne dernier, les États-Unis ont consacré plus de 1,5 milliard de dollars à l'industrie ukrainienne des drones, et d'autres pays ont emboîté le pas pour soutenir la base industrielle de défense de l'Ukraine.

Les partenaires ukrainiens ont généré un retour sur investissement considérable : la production ukrainienne de drones à courte et longue portée a augmenté de manière exponentielle en 2024. Selon le gouvernement ukrainien, l'approvisionnement mensuel de l'armée ukrainienne en drones est passé de 20 000 au début de 2024 à 200 000 un an plus tard, soit une multiplication par dix. À mesure que la Russie améliorerait ses capacités de lutte contre les drones, les fabricants ukrainiens ont appris à mettre à jour leurs logiciels et leurs conceptions afin de contrer le brouillage russe et d'autres contre-mesures. En janvier 2025, l'Ukraine avait renforcé sa capacité à utiliser des drones à longue portée contre des cibles militaires situées profondément à l'intérieur du territoire russe et à utiliser des drones à plus courte portée contre les unités russes sur le front. L'Ukraine produisait également d'impressionnants systèmes de défense contre les drones, de missiles, de robots et de défense aérienne tactique.

CE QUE L'UKRAINE PEUT NOUS ENSEIGNER

Il est encore possible aujourd'hui de tirer des enseignements des capacités de pointe de l'Ukraine, même si cette fenêtre d'opportunité se referme peu à peu. Les drones ukrainiens se sont révélés à la fois

efficaces et abordables. L'Ukraine construit cette année des millions de drones FPV à courte portée pour un coût unitaire d'environ 400 dollars, ainsi que des dizaines de milliers de drones à longue portée pour un coût unitaire d'environ 200 000 dollars. En revanche, les drones américains à courte portée, tels que le Switchblade 600, sont estimés à plus de 100 000 dollars l'unité, et les drones américains à longue portée peuvent coûter des millions. Les opérateurs de drones ukrainiens rapportent que les drones fabriqués aux États-Unis sont moins efficaces, moins fiables et moins adaptables aux contre-mesures russes que ceux produits en Ukraine.

Ces différences sont en partie dues aux circonstances. L'Ukraine se bat pour sa survie avec des ressources limitées contre un adversaire plus puissant, tandis que le Pentagone s'est toujours montré prudent en matière d'investissement dans les technologies émergentes et les start-up, préférant s'associer à des entrepreneurs établis sur des systèmes traditionnels. Le problème réside en partie dans le fait que ces entrepreneurs ont tout intérêt à construire un nombre plus limité d'armes coûteuses et à forte marge bénéficiaire. Mais le conflit en Ukraine a également répondu à une préoccupation légitime du Pentagone, à savoir l'incertitude quant aux technologies qui s'avèreraient efficaces dans le monde réel, en consacrant des milliards de dollars à la R&D et à l'essai d'armes dans des conditions de combat sans précédent.

Bien que les systèmes autonomes plus avancés et plus coûteux, dans lesquels les États-Unis conservent un avantage, continueront d'avoir leur place, l'ampleur même de la production de masse ukrainienne confère un avantage important et complémentaire. L'Ukraine peut itérer rapidement et se débarrasser des anciens modèles à un rythme soutenu précisément parce que les entreprises sont proches du terrain et que ses systèmes sont bon marché et jetables. Alors que l'Ukraine et la Russie déploient des drones équipés de l'IA, la Chine, l'Iran et la Corée du Nord observent et apprennent. À mesure que la technologie des essais pilotés par l'IA se développe, l'avantage du nombre ne fera que s'accroître.

Les alliés et partenaires des États-Unis menacés par des adversaires plus puissants ont particulièrement besoin des capacités asymétriques que développe l'Ukraine. Prenons l'exemple de Taïwan, qui pourrait utiliser des drones évolutifs et bon marché pour se défendre si Pékin venait à intensifier ses actions. Washington devrait fournir à ces partenaires des capacités similaires et les aider à développer leur



propre production nationale. Mais pour les États-Unis, cette opportunité ne se limite pas à aider leurs amis. Le succès de l'offensive ukrainienne contre la Russie, comme la récente attaque de drones menée à partir de camions positionnés profondément à l'intérieur du territoire russe, révèle également des lacunes potentielles dans les défenses américaines, y compris sur le territoire national. L'expertise ukrainienne pourrait contribuer à combler ces lacunes.

SAISIR L'OPPORTUNITÉ

Tirer les bonnes leçons de l'Ukraine pour renforcer les capacités américaines devrait passer par plusieurs étapes clés. Pour commencer, le département américain de la Défense devrait collaborer avec des entreprises ukrainiennes pour fabriquer des drones aux États-Unis, étant entendu que ces drones seraient ensuite fournis aux armées ukrainienne et américaine. Ce type de partenariat, connu sous le nom de coproduction, serait avantageux pour les deux parties : les États-Unis apprendraient directement des fabricants ukrainiens, et l'Ukraine et les États-Unis recevraient ces drones. Le Pentagone devrait également conclure un accord avec le ministère ukrainien de la Défense afin d'obtenir une licence pour la technologie et la conception des drones aux États-Unis. Grâce à cette propriété intellectuelle, l'armée américaine pourrait construire de manière indépendante des drones peu coûteux et testés sur le terrain, et développer l'infrastructure nationale nécessaire pour augmenter la production.

Les États-Unis pourraient adopter la même approche avec d'autres technologies ukrainiennes, notamment les systèmes de contre-drone, en coproduisant ces capacités avec l'Ukraine et en acquérant la propriété intellectuelle associée. L'industrie de la défense ukrainienne a réussi en partie parce que ses fabricants peuvent procéder à des itérations rapides sur la base de résultats concrets. Les États-Unis devraient également profiter de l'occasion pour fournir à l'Ukraine des technologies expérimentales américaines, évaluer leurs performances sur le terrain, puis les mettre à jour en conséquence.

Le principal risque de cette approche est que les États-Unis deviennent dépendants d'un partenaire étranger pour une partie de leur production de défense, à l'instar de la dépendance de la Russie vis-à-vis des drones iraniens dans le conflit actuel. Mais l'alternative est pire compte tenu de l'avantage actuel de l'Ukraine en matière de connaissances et de production, et l'accent devrait être mis sur la réduction

de cet écart. Les États-Unis devraient considérer leur collaboration avec l'Ukraine comme un accélérateur technologique à court terme plutôt que comme une solution à long terme. Le ministère de la Défense, en collaboration avec l'industrie américaine, devrait s'efforcer d'apprendre rapidement de l'expertise ukrainienne, commencer à produire ces systèmes de pointe, puis abandonner les modèles sous licence au profit de leurs propres conceptions indépendantes. Si les États-Unis renonçaient à soutenir l'Ukraine, ils risqueraient de perdre l'accès à une technologie de défense éprouvée, à une expertise du champ de bataille et à des données sur les performances militaires de la Russie.

L'Europe, quant à elle, devrait considérer les États-Unis et l'Ukraine comme des modèles complémentaires en matière de production de défense. Alors que les dirigeants européens investissent dans leurs propres industries de défense, les États-Unis peuvent leur offrir des conseils sur la manière de construire des systèmes autonomes haut de gamme, ainsi que des capacités conventionnelles telles que l'artillerie, les roquettes et la défense aérienne stratégique à grande échelle. L'Ukraine peut faire de même pour les drones produits en série et les technologies associées.

La lutte de l'Ukraine représente un tournant dans l'histoire de la guerre moderne. Kyiv a montré qu'il était possible de tenir en échec un adversaire plus puissant grâce à des drones et autres technologies de défense avancées, abordables et adaptables. Les États-Unis doivent continuer à aider l'Ukraine à se défendre contre l'agression russe, et alors que l'administration Trump cherche à obtenir davantage en retour, l'Ukraine devrait aider les États-Unis à stimuler leur propre innovation. Les deux pays en sortiront meilleurs et plus forts.

LES ENSEIGNEMENTS DE LA TOILE D'ARAIGNÉE

Edwin Bendyk

L'attaque « Toile d'araignée » de l'Ukraine en Sibérie nous a montrés à quoi ressemble l'avenir des conflits armés

La guerre des drones et des partisans dont la « Toile d'araignée » est devenue un symbole spectaculaire nécessite non seulement des approvisionnements différents, mais aussi une nouvelle réflexion sur les missions des forces armées, de la défense civile et du rôle de la société dans la création d'un système de résilience étatique dans des conditions de nouvelles menaces extraordinaires.

MAÎTRISE DU CAMOUFLAGE ET DE LA COORDINATION

Certains détails de l'attaque de drones « Toile d'araignée » contre les bases d'avions russes à long rayon d'action resteront probablement à jamais secrets, bien que les Ukrainiens révèlent une quantité inhabituellement importante de détails sur les préparatifs de l'opération. Ils ont très probablement décidé qu'une communication appropriée n'est pas moins importante que l'effet direct sous forme d'avions détruits et endommagés. Les informations partagées avec le public montrent à quel point les services ukrainiens ont réussi à pénétrer dans les profondeurs de la Russie, malgré l'appareil élaboré de surveillance et de contrôle des citoyens de ce pays.

La conduite d'une opération si complexe – cinq aérodromes distants de milliers de kilomètres, situés dans différents fuseaux horaires, ont été attaqués simultanément – a nécessité une coopération avec des personnes sur le terrain. Des drones « Wasp » de fabrication ukrainienne ont été utilisés comme armes, contrôlés via des communications 5G/LTE et assistés par des modules d'intelligence artificielle appropriés « entraînés ».

Les communiqués officiels ukrainiens parlent de 41 avions détruits et endommagés, ce qui signifierait éliminer 34 % de la capacité d'aviation stratégique de la Russie. Ces chiffres ne sont pas confirmés par les évaluations OSINT (Open Source Intelligence) indépendantes, qui s'appuient sur l'analyse de matériaux vidéo, photographiques et satellitaires disponibles.

Mais laissons les calculs aux spécialistes militaires. Car bien que chaque avion russe détruit compte, les chiffres ne sont pas la chose la plus importante dans la « Toile d'araignée ».

Les Ukrainiens ont montré à plusieurs reprises qu'ils peuvent mener ou initier des opérations de sabotage sur le territoire russe. Les exécutions

Edwin Bendyk est journaliste. Il travaille pour l'hebdomadaire polonais *Polityka*. Il est également l'auteur de plusieurs livres sur la technologie, la société et la politique. Article traduit par Adam Novak et publié par *Europe solidaires sans frontières*.



d'officiers de l'armée russe responsables de crimes de guerre, les attaques contre les infrastructures critiques – c'est un élément constant de la guerre. De même, les Russes tentent de déstabiliser l'Ukraine. La « Toile d'araignée », cependant, était une opération d'une complexité beaucoup plus grande, nécessitant une reconnaissance de renseignement parfaite et la coordination de nombreuses personnes tout en maintenant un secret complet. On ne sait pas si les Ukrainiens ont utilisé un soutien de renseignement des États-Unis ou des partenaires européens, mais nous savons qu'ils n'ont pas convenu avec leurs alliés de l'intention elle-même ou du moment de l'attaque.

Comme avec l'offensive surprise transfrontalière de l'Ukraine dans la région russe de Koursk à la mi-2024, les Ukrainiens ont réussi à obtenir l'effet de surprise. Préparer une opération complexe comme la « Toile d'araignée » nécessitait l'existence d'un vaste réseau d'agents en Russie. Il est douteux qu'il ait été créé pour cette seule tâche, même si sa mise en œuvre a nécessité un an et demi de préparation.

Les Russes feront beaucoup pour découvrir ce réseau, comprenant qu'il peut être utilisé pour d'autres tâches à tout moment. Il semble que c'est précisément le message le plus important des Ukrainiens – ils ont montré qu'ils sont capables de pénétrer la Russie sur tout son territoire et d'utiliser cette capacité pour atteindre des objectifs d'importance stratégique.

Après l'opération, des commentaires sont apparus dans les médias ukrainiens soulignant que la base naturelle de telles activités sont les Ukrainiens vivant en Russie. Leur nombre est estimé à 10 millions et même si la majorité sont des citoyens loyaux de la Fédération de Russie, il y a encore suffisamment de « dormeurs » potentiels parmi eux, prêts à accomplir des tâches pour l'Ukraine. Les commentateurs soulignent également l'existence de partisans anti-Poutine en Russie, coopérant avec ou même soutenus par les services ukrainiens. Cependant, ces structures ne coordonnent pas toujours leurs actions de sabotage avec les Ukrainiens, ce qui ne fait que compliquer la situation.

RÉACTIONS MITIGÉES DES ALLIÉS DE L'UKRAINE

La « Toile d'araignée » a provoqué des réactions mitigées dans les capitales des États alliés, car bien qu'elle inspire le respect, elle est perçue comme un signal sur le risque d'escalade de la guerre au-delà de son cadre actuel et de « l'accord » selon lequel les opérations militaires intensives sont menées sur la

ligne de contact direct des forces armées, et donc *de facto* en Ukraine. Les Ukrainiens ont rompu cet « accord » en 2024 en entrant dans la région de Koursk [oblast] et maintenant, en menant une attaque stratégique au cœur de la Russie. Ils font cela, bien sûr, pour renforcer leur position de négociation, montrant qu'ils sont capables d'initiative stratégique.

Cependant, cette capacité ne conduit pas à une percée stratégique, qui serait un changement dans l'équilibre des forces sur le front. Ici, les Russes atteignent leurs objectifs, arrachant laborieusement des kilomètres carrés successifs de territoire au contrôle ukrainien. De nombreux experts affirment même que l'offensive d'été russe a commencé ou est sur le point de commencer, ce qui à son tour doit assurer l'avantage de la Russie non seulement sur le champ de bataille, mais aussi à la table de négociation.

L'UKRAINE A DES CARTES ASSEZ FORTES

La mise en œuvre de la « Toile d'araignée » le 1^{er}, juste avant un autre round de pourparlers à Istanbul, était censée redéfinir les conditions des négociations. Les Ukrainiens ont renforcé leur message avec une « bombe télégramme » supplémentaire – l'explosion d'une charge explosive installée au pilier principal du pont de Kertch [reliant la Crimée à la Russie continentale]. C'était une autre action spectaculaire du Service de sécurité d'Ukraine (SBU) – après les attaques précédentes sur le pont, il semblait que c'était l'objet le plus gardé des Russes. Malgré cela, les services ukrainiens ont réussi à placer 1 100 kg de matériel explosif dans la partie sous-marine du pilier.

Suite à ces bombes télégrammes, les Ukrainiens ont rappelé au monde leur position de négociation, dans laquelle ils rejettent la possibilité de reconnaître de jure la perte de territoires occupés par les Russes. En même temps, ils montrent qu'ils sont prêts pour des pourparlers, appelant Poutine à un cessez-le-feu immédiat, complet et inconditionnel. Ceci, à son tour, est un message clair au monde, et surtout aux États-Unis et à Donald Trump. Les Ukrainiens montrent qu'ils veulent une fin à la guerre et sont prêts pour des négociations de paix, mais – contrairement aux déclarations du président américain – ils ont des cartes assez fortes et ne permettront pas qu'un diktat défavorable leur soit imposé.

L'opération « Toile d'araignée » a aussi une signification interne ukrainienne évidente – comme le naufrage du croiseur *Moskva* [navire amiral de la flotte de la mer Noire de la Russie] dans la première phase de la guerre et l'offensive de Koursk en 2024, elle a



donné une forte injection d'énergie et d'espoir. Une société de plus en plus fatiguée de la guerre a désespérément besoin d'impulsions montrant que l'Ukraine n'est pas condamnée à la défaite dans la guerre en cours. Et bien que la croyance longtemps entretenue que la guerre se terminera par une victoire consistant à regagner les territoires dans les frontières de 1991 se soit évaporée, la majorité des femmes et hommes ukrainiens n'admettent toujours pas la possibilité d'accepter la perte de terres occupées par les Russes. La conscience de la nécessité d'un compromis grandit, tout comme le sentiment d'isolement.

Car bien que les aspirations européennes de la société ukrainienne ne s'estompent pas et que la conviction qu'il serait bon d'être dans l'OTAN ne diminue pas, plus de la moitié des Ukrainiens croient que l'Ukraine doit être prête à faire face de manière indépendante dans un monde hostile, dans lequel elle doit partager une frontière avec un ennemi mortellement dangereux qui remet en question son droit d'exister.

LA DÉMOCRATISATION DES OPÉRATIONS STRATÉGIQUES

L'opération Toile d'Araignée, selon de nombreux commentateurs, a montré à quel point la guerre contemporaine a changé. Les drones ont cessé d'être simplement une forme d'armement pour accomplir des tâches de nature tactique, mais peuvent être utilisés pour accomplir des tâches d'importance stratégique. Cela signifie que la possibilité d'entreprendre de telles tâches est devenue très « démocratisée » – ce que

les services ukrainiens ont réussi à faire pourrait aussi être accompli par des structures non étatiques. Cela inclut des réseaux terroristes bien financés avec des ambitions comme Al-Qaïda en avait en 2001 quand elle a attaqué New York et Washington.

Comment assurer la sécurité dans un monde où des opérations comme la « Toile d'araignée » peuvent être menées ? A-t-il un sens de faire comme la Pologne, et de dépenser 5 % du PIB sur des types d'armement complètement inadéquats dans le cas d'une attaque par un essaim de drones assistés par l'intelligence artificielle ? Les experts ukrainiens disent souvent que la Pologne et les pays occidentaux se préparent pour une guerre que personne ne mènera plus. La guerre dont la « Toile d'araignée » est devenue un symbole spectaculaire nécessite non seulement des approvisionnements différents, mais aussi une nouvelle réflexion sur les missions des forces armées, de la défense civile et du rôle de la société dans la création d'un système de résilience étatique dans des conditions de nouvelles menaces extraordinaires.

La question de la sécurité est devenue trop sérieuse pour la confier aux généraux seuls. Cela rappelle une anecdote de l'époque où Herman Kahn, l'un des créateurs des scénarios américains pour répondre en cas d'attaque thermonucléaire de l'URSS, convaincait les officiers de ses études. Quand ils regardaient le civil de haut, il leur a posé une question : messieurs, et combien de guerres thermonucléaires avez-vous gagnées ? De manière similaire, on peut poser des questions sur la guerre des drones.



LES SOLDATS ROBOTISÉS DE LA GUERRE MODERNE

Ruslana Velychko

Les drones terrestres en Ukraine sont en train de devenir rapidement un élément central de l'innovation en matière de combat. Ces plateformes robotiques jouent un rôle essentiel dans la transformation de la guerre, en particulier dans des conditions où la domination de l'artillerie et les impasses positionnelles définissent le champ de bataille. Alors que les forces armées ukrainiennes testent des véhicules terrestres autonomes (UGV) sur le front, elles sont les pionnières de l'intégration de l'intelligence artificielle dans la guerre.

Confrontée à une invasion à grande échelle, l'Ukraine est devenue un laboratoire vivant pour l'innovation en matière de combat. Alors que les drones aériens sont désormais familiers dans le ciel, les drones terrestres commencent seulement à trouver leur place dans les tactiques militaires. Ils sont utilisés pour livrer des munitions, effectuer des missions de reconnaissance, évacuer les blessés et parfois participer directement aux assauts.

Cependant, la route vers une percée technologique s'avère plus complexe que prévu. Les analystes et les ingénieurs militaires sont confrontés à plusieurs défis majeurs qui limitent le déploiement massif des drones terrestres.

PRINCIPAUX OBSTACLES : TECHNOLOGIE, LOGISTIQUE, PROTECTION

Le champ de bataille n'est pas un terrain d'entraînement contrôlé avec un terrain prévisible, mais un environnement chaotique, changeant et souvent hostile à la technologie. Contrairement aux drones aériens, les systèmes terrestres ne peuvent pas contourner les obstacles, ils doivent les affronter physiquement. Les drones terrestres modernes sont confrontés à la boue, au sable, aux débris, aux buissons et à la glace. Ils s'enlisent souvent, perdent leur maniabilité et deviennent des cibles faciles.

L'amélioration de la mobilité est l'un des principaux objectifs techniques. Comme le souligne le *Wall Street Journal*, il ne s'agit pas seulement d'améliorer les suspensions, mais aussi de créer des systèmes de propulsion adaptatifs dotés d'une mobilité hybride, capables de changer de mode de déplacement en fonction du type de terrain. Cela inclut des configurations hybrides roues-chenilles, des plateformes partiellement élévatrices, des mécanismes de stabilisation ou même des prototypes biomécaniques imitant les animaux. Mais l'adaptation technique ne suffit pas.

Ruslana Velychko a été vice-ministre ukrainienne des anciens combattants a précédemment travaillé pour la fondation Come Back Alive et a occupé un poste de direction au sein de la Fondation ukrainienne des anciens combattants. Récipiendaire de distinctions décernées par les forces armées ukrainiennes, les forces d'opérations spéciales et le ministère de la défense ukrainien.

Un autre front est celui de la guerre électronique. L'ennemi brouille activement les signaux et bloque la navigation et le contrôle. Pour survivre sur le champ de bataille, les drones ont besoin de canaux de communication cryptés, de systèmes de navigation inertielle, d'une autonomie partielle et parfois même d'un contrôle filaire. Cela nécessite une logique de mouvement entièrement nouvelle, incluant une adaptation autonome au terrain et une navigation sans GPS.

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : CE N'EST PLUS DE LA SCIENCE-FICTION

Aujourd'hui, le terme « sans pilote » est conditionnel. La plupart des drones terrestres nécessitent encore une surveillance constante de la part d'un opérateur. Or, la guerre moderne exige une prise de décision plus rapide, souvent en temps réel et parfois en cas de coupure des communications. Ce qui semblait autrefois futuriste est aujourd'hui en cours de développement. Des ingénieurs ukrainiens testent des drones capables de prendre des décisions autonomes élémentaires. L'idée est simple : si une machine perd le contact avec l'opérateur, elle ne doit pas se bloquer, mais suivre un plan d'action préprogrammé : livrer la cargaison, revenir ou échapper à la détection.

Comme le note Militarnyi, l'intelligence artificielle dans le domaine militaire permet aux drones de prendre des décisions tactiques : éviter les obstacles, changer d'itinéraire, identifier des cibles ou retourner à leur base en cas de perte de connexion. Ce n'est plus de la science-fiction, cela est actuellement testé sur le terrain. Mais pour que cela fonctionne, il faut des algorithmes de vision par ordinateur, des réseaux neuronaux et l'apprentissage automatique, des domaines qui exigent du temps, des talents et des ressources considérables.

L'intégration de l'IA dans les drones terrestres leur permet de reconnaître les menaces, de tracer des itinéraires et d'éviter les dangers. Cependant, chaque module de ce type coûte des dizaines de milliers de dollars. Pour une armée qui a besoin de milliers de machines de ce type, ce coût est critique.

LE SWARMING [ESSAIM], PAS SEULEMENT POUR LE CIEL

Une autre avancée majeure est la technologie des essaims. Le concept consiste à développer une « intelligence » collective pour un groupe de drones. Ces essaims peuvent mener des assauts synchronisés, bloquer les voies d'évasion et fournir un soutien logistique.

Sur terre, cela est beaucoup plus difficile que dans les airs. Les drones terrestres doivent non seulement se coordonner, mais aussi éviter les collisions, lire le terrain et communiquer dans des conditions de guerre électronique. Néanmoins, le concept de « vol mécanisé » est au cœur des préoccupations de nombreuses start-up et projets de défense ukrainiens. Et son potentiel est énorme.

DES SOLUTIONS SIMPLES, DIRECTEMENT SUR LE FRONT

Derrière chaque innovation se pose la question du coût. Un drone terrestre moderne peut coûter des dizaines de milliers de dollars. Dans les conditions du champ de bataille, où les pertes sont inévitables.

Actuellement, ce que les troupes de première ligne apprécient le plus, ce n'est pas la sophistication, mais la fiabilité. Des plateformes simples et peu coûteuses, capables de livrer une grenade ou d'extraire un soldat blessé, sont parfois plus précieuses que des prototypes complexes et coûteux. Dans de nombreuses unités, les drones kamikazes sont fabriqués à partir d'appareils électroniques ménagers réutilisés : c'est la réalité de l'improvisation en temps de guerre.

Trouver le juste équilibre entre innovation et simplicité est le plus grand défi du secteur. Les ingénieurs doivent comprendre que leurs drones finiront dans la boue, et non dans un laboratoire.

La réduction du coût des composants, l'utilisation de pièces disponibles dans le commerce, la conception modulaire et la production locale sont des facteurs clés pour rendre les drones de première ligne plus efficaces et plus accessibles. L'Ukraine offre déjà des exemples qui prouvent le succès de cette approche :

Conception modulaire et matériaux abordables : un diplômé de l'école polytechnique de Poltava a créé un drone terrestre universel doté d'une structure modulaire, qui permet de remplacer facilement les pièces et d'adapter les tâches. Les composants comprennent des pièces en plastique imprimées en 3D et des composants électroniques facilement disponibles sur le marché.

Production militaire abordable : les soldats de la 108^e brigade de défense territoriale de la région de Dnipro produisent des drones terrestres artisanaux pour environ 12 000 dollars. Grâce à des articulations et à une ingénierie intelligente, ils créent des drones efficaces pour la pose de mines et le soutien au feu à faible coût.



La clé réside dans des composants moins chers, des pièces standardisées, une conception modulaire et un assemblage local. Il est également essentiel de pouvoir réparer rapidement les drones sur le terrain sans les renvoyer à l'arrière.

LES NORMES QUI FONT DÉFAUT

Pas de normes, pas d'armée de drones. À l'heure actuelle, chaque fabricant produit ses propres drones terrestres pour les forces armées ukrainiennes (AFU) sans exigences uniformes, ce qui rend leur intégration extrêmement difficile. Sans cela, la dronisation à grande échelle de l'AFU reste une simple vision.

Un autre obstacle est l'absence de cadre réglementaire. L'armée ne dispose pas de normes cohérentes concernant les types de drones terrestres, leurs rôles, l'interaction avec les opérateurs et les protocoles de sécurité. Cela freine l'évolutivité technologique. Les fabricants agissent de manière indépendante, créant des systèmes incompatibles difficiles à intégrer dans une structure opérationnelle unifiée.

Ce qu'il faut, c'est un programme national, non seulement financier, mais aussi institutionnel. Un programme qui établisse des normes, des systèmes de certification, des incubateurs d'innovation dans le

domaine de la défense et des marchés publics à long terme pour des solutions éprouvées.

UNE PERCÉE UKRAINIENNE SOUS LE FEU

L'Ukraine est en train de créer une nouvelle philosophie de la guerre, centrée sur la technologie, automatisée et causant moins de pertes humaines. Les drones terrestres et les plateformes robotiques ne sont pas seulement des outils, ils sont les symboles de cette transformation.

Les technologies que l'Ukraine teste aujourd'hui sur le front pourraient façonner la modernisation des forces terrestres de nombreux pays demain, mais seulement si elles bénéficient non seulement d'un soutien, mais aussi d'une stratégie de développement claire.

Malgré tous les défis à relever, de la boue à la guerre électronique, des coûts élevés aux lacunes juridiques, ce développement se poursuit. Si le gouvernement, l'industrie, l'armée et la science parviennent à s'accorder sur ce point, le front bénéficiera non seulement de nouvelles machines, mais aussi d'une nouvelle logique de guerre. Une logique dans laquelle les humains ne sont plus la cible principale et où ils ont peut-être de meilleures chances de survie.



LES ROBOTS SONT NOTRE AVENIR

Artur Levchenko

Les combats sans pilote dans la région de Kharkiv ouvrent de nouveaux horizons dans la guerre et l'après-guerre

Malgré toutes les déclarations du président des États-Unis, Donald Trump, la guerre russo-ukrainienne à grande échelle se poursuit. Et elle durera encore au moins 50 jours. Et peut-être même plus longtemps. (Nombre d'entre vous diront: « Bien sûr que ça va continuer. » Et vous en avez parfaitement le droit, compte tenu des deux semaines précédentes de bêtises de Trump).

Tout cela signifie que le problème russe reste d'actualité et le restera probablement longtemps. Il doit être résolu avec une efficacité maximale et un minimum de pertes humaines, car contrairement aux armes, l'Occident ne nous offrira ni compensation, ni cadeau, ni vente.

Un cas unique, survenu la semaine dernière sur la ligne de contact à Kharkiv, devrait ici s'avérer utile. Il s'agit d'un cas commis par les combattants de la troisième brigade d'assaut du troisième corps d'armée des forces armées ukrainiennes. Cette composante des forces armées ukrainiennes a démontré une méthode de combat unique. Et non seulement sa conduite, mais aussi son succès: l'élimination d'une partie des forces d'assaut d'occupation et la capture des soldats russes survivants.

Ce format de combat est entièrement automatisé. Les militaires ukrainiens n'ont participé à la riposte à l'unité d'occupation qu'à distance, en tant qu'opérateurs de drones aériens et de systèmes robotiques terrestres. Autrement dit, aucun soldat n'était présent directement sur la ligne de combat. Tous ceux qui ont participé à la destruction et à la capture des occupants russes se trouvaient à une certaine distance du lieu des combats. Ainsi, aucun Ukrainien n'a été blessé, même légèrement.

L'importance de cet événement est inestimable. Elle est encore sous-estimée, mais le jour viendra où la bataille de Kharkiv entre robots ukrainiens et soldats russes sera évoquée non seulement dans les revues spécialisées, mais aussi dans la littérature militaire officielle. Car elle ouvre véritablement de nouveaux horizons, tant pour le monde en général, qui, soyons honnêtes, s'inspire désormais des exemples des défenseurs ukrainiens et des occupants russes, que pour les forces armées ukrainiennes elles-mêmes.

Le sujet des drones est déjà entré dans les annales de l'armée. Les Ukrainiens comme les Russes ont démontré qu'il était possible et nécessaire de



mener une guerre à l'aide de systèmes sans pilote, contrôlés à distance par des spécialistes (pas nécessairement des militaires).

On peut affirmer sans hésiter que les ministères de la défense des principaux pays du monde travaillent déjà à la manière de contrer de manière adéquate – et aussi efficace que possible, tant sur le plan militaire que financier – les futures attaques de drones contre des installations militaires et stratégiques sur leur territoire. (Il ne fait aucun doute qu'elles se produiront. Une répétition du 11 septembre est désormais bien plus proche, car il n'est même plus nécessaire de détourner des avions.) Mais ces pays travaillent pour l'avenir. L'Ukraine doit travailler pour le présent.

L'histoire de la bataille entièrement robotisée de la 3^e brigade d'assaut est un exemple d'alternative qui, grâce à une gestion habile du processus, pourrait bien devenir le véritable avenir de la guerre russo-ukrainienne.

Le succès des drones et des systèmes terrestres sans pilote ukrainiens n'est donc pas seulement un beau tableau ni un indice pour le monde de demain. C'est une occasion de préserver ce que nous avons de plus précieux dans cette guerre: les vies humaines. C'est précisément ce sur quoi les dirigeants de l'état-major et du ministère de la Défense doivent se concentrer, et c'est précisément ce qu'il faut transmettre aux autorités ukrainiennes actuelles. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions gagner la guerre. Gagner, c'est-à-dire ne pas perdre un nombre de personnes tel que, quelles que soient les conditions, la fin des hostilités signifierait la défaite et le déclin de l'Ukraine pour de nombreuses années.

Le cas de la 3^e brigade d'assaut, si l'on considère la question d'un point de vue stratégique, représente la chance pour l'Ukraine non seulement de gagner la guerre, mais aussi d'avoir un avenir d'après-guerre prospère.



APRÈS AVOIR PERDU 1 000 CHARS, L'UKRAINE REPENSE SA STRATÉGIE ET MISE SUR LA PRUDENCE

Émilie Staeger

Face aux drones russes, les blindés ukrainiens ne foncent plus tête baissée. Désormais, ils se cachent, frappent, et repartent. Une nouvelle doctrine, plus furtive, qui émerge après des pertes massives.

Après avoir perdu 1000 chars dans sa guerre contre l'envahisseur russe, l'Ukraine a très vite compris que, tout blindés qu'ils soient, ces véhicules étaient devenus vulnérables sur un champ de bataille. Les drones russes les repèrent et les détruisent facilement, ce qui a obligé Kiev à changer la manière dont ils s'inscrivent dans la stratégie globale. Pour renforcer ses meilleures unités, l'Ukraine équipe maintenant les meilleures brigades de la Garde Nationale avec des chars occidentaux comme les Leopard 1A5 et Leopard 2A4, tous deux venus d'Allemagne.

Selon le magazine économique [Forbes](#), le général Oleksandr Pivnenko – commandant de la Garde nationale, forte de 100 000 hommes – a partagé son avis dans un post [Facebook](#). Il y explique que ces nouveaux chars à quatre places « ont déjà prouvé leur efficacité au combat ». Il développe ensuite : « Ils allient une grande mobilité, une puissance de feu et une fiabilité exceptionnelles, essentielles sur le champ de bataille moderne. » Le Leopard 1A5, de 42 tonnes, est équipé d'un canon principal de 105 mm, tandis que le Leopard 2A4, plus lourd, de 61 tonnes, dispose d'un canon de 120 mm et offre une meilleure protection à son équipage.

On ne sait pas encore précisément quelles unités recevront ces chars, mais il est probable que les douze brigades d'assaut s'inscrivant dans l'initiative « [Offensive Guard](#) » lancée par le ministère des affaires intérieures ukrainien, chacune forte d'au moins 2000 soldats, seront prioritaires. Ces brigades sont composées de gardes-frontières, de policiers fédéraux et de diverses forces de sécurité intérieure, mais sont entraînées et équipées selon les standards de l'armée ukrainienne et de ses unités d'assaut ou de marines.

UNE RÉORGANISATION STRATÉGIQUE

L'arrivée de ces nouveaux blindés est l'occasion d'une réécriture complète de la doctrine sur l'emploi des chars ukrainiens. Kiev a compris la nécessité d'adapter l'utilisation de ces véhicules lourds à un champ de bataille saturé de [drones](#), dont l'avènement a totalement bouleversé les conflits armés.

Désormais, les équipages de chars sont formés à la plus grande prudence. Ils restent cachés dans

des granges, des garages ou dans des abris creusés, ne sortant que brièvement pour tirer quelques obus avant de se replier. Cette approche marque l'avènement d'une «ère du char prudent», selon David Kirichenko, analyste au Center for European Policy Analysis, à Washington. Autrefois fers de lance de l'assaut, les blindés tendent à jouer aujourd'hui un rôle plus proche de l'artillerie mobile, leur importance tactique diminuant dans ce nouveau contexte.

Concrètement, l'armée ukrainienne prévoit de dissoudre ses grandes unités blindées de 100 chars pour redistribuer les [véhicules](#) dans des bataillons plus petits de 30 unités, intégrés aux brigades d'infanterie et mécanisées, ainsi qu'aux nouveaux corps multi-brigades en cours de création. Cette dispersion vise à rendre les chars moins vulnérables aux drones et à adapter leur emploi à un rôle de soutien.

Le résultat attendu est une force blindée légèrement réduite, avec moins de véhicules et d'équipages, mais mieux adaptée à la réalité du [conflit](#) actuel. Cette réduction n'est pas seulement une nécessité tactique, car elle permet aussi de pallier le manque d'infanterie. Le but est à terme de rediriger une partie des recrues vers la formation de fantassins plutôt que de tankistes, répondant ainsi à l'un des défis majeurs de l'armée ukrainienne aujourd'hui : trouver des hommes.

L'Ukraine, confrontée à des pertes massives de chars et à l'évolution rapide des [technologies](#) de guerre, opère une transformation de sa doctrine. Les chars restent indispensables, mais leur emploi devient plus prudent, plus dispersé et plus intégré au reste des forces terrestres. Une mutation qui devrait sans nul doute inspirer d'autres forces armées à travers le monde.



ON NE PEUT PAS COMBATTRE LE FASCISME AVEC DES FLEURS

Oleksandr Kyselov

Alors que l'Ukraine entre dans sa quatrième année de lutte contre l'agression russe, l'expérience de ses militants de gauche offre non seulement un témoignage de survie, mais aussi un avertissement. Basé sur un discours prononcé lors du congrès de l'Alliance rouge-verte du Danemark (Enhedslisten), ce texte revient sur les dures leçons de la guerre : solidarité, organisation, sécurité et pertinence politique en temps de crise. Il soutient que la gauche européenne doit repenser son approche de la défense et de la démocratie, non pas quand il sera déjà trop tard, mais maintenant, tant qu'elle le peut encore.

UNE SOLIDARITÉ QUI COMPTE

Je me souviens encore du début de la guerre. J'étudiais à Malmö et, peu après le début de l'invasion russe, j'ai reçu un e-mail de Mikael Hertoft, alors membre du comité directeur d'Enhedslisten. Il m'a demandé de rencontrer leurs militants, qui voulaient en savoir plus sur ce qui se passait en Ukraine.

À l'époque, je ne savais pas grand-chose du parti. Quand je me suis renseigné, tout ce que j'ai entendu, c'est qu'il était issu de trois groupes différents mais très révolutionnaires, avec des opinions bien arrêtées, ce qui n'est pas toujours bon signe quand il s'agit d'évaluer la situation dans notre pays. Je suis donc arrivé à cette réunion sans savoir à quoi m'attendre mais je ne l'ai jamais regretté depuis.

Dans ma région, nous avons un dicton : c'est dans l'adversité que l'on reconnaît ses amis. Et comme le temps l'a montré, nous avons beaucoup d'amis chez Enhedslisten. Des camarades qui ont courageusement défendu notre cause, débattu, écrit, traduit et voyagé, dans des conditions dangereuses, en Ukraine, qui nous ont invités à revenir pour échanger sur nos expériences et nous reposer, qui nous ont offert des tribunes pour nous exprimer, qui ont promu des initiatives de soutien syndical et qui ont porté nos problèmes au niveau local et européen. Ils ne se sont pas contentés de parler de solidarité, ils l'ont vécue.

LA GAUCHE UKRAINIENNE EN GUERRE

La situation de la gauche ukrainienne a toujours été difficile et la guerre ne l'a pas facilitée. Notre coopération avec Enhedslisten et Alternativet par l'intermédiaire de l'Institut danois pour les partis et la démocratie nous a aidés à survivre dans cet environnement en mutation, à essayer de nouvelles approches et à

Oleksandr Kyselov est membre du conseil d'administration de Sotsialnyi Rukh.

Source : Discours prononcé au congrès de l'[Alliance rouge-verte du Danemark](#). Publié par le [Réseau Bastille](#), 26 juin 2025 et par [Adresses](#), n° 13. Traduction Michel Lanson.



toucher de nouveaux publics parmi les militants syndicaux et la société civile.

Cependant, les fondements d'une organisation née d'un groupe militant étaient souvent informels : les accords reposaient sur la confiance personnelle et les ententes tacites.

La guerre a tout bouleversé. De plus en plus de nos militants ou de leurs proches sont dans l'armée, parfois enrôlés et envoyés au front en une journée. De nouveaux membres arrivent, mais sans formation politique ni orientation adéquates, ils se sentent souvent désorientés. Il est devenu plus difficile d'organiser des discussions ou d'élaborer collectivement notre stratégie. Les enjeux sont élevés, l'atmosphère est tendue, les attentes à notre égard sont grandes, mais nos ressources physiques et mentales sont limitées. Parallèlement, la loi martiale restreint sévèrement les formes d'action auxquelles la gauche a traditionnellement recours : il n'y a pas de grandes manifestations de rue, pas de campagnes ou d'élections.

Je ne dis pas cela pour demander votre soutien, même s'il reste essentiel, mais pour souligner que lorsque la guerre éclatera, vous devrez faire face à toutes les faiblesses organisationnelles de votre organisation. Si vous pouvez changer et renforcer vos structures, faites-le avant que les temps difficiles n'arrivent.

LE COÛT CIVIL DE LA GUERRE

Quels que soient nos problèmes internes, ils sont toujours insignifiants par rapport à ceux auxquels nous sommes confrontés en tant que pays. Après plus de 1200 jours de guerre, les attaques quotidiennes de missiles et de drones sont devenues monnaie courante. Plus personne n'est surpris, les gens se contentent de faire défiler ces informations. L'avenir semble incertain. L'apathie se répand. Beaucoup se retirent, cherchant des solutions individuelles pour survivre ou s'échapper.

L'Ukraine d'aujourd'hui est un pays de contrastes. Il existe d'innombrables exemples d'innovation, de percée, d'auto-organisation et de coopération populaire. Mais il y a aussi un manque de coordination qui empêche de passer à l'échelle supérieure ; il y a de l'aliénation, de la démoralisation et du scepticisme, en particulier lorsque les sacrifices ne servent qu'à compenser le manque de préparation, le chaos ou l'incompétence.

Notre identité, notre droit même à exister, est remis en question par la Russie. D'autre part, le

gouvernement, les médias et l'intelligentsia libérale-nationaliste continuent de nous dicter qui est le « bon » Ukrainien, comment nous devons parler et ce en quoi nous devons croire. Il est difficile de ne pas se sentir impuissant et c'est là que l'invisibilité de la gauche, qui n'était pas prévue et à laquelle on ne s'était pas préparée, frappe durement.

Aujourd'hui, trop souvent, nous devons compter sur votre implication depuis l'étranger pour faire entendre des voix critiques. Dans un pays en guerre, il est facile de rejeter la dissidence en la qualifiant de « trahison » ou d'« agent du Kremlin ». La critique peut être illégale, l'opposition peut être dangereuse. Votre soutien est donc essentiel, mais aurez-vous quelqu'un vers qui vous tourner si le pire devait arriver dans votre pays ?

Une autre leçon amère de la guerre est que ce sont toujours les civils qui souffrent le plus. Non seulement à cause de la terreur délibérée ou comme « dommages collatéraux » dans la chasse à une cible militaire importante mais aussi parce que personne ne se soucie d'eux lorsqu'ils sont pris entre deux feux. Les renseignements peuvent être erronés, des brouilleurs peuvent perturber une trajectoire, l'équipement peut mal fonctionner et même les débris de drones ou de missiles abattus finissent par tomber quelque part. Les maisons ou les bus deviennent alors des cibles involontaires. Mais lorsque les bombes tombent et que les soldats ennemis arrivent, les civils ne savent pas quoi faire et n'ont nulle part où aller. Un problème persistant est que de nombreuses personnes refusent d'évacuer même lorsque leur quartier est à moitié détruit. L'incertitude liée au départ semble pire car elles ne croient pas qu'elles seront prises en charge ailleurs. C'est vraiment terrifiant à voir.

Les travailleurs civils, comme les infirmières dans les hôpitaux de première ligne, et le personnel des infrastructures essentielles qui maintiennent les systèmes vitaux sous les attaques, font souvent des doubles gardes, mais ne touchent que quelques centaines d'euros par mois. Pourtant, on attend d'eux qu'ils endurent cette situation sans se plaindre, car « en temps de guerre, il y a d'autres priorités ». Et que pourraient-ils dire d'autre alors que l'économie est en ruine et que nos dépenses budgétaires dépendent de l'aide étrangère ?

Même l'armée est composée d'anciens civils, dont la plupart ne sont pas nés pour la guerre, n'en ont jamais rêvé et ne s'y sont pas préparés. Beaucoup n'ont pas reçu de formation adéquate et ont été

envoyés au front en urgence, car en temps de guerre, le temps presse. Beaucoup sont épuisés, après avoir combattu pendant trois ans d'affilée dans des unités en sous-effectif, sans rotation ni congé, car nos réserves sont insuffisantes. Sans parler de la façon dont les pénuries de munitions, souvent causées par les troubles politiques dans les hautes sphères du monde entier, affectent leurs chances de survie.

Ce que j'essaie de dire, c'est que le manque de préparation a un coût, en particulier pour ceux qui n'ont rien à voir avec la guerre. Veuillez en tenir compte. Nous leur devons bien cela, nous nous devons de prendre cela au sérieux avant, et non après.

La politique à deux volets adoptée par Enhedslisten en 2023, qui combine soutien militaire et diplomatique, s'est avérée judicieuse. Aujourd'hui, l'Ukraine est contrainte de négocier avec la Russie. L'Ukraine demande un cessez-le-feu, mais la Russie ne montre aucun intérêt pour autre chose que notre capitulation et notre soumission totale à sa volonté. Cela sans aucune garantie qu'à un moment donné, elle n'exigera pas encore plus. Si la diplomatie avait été notre seule option politique, nous aurions déjà capitulé.

Mais le pire, c'est qu'au final, nous n'avons toujours que très peu de moyens pour riposter si nous sommes acculés. Notre survie dépend aujourd'hui de financements extérieurs pour maintenir l'économie à flot, de la livraison en temps voulu de matériel militaire, des obus d'artillerie aux systèmes de défense aérienne, de l'accès à des réseaux de renseignement et de communication par satellite tels que Starlink, et de l'importation de composants et de ressources essentielles à la production nationale. Rien de tout cela n'est gratuit. Cette faiblesse est la conséquence directe de décennies de politiques néolibérales : austerité, privatisation et désindustrialisation. Ce sont les mêmes politiques que poursuivent encore aujourd'hui de nombreuses élites (gouvernants) en Europe.

LEÇONS DE SÉCURITÉ POUR LA GAUCHE

Lorsque vous discutez de défense et de sécurité, ne prenez pas cela à la légère. Ne répétez pas nos erreurs. Nous ne croyions pas à la possibilité d'une guerre, ni en 2014 ni en 2022. Nous espérions et appelions au dialogue, comme la plupart des personnes dans notre société, à l'exception de quelques groupes marginaux. Mais la guerre est arrivée et nous avons été pris au dépourvu, voire complètement discrédités, car les positions que nous avons défendues se sont

avérées inutiles, voire nuisibles dans la nouvelle réalité.

On ne peut pas combattre le fascisme à bras ouverts et avec des fleurs. La gauche est aujourd'hui confrontée à un défi historique. Pour le relever, il ne suffit pas de trouver les mots justes pour réchauffer nos cœurs. Il faut proposer des réponses crédibles, capables de rallier une majorité.

Je sais que beaucoup d'entre vous sont sceptiques à l'égard de l'UE, et souvent à juste titre. Per Clausen a clairement exposé bon nombre de ses échecs. Mais ne renoncez pas à une Europe unie avant d'avoir épuisé toutes les possibilités. Même si vous devez en passer, pour l'Ukraine, à l'adhésion à l'UE. C'est peut-être la seule option disponible pour éviter d'être laissée seule. Certes, la droite domine aujourd'hui les institutions européennes et n'a pas l'intention de mettre en œuvre un programme progressiste, mais la pression publique, la crise elle-même et les menaces plus larges auxquelles nous sommes tous confrontés peuvent faire pencher la balance.

L'establishment est désorienté et effrayé par les « populistes » à l'intérieur, par les États-Unis et la Russie à l'extérieur. Même s'ils utilisent une rhétorique militante uniquement pour maintenir leur contrôle, rendez-les prisonniers de leurs propres paroles et obligez-les à les mettre en œuvre. La sécurité ne se résume pas à l'argent dépensé en armes, même si celles-ci sont nécessaires. Il faut également des infrastructures et des services publics solides pour soutenir l'effort de défense. Et il est tout aussi important que les citoyens soient prêts à prendre des risques, car ce pour quoi ils se battent leur appartient.

Ne vous laissez pas piéger par le faux dilemme « bien-être contre sécurité¹ ». Les politiques de redistribution et d'égalité sociale ont atteint leur apogée pendant la guerre froide, alors que les dépenses militaires étaient bien plus élevées qu'aujourd'hui. Les élites ont fait des concessions parce qu'elles se sentaient menacées par la subversion interne et l'agression extérieure. Alors faites-les agir aujourd'hui, non

1. NdT. Voir dans le n° 11 d'[Adresses](#): Hanna Perekhoda, « Rejeter le faux dilemme entre justice sociale et sécurité nationale » (n° 11/117) et « L'isolationnisme de gauche : le chemin vers l'insignifiance politique dans le débat sur la défense européenne » (n° 11/115); Mikael Hertoft, « Danemark : la gauche face à la fin de l'alliance avec les États-Unis » (n° 11/116).

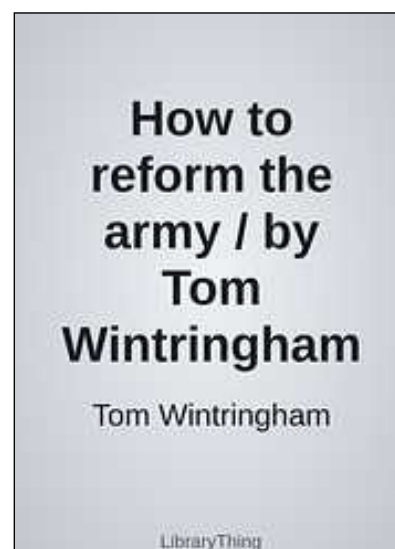
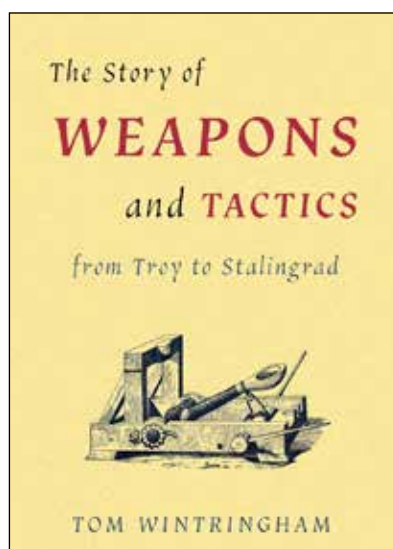
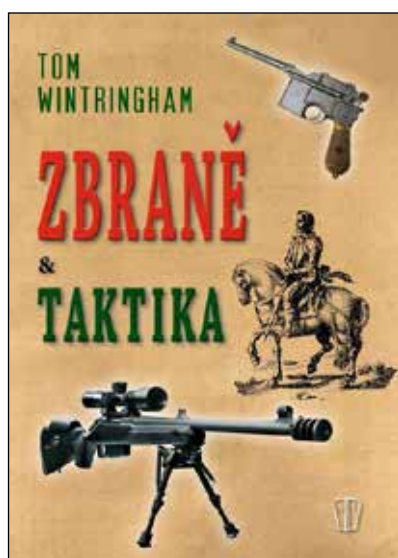
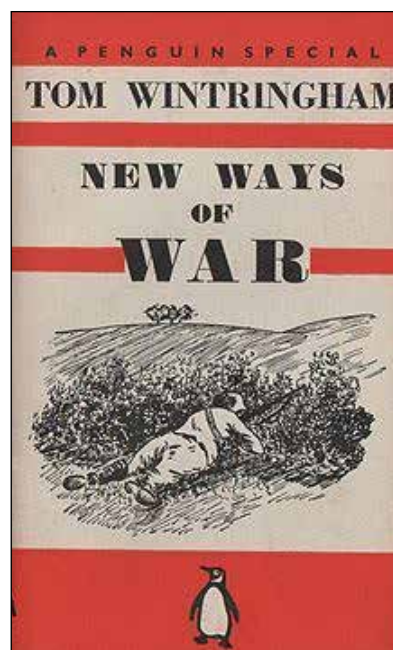


par bienveillance, car elles n'en ont aucune, mais parce que leurs intérêts cupides l'exigent.

N'oubliez pas que l'influence des partis communistes dans l'Europe d'après-guerre s'est construite sur leur rôle dans la résistance armée contre le fascisme. Plus tôt encore, à l'époque féodale, les guildes de Bruxelles, qui étaient les syndicats de l'époque, ont obtenu des privilèges précisément parce que leur participation était essentielle à la défense de la ville. La leçon reste d'actualité : profitez des moments de crise pour vous organiser et exiger des changements. Dicter vos conditions. Ne laissez pas les élites s'en tirer à bon compte. Quand elles ont besoin de nous, faites-leur payer le prix !

LE MOMENT EST VENU

Avant tout, faites tout ce qui est en votre pouvoir pour empêcher la guerre. Mais n'oubliez pas que le pire moment pour s'y préparer, c'est après qu'elle a commencé. Le pire moment pour défendre la démocratie, c'est après son effondrement. Vous avez encore le temps. J'espère que vous n'attendrez pas.



Esprit défense, dans un article titré « Comment l'armée de terre se transforme¹ » ne manque pas de citer l'actuel ministre des armées, Sébastien Lecornu, qui indique dans son récent livre que faire face au défi de la guerre moderne, c'est « trouver le bon équilibre entre le matériel et les hommes, la technologie et le courage, la cohérence et la masse, dans un esprit tourné vers les conflits à venir et *non vers ceux du passé*² ». Sans doute le syndrome des pantalons rouges est-il dans les esprits.

Nous le savons, cette discussion est surdéterminée par plusieurs éléments dont celui qui est traité par *Esprit de défense* est net et sans bavures : la production d'armes est un marché concurrentiel sur lequel il fait être *compétitif*. C'est ce que nous confirme dans ce numéro d'*Esprit de défense* le délégué général pour l'armement : « Nous devons rester crédibles aux yeux de nos compétiteurs et montrer, malgré la protection offerte par la voûte nucléaire, que nos armes fonctionnent³. »

Autre aveu : il faut « produire plus, plus vite et moins cher ». Pour ce faire une « force d'acquisition réactive (FAR) a été mise en place pour accélérer les procédures d'achat et répondre aux besoins les plus urgents⁴ ». Elle est réputée pour sa souplesse et à n'en pas douter moins réputée pour sa transparence.

Selon le ministre, qui rappelle qu'une école d'opérateur de drones a été fondée... fin 2023 – quelle audace et esprit d'innovation – il y a désormais 3 000 drones en dotation dans l'armée de terre⁵.

Vient ensuite ce qui pourrait paraître être de la tarte à la crème : « L'analyse des récents conflits montre toutefois que le facteur humain reste le premier garant de la victoire au combat », mais qui en

1. *Esprit défense*, 2025.

2. *Vers la guerre ?*, Paris, Plon, 2024.

3. Dans le CV de ce grand serviteur de l'État, on note qu'il est (entre autres) « entrepreneur » et qu'« il a fondé et dirigé treize PME dans le domaine de l'intelligence artificielle et de la simulation militaire ».

4. Voir notamment *Armées*, 2 mai 2025.

5. Comme j'ai l'esprit retors, mais on pourrait rappeler l'épisode des taxis qui ont été réquisitionnés pour acheminer la troupe sur la Marne en 1914 parce que l'armée française n'avait encore en tout et pour tout que 6000 véhicules à moteur (l'automobile avait alors 25 ans d'âge), les pantalons garance, la cavalerie et les retards à l'allumage de tous ordres et de tout temps qui semble être la marque de fabrique de la caste militaire.



réalité révèle que cette armée modernisée, dronisée, formée dans les interventions extérieures néocoloniales des dernières décennies, ne semble pas à même, *sans révolution copernicienne*, intégrer ce que cette rupture technologique signifie en termes d'organisation et de conception.

Laissons la parole au général Schill : « Les matériels les plus performants et les stratégies les mieux conduites ne produisent pas les effets attendus si les soldats ne font pas preuve de valeurs martiales. » Il faut, dit-il encore, cultiver l'« esprit guerrier » et fait le constat du retour de ces valeurs dans la jeunesse.

Une autre publication du ministère des armées révèle le fond de la pensée. La lecture de « La jeunesse s'engage : avoir 20 ans dans les armées⁶ », sous la signature de Thierry Burkhard – alors chef d'état-major des armées – nous laisse penser que pas grand-chose n'a changé sous les kébours. Il faut évidemment faire la part de l'intox mais il est loin d'être certain que la révolution de la guerre qu'a révélée l'autodéfense de l'Ukraine ait quelque effet sur les mentalités des hommes de Coët : « Une part non négligeable des jeunes Français, écrit-il, ont soif de "militarité"⁷ » avant de nous asséner sa désopilante vérité : « Les années 1970 et l'antimilitarisme, alimenté par l'Union soviétique, et mâtiné de "tendance hippie", ont fait leur temps. »

Voilà donc la leçon qu'a retenue – ou qu'il feint d'avoir retenue – le chef d'état-major de l'armée de terre, incapable de voir le rapport entre « mission », « démocratie » et « révolution technologique ». Pour éclairer ce qu'il semble avoir sous le képi, je renvoie à l'étude des « cornichons » de Christel Coton, dont on lira ici une recension⁸. Le général cite quant à lui une étude d'Anne Muxel⁹, directrice de recherches à Sciences Po, qui fait ressortir : 1) que la menace de guerre inquiète la jeunesse ; 2) que 57 % des jeunes interrogés « seraient prêts à s'engager en cas de conflit » et que « 62 % des 18-25 ans » sont favorables

au retour du service militaire. Le général, évidemment, ne peut pas poser les questions qui découlent des études sur lesquelles il s'appuie : quel service militaire ? quelle organisation des armées ? Quelle mission ?, etc. La démocratie aux armées chère aux hippies, le général n'en pipe évidemment pas mot. Ce n'est sans doute pas le lieu de ce média d'auto-propagande qu'est cette publication. Le ministère préfère vanter les bienfaits de la Commission armées-jeunesse « qui s'attache à faciliter la compréhension mutuelle entre la jeunesse et les forces armées », de la Journée défense et citoyenneté (JDC), du Service militaire volontaire (SMV) et des « Cordées de la réussite [qui] permettent à des collégiens et lycéens de bénéficier d'un accompagnement par des élèves officiers et ingénieurs d'une grande école de la défense, dans le cadre de leur future orientation ». Et là, on nous ressort la tarte à la crème éventée de la promotion par l'armée d'une « plus grande équité sociale dans l'accès aux formations de l'enseignement supérieur » et du SMV qui « accompagne les jeunes de 18 ans à 25 ans pour qu'ils puissent trouver leur place dans la société ».

CORNICHONS, CUISSE DE JUPITER ET CÉILLÈRES¹⁰

Christel Coton, *Officiers : des classes en lutte sous l'uniforme* (Marseille, Agone, 2017).

L'auteure de ce livre met d'emblée les pieds dans le plat : lorsqu'elle entame sa recherche sur l'institution militaire¹¹, elle ne rencontre que désintérêt et sarcasmes de la part de ses collègues de l'Université :

En dehors d'un léger réflexe antimilitariste, le terrain militaire n'inspirait plus grand-chose aux intellectuels académiques ou critiques que je fréquentais. Si les uns et les autres avaient pu déployer une certaine énergie, quelques décennies auparavant pour éviter [c'est moi qui souligne] le service militaire [...], ils ne semblaient pas avoir conservé grand-chose des critiques féroces que leurs aînés avaient, en leur temps, forgés contre la guerre d'Algérie et la conscription.

On devine derrière cette ironie que l'« antimilitarisme » évoqué n'est qu'une posture pour les dîners

6. *Esprit défense*, n° 16.

7. Chaque année quelque 26 000 jeunes s'engagent dont 16 000 dans la seule armée de terre.

8. Sur les origines sociales et le moule idéologique dans lequel beigne les officiers supérieurs de l'armée française, on se reportera à Christel Coton, *Officiers : des classes en lutte sous l'uniforme*, Marseille, Agone, 2017. Voir plus loin la recension.

9. « Les jeunes et la guerre : représentations et dispositions à l'engagement », 2024.

10. Cette note de lecture a été publiée sous le titre « Cornichons, cuisse de jupiter et céillères » en 2017 sur le blog *Entre les lignes entre les mots*.

11. Il ne sera ici question que de l'armée de terre, celle-ci étant le périmètre étudié dans l'ouvrage.

en ville où l'on raille à bon compte les militaires (les propos sont « plus volontiers moqueurs qu'assassins », note l'auteure), tout en laissant le soin aux « autres » – c'est-à-dire aux classes populaires – le soin de payer l'impôt du sang (la conscription hier) et le cens du sang (l'engagement aujourd'hui).

L'armée, « dernier recours du système libéral », comme disait en son temps un ministre de la défense, ne semble plus guère préoccuper grand monde. La Grande Muette aurait mué en un appareil d'État « neutre » et se serait érigée au statut de protecteur invisible et silencieux de nos libertés, guerroyant de-ci de-là pour les droits de l'homme et patrouillant dans les rues de nos villes pour nous protéger du terrorisme. Pourtant, nous rappelle l'auteure, malgré la suspension de la conscription (1998), l'armée demeure un instrument de domination, de coercition et de reproduction de l'ordre social. Et c'est toujours, évidemment, un appareil de maintien de l'ordre en dernier recours¹².

Sur la base d'une observation participante¹³, Christel Coton nous propose une sociologie du corps des officiers, « laissés seuls dans les casernes » par la disparition des dizaines de milliers de travailleurs sous l'uniforme¹⁴ que constituaient les appelés du contingent: « L'expérience militaire avait cessé de fonctionner comme un horizon partagé » (p. 9). Ce faisant, elle nous permet de déceler derrière ce qui fait la cohésion de l'institution ses failles et ses

contradictions sociales, à condition de mobiliser les ruptures pouvant intervenir dans ce que Pierre Bourdieu – très présent dans l'ouvrage – décrivait comme l'*illusio*, à savoir « le fait d'être pris au jeu, pris par le jeu, de croire que le jeu en vaut la chandelle, ou pour dire les choses simplement, que ça vaut la peine de jouer¹⁵ ». Tout en soulignant la force de cette *illusio*, le livre évoque les réactions virulentes qui peuvent se manifester quand celle-ci est déçue (p. 158). L'auteure note au passage avec raison que la gauche ne propose désormais plus aucune « analyse systématique de ce que devrait être une armée citoyenne ou républicaine » (p. 10).

En apparence soudée par des traditions désuètes et réactionnaires, une hiérarchie de fer, un esprit de caste et une mission « sacrée », l'armée de terre est en réalité un édifice composite. C'est là l'intérêt majeur de cet ouvrage qui nous permet d'entrevoir cette « fragilité » sur laquelle la pensée et l'action critiques devraient porter le fer.

Professionnalisée depuis la « suspension » de la conscription, l'armée de terre est composée pour l'essentiel de personnel contractuel: les militaires de carrière ne représentent que 28 % de l'effectif total de l'armée de terre où l'on compte « un peu plus de 30 000 fonctionnaires pour près de 80 000 personnels sous contrat ». La proportion est évidemment extrêmement variable selon les échelons hiérarchiques: les 57 000 hommes (et femmes) du rang (soldats et caporaux), soit la totalité de l'effectif, sont sous contrat¹⁶ et sont ainsi souvent considérés comme des « personnels de passage »; 47 % des 37 000 sous-officiers (sergents, adjudants et majors) sont également sous contrat; enfin, on compte près de 25 % de contractuels parmi les 13 000 officiers. Plus on grimpe dans la pyramide hiérarchique, plus le nombre de contractuels diminue (p. 33-34).

Si on s'attache à la structuration interne des échelons hiérarchiques, la moitié des sous-officiers et plus de la moitié des officiers sont issus du rang. Les officiers contractuels issus du rang voient leur carrière limitée à vingt ans de service. Ils ont des conditions

12. « Les armées participent à la sécurité publique. En effet, elles sont les forces armées de la Nation, et donc, en tant que telles, un outil privilégié mis à la disposition du gouvernement qui en détermine l'emploi selon les circonstances et les besoins », site du ministère de la défense, 2017.

13. Elle a pu mener son enquête à condition de partager le quotidien de l'objet de son étude. Elle ne cache pas que, fille d'officier, elle a bénéficié de cette « dotation » pour être admise à mener à bien son travail. Elle nous « révèle » également que la quasi-totalité des travaux de sociologie militaire sont financées par la Délégation générale de l'armement, ce qui constitue indéniablement un artefact scientifique assez conséquent.

14. L'auteure n'utilise pas cette catégorie pour évoquer le contingent. Même s'il est compréhensible que l'on ne puisse pas parler de tout dans le cadre d'une telle étude, il est tout de même assez étrange que dans son introduction elle circoncrive la contestation aux armées à la guerre d'Algérie, sans dire un mot du mouvement des comités soldats des années 1970, dont les répercussions sur les soldats et sous-officiers sous contrat ont été notables.

15. Pierre Bourdieu, « Intérêt et désintéressement », *Cahiers du GRS*, n° 7, 1988.

16. Il est tout à fait notable que tant pour leur promotion que pour le renouvellement de leur contrat, ce qu'on pourrait appeler la « note de gueule » est largement dominante. Concernant les hommes du rang, l'auteure parle ici de « précarité de l'emploi » (p. 37).



d'avancement dégradées, ne peuvent concourir pour les diplômes militaires supérieurs et quittent le plus souvent l'armée avec le grade de capitaine. Si leurs contrats « leur assurent une certaine stabilité dans l'emploi, il n'en reste pas moins qu'ils ancrent ces officiers [venus de l'enseignement supérieur civil] du côté des soldats et des sous-officiers¹⁷ » (p. 188).

Enfin, au sommet de la hiérarchie, le nombre des officiers issus du rang fond comme neige au soleil. Ceux d'entre eux qui ne sont pas issus de Saint-Cyr – la prestigieuse école où la caste se perpétue – ne représentent plus « que 20 % des colonels » alors qu'ils constituent « plus de 70 % du corps des officiers de carrière » (p. 45). Ce qui signe, s'il en était besoin, l'autoreproduction de la caste de la haute hiérarchie militaire. L'auteure rapporte aussi qu'en dehors des « gratifications symboliques », pas plus l'« expérience opérationnelle » que la « participation à une "action au feu" » (p. 53) n'ont d'influence sur les perspectives d'avancement, malgré, souligne-t-elle, « l'importance accordée [...] au "combat" dans l'échelle des valeurs et du prestige » (p. 53). Les officiers sous contrat sont ainsi quasiment affectés aux postes moins prestigieux (les unités de soutien) (p. 175)¹⁸.

Selon Christel Coton, le fait que plus de la moitié des officiers soit issue du rang entretient le mythe du bâton de maréchal que porterait chaque soldat dans sa giberne. Elle s'appuie sur cette contradiction « invisible » pour engager une critique « du mythe méritocratique et de l'égalité des chances » (p. 17-18) tel qu'il se manifeste dans les forces armées. En réalité, écrit-elle, les « dispositions institutionnelles [...] tournées vers la reconnaissance et la promotion des

moins dotés et des plus "méritants" sont [...] accompagnées de pratiques et de dispositifs particulièrement discriminants à leur endroit » (p. 267). Il s'agit là manifestement d'un camouflage démocratique destiné à entretenir l'*illusio* et la cohésion de l'institution.

Soulignant l'hétérogénéité sociale du corps des officiers et de son recrutement ainsi que la cristallisation par le fonctionnement même de l'institution de strates hiérarchiques relativement imperméables, l'auteure décrit comment une « culture de classe » couplée à une « culture saint-cyrienne » (p. 232) s'impose et se reproduit, avivant de ce fait la contradiction sous-jacente entre le réel et l'idéologie.

Si une statistique sur les origines sociales et les affinités idéologiques des saint-cyriens fait défaut dans son livre, Christel Coton fait néanmoins état des questionnaires qu'elle a recueillis au cours de son enquête : les enfants d'officiers constituent la majorité des élèves des six lycées militaires que compte le pays ; 70 % des anciens cornichons¹⁹ ont un père cadre ou exerçant une profession intellectuelle supérieure ; s'ils ne sont pas plus souvent fils de militaires que les autres officiers, quand ils le sont, leur père est « systématiquement » officier (p. 234-235) ; on ne retrouve que 2 % de fils d'ouvriers ou d'employés parmi les ex-cornichons contre 20 % chez les officiers sortis du rang, lesquels ont plutôt fréquenté des lycées généraux, ont peu de pratique religieuse et ont un cursus souvent interrompu avant le bac (p. 244). L'auteure mentionne la « sociabilité religieuse et bourgeoise » des saint-cyriens et les « conceptions politiques antidémocratiques » qu'ils ont exprimées au cours de son enquête (p. 241). Quant aux références littéraires manifestées par les ex-cornichons enquêtés, elles sont fortement marquées par l'extrême droite nationaliste (p. 222).

Selon Christel Coton, certaines catégories militaires posent d'autres problèmes : les femmes²⁰ et les soldats issus de l'immigration²¹. Elle rapporte que ces deux groupes font l'objet de la « sollicitude

17. « L'expérience de commandement des moins dotés [issus du rang] a le goût âcre des restes dont ne veulent pas les plus dotés [issus des écoles]. Et au cœur même du parcours commun de chef de peloton, les officiers issus du rang ont à souffrir de dispositifs qui les éloignent plus rapidement que les autres des fonctions les plus proches du mythe combattant » (p. 177-178).

18. Lesquelles unités de soutien et d'appui (transmissions, logistique, génie...) ont connu une croissance numérique et dépasse en nombre les unités dites de mêlée. Les évolutions technologiques ayant également entraîné une augmentation considérable des emplois techniques et non directement combattants, certains parlent de « civilisation » de l'armée (p. 58). La présence des femmes y est également considérée comme un marqueur de cette « civilisation » (p. 93).

19. Officiers ayant suivi les classes préparatoires d'entrée à Saint-Cyr.

20. Elles forment environ 12 % des effectifs, mais seulement 8,5 % des officiers et 6 % des officiers généraux et parmi les officiers le nombre de contractuelle est le double de celui des hommes (p. 90-91).

21. Auteur d'une thèse sur l'engagement des jeunes issus de l'immigration, Elyamine Settoul estime qu'il y aurait 10 à 15 % de soldats de confession musulmane.



de l'institution», celle-ci étant engagée «dans une lutte, au moins théorique» contre les discriminations qui sévissent en son sein (p. 37). On apprend ainsi que l'armée fait subir à la laïcité d'État tant proclamée quelques accroc : les soldats de confession musulmane bénéficient d'aménagements autorisant la pratique religieuse (p. 38). La recherche de la cohésion autorise évidemment ici ces accommodements raisonnables avec la doxa laïque. Il est vrai par ailleurs que de longue date on célèbre des messes sur les campus de Saint-Cyr, qu'on y pratique la «bénédiction des rations» et autres joyeusetés où le sabre et le goupillon communient dans la plus pure tradition «catho-tradi» qui marque la caste des saint-cyriens.

Professionnalisée, formée et dirigée par ce qui s'apparente à une caste, l'armée de terre semble désormais moins pénétrée que jamais par la vie sociale. Elle semble désormais vaccinée contre le virus de la contestation démocratique et syndicale que les appelés du contingent, la massification scolaire et l'élévation du niveau culturel lui avaient inoculé dans les années 1970. Est-ce pour autant une garde prétorienne exempte de contradictions sociales ? On pourrait le penser tant ses doctrines sont toujours empreintes – au-delà de la «ripolinisation» du discours – de «défense opérationnelle du territoire» et d'«ennemi intérieur». Pourtant, rien n'est moins sûr tellement ce livre nous permet de déceler les indices de la force potentielle de l'arme démocratique et sociale qui pourrait percer le blindage de la Grande Muette. Le mouvement social et la gauche de transformation pourraient s'y employer en s'emparant (en se ré-emparant) des questions démocratiques et militaires – Jaurès revient ! – comme ce fut le cas alors que les armées européennes étaient secouées par les contradictions de sa modernisation (postcoloniale en France), par la contestation démocratique de la jeunesse encasernée et par la recherche d'une «armée nouvelle²²».

22. Voir notamment Pierre Naville, *L'armée et l'État en France*, Paris, Cahiers du centre d'études socialistes, 1961, rééd. Syllepse, 1992 ; David Cortright et Max Watts, *Left Face : Soldier Unions and Resistance Movements in Modern Armies*, New York, Praeger, 1991 ; Guy Brossollet, *Essai sur la non-bataille*, Paris, Belin, 1975 ; Horst Afheldt, *Pour une défense non suicidaire de l'Europe*, Paris, La Découverte, 1985 ; Patrick Le Tréhondat, Patrick Silberstein, Jean-Jacques Ughetto, *Crises et surprises dans l'institution militaire*, Paris, Syllepse, 1990.

Le lecteur à la recherche des contradictions sociales qui traversent l'armée de terre professionnelle afin d'y inscrire une orientation permettant dans le cadre d'une stratégie de transformation radicale de la société d'inscrire une perspective de «démocratisation-neutralisation» trouvera dans le travail de Christel Coton nombre d'indices pour alimenter sa réflexion. À condition bien sûr que des lieux de débats de ces questions permettent aux citoyens de s'emparer de la question militaire et qu'on mette fin à l'aberration politique qui fait que «plus personne ne parle aux soldats, plus personne ne les exhorte» (p. 10), alors même que, comme l'écrivait Pierre Naville en 1961, «si l'armée a étendu son emprise sur toute la nation tout entière, sa structure tend à refléter le pays d'aujourd'hui beaucoup plus étroitement que ce n'était le cas [autrefois], et par conséquent aussi tous les mouvements qui se produisent dans le pays, les conflits tendent à trouver leur reflet dans l'armée²³».



23. Pierre Naville, *L'Armée et l'État en France*, op. cit.

RISQUES NUCLÉAIRES ET ÉMERGENCE D'UNE NOUVELLE COURSE AUX ARMEMENTS

Observatoire des armements

L'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) publie aujourd'hui son évaluation annuelle de l'état des armements, du désarmement et de la sécurité internationale. L'une des principales conclusions du *SIPRI Yearbook 2025* fait état de l'émergence d'une nouvelle course aux armements nucléaires dangereuse, à un moment où les régimes de contrôle des armements sont gravement affaiblis.

LES ARSENAUX NUCLÉAIRES MONDIAUX S'AGRANDISSENT ET SE MODERNISENT

La quasi-totalité des neuf États dotés de l'arme nucléaire – États-Unis, Russie, Royaume-Uni, France, Chine, Inde, Pakistan, République populaire démocratique de Corée (Corée du Nord) et Israël – ont poursuivi en 2024 leurs programmes intensifs de modernisation nucléaire, avec une mise à niveau des armes nucléaires existantes, auxquelles s'ajoutent des versions plus récentes.

Sur le total de l'inventaire mondial soit environ 12241 ogives en janvier 2025, près de 9614 étaient mises en stocks militaires en vue d'une potentielle utilisation (voir tableau page suivante). Environ 3912 de ces ogives ont été déployées avec des missiles et des avions et le reste a été stocké dans un entrepôt central. Environ 2100 ogives déployées ont été maintenues en état d'alerte opérationnelle élevée sur des missiles balistiques. Presque toutes ces ogives appartiennent à la Russie ou aux États-Unis, mais également à la Chine qui pourrait désormais conserver certaines ogives sur ses missiles en temps de paix.

Depuis la fin de la guerre froide, le démantèlement progressif des ogives retirées du service par la Russie et les États-Unis a dépassé le déploiement de nouvelles ogives, ce qui a entraîné une diminution annuelle globale du stock mondial d'armes nucléaires. Cette tendance devrait s'inverser dans les années à venir, le rythme du démantèlement ralentissant tandis que le déploiement de nouvelles armes nucléaires s'accélère.

« L'ère de la réduction du nombre d'armes nucléaires dans le monde, en cours depuis la fin de la guerre froide, touche à sa fin », souligne Hans M. Kristensen, chercheur principal associé au programme Armes de destruction massive du SIPRI et directeur du Nuclear Information Project à la Federation Of American Scientists (FAS).

Au lieu de cela, nous observons une nette tendance à l'augmentation des arsenaux nucléaires,

	Ogives déployées ^a	Ogives stockées ^b	Stock ^c militaire		Ogives ^d retirées		Total Inventaire ^e	
	2025	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025
États-Unis	1 770	1 930	3 708	3 700	1 620	1 477	5 328	5 177
Russie	1 718	2 591	4 380	4 309 ^f	1 200	1 150	5 580	5 459
Royaume-Uni	120	105	225	225	–	–	225	225
France	280	10	290	290	–	–	290	290
Chine	24	576	500	600	–	–	500	600
Inde	–	180	172	180	–	–	172	180
Pakistan	–	170	170	170	–	–	170	170
Corée du Nord	–	50	50	50 ^g	–	–	50	50 ^g
Israël	–	90	90	90	–	–	90	90
Total	3 912	5 702	9 585	9 614	2 820	2 627	12 405 ^h	12 241

Source : *SIPRI Yearbook 2025*

Notes : Toutes les estimations sont approximatives. Le SIPRI ajuste chaque année ses données sur les forces nucléaires mondiales en fonction de nouvelles informations et de la mise à jour des estimations précédentes. Les données de janvier 2025 remplacent toutes les données sur les forces nucléaires mondiales précédemment publiées par le SIPRI. Les pays sont classés par date du premier essai nucléaire connu. Il n'existe aucune preuve concluante de source ouverte qu'Israël ait testé ses armes nucléaires. La Russie et les États-Unis ne publient plus de données globales sur leurs forces nucléaires stratégiques dans le cadre du Traité de 2010 portant sur des mesures visant à réduire et limiter davantage les armements stratégiques offensifs (New START).

a - Les « ogives déployées » désignent les ogives placées sur des missiles ou situées sur des bases avec des forces opérationnelles.

b - Les « ogives stockées » désignent les ogives stockées ou de réserve qui nécessiteraient une certaine préparation (par exemple, le transport et le chargement sur des lanceurs) avant de pouvoir être déployées.

c - Le « stock militaire » fait référence à toutes les ogives déployées ainsi qu'aux ogives stockées dans un entrepôt central qui pourraient potentiellement être déployées.

d - « Ogives retirées » fait référence aux ogives retirées et qui n'ont pas encore été démantelées.

e - L'« inventaire total » fait référence aux ogives stockées et retirées.

f - La diminution d'une année sur l'autre de l'estimation du SIPRI concernant le stock de la Russie est en grande partie due à une réévaluation du nombre d'ogives affectées aux forces nucléaires non stratégiques (tactiques).

g - Les informations sur l'état et la capacité de l'arsenal nucléaire de la Corée du Nord comportent une incertitude importante. La Corée du Nord disposerait de suffisamment de matière fissile pour produire jusqu'à 90 ogives nucléaires ; cependant, il est probable qu'elle ait assemblé moins d'ogives, peut-être jusqu'à 50.

h - Sur la base de nouvelles évaluations, le SIPRI estime que l'inventaire mondial global s'élevait à 12 405 en janvier 2024 plutôt qu'à 12 121 comme publié dans le *SIPRI Yearbook 2024*.



à l'exacerbation de la rhétorique nucléaire et à l'abandon des accords de contrôle des armements.

La Russie et les États-Unis possèdent à eux seuls près de 90 % des armes nucléaires mondiales. La taille de leurs arsenaux militaires respectifs (c'est-à-dire les ogives utilisables) semble être restée relativement stable en 2024, mais les deux États mettent en œuvre d'importants programmes de modernisation susceptibles d'accroître la taille et la diversité de leurs arsenaux à l'avenir. En l'absence d'un nouvel accord visant à plafonner leurs arsenaux, le nombre d'ogives déployées sur leurs missiles stratégiques devrait augmenter après l'expiration, en février 2026, du traité de 2010 sur les mesures visant à réduire et à limiter davantage les armements stratégiques offensifs (New Start).

Le vaste programme de modernisation nucléaire des États-Unis progresse, mais en 2024, il a été confronté à des difficultés de planification et de financement qui pourraient le retarder et augmenter considérablement le coût du nouvel arsenal stratégique. De plus, l'ajout de nouvelles armes nucléaires non stratégiques à l'arsenal américain accentuera la pression sur le programme de modernisation.

Le programme de modernisation nucléaire de la Russie connaît également des difficultés, avec notamment en 2024 : l'échec d'un essai, un retard pris pour le lancement du nouveau missile balistique intercontinental (ICBM) Sarmat et une modernisation plus lente que prévu d'autres systèmes. Par ailleurs, l'augmentation du nombre d'ogives nucléaires non stratégiques russes, prévue par les États-Unis en 2020, ne s'est pas encore concrétisée.

Néanmoins, il est probable que le déploiement d'armes nucléaires russes et américaines sera plus important dans les années à venir. L'augmentation russe résulterait principalement de la modernisation des forces stratégiques restantes, permettant d'emporter davantage d'ogives sur chaque missile, et du rechargement de certains silos précédemment vidés. L'augmentation américaine, quant à elle, pourrait résulter du déploiement d'ogives supplémentaires sur les lanceurs existants, de la réactivation de lanceurs vides et de l'ajout de nouvelles armes nucléaires non stratégiques à l'arsenal. Les partisans du nucléaire aux États-Unis préconisent ces mesures en réaction aux nouveaux déploiements nucléaires chinois.

FORCES NUCLÉAIRES MONDIALES (JANVIER 2025)

Selon les estimations du SIPRI, la Chine possède désormais au moins 600 ogives nucléaires. Son arsenal nucléaire croît plus rapidement que celui de tout autre pays, d'environ 100 nouvelles ogives par an depuis 2023. En janvier 2025, la Chine a achevé, ou était sur le point de le faire, la construction d'environ 350 nouveaux silos d'ICBM dans trois vastes zones désertiques du nord du pays et trois zones montagneuses de l'est. Selon la manière dont elle décidera de structurer ses forces, la Chine pourrait potentiellement posséder au moins autant d'ICBM que la Russie ou les États-Unis d'ici la fin de la décennie. Pourtant, même si la Chine atteint le nombre maximal prévu de 1 500 ogives d'ici 2035, cela ne représentera toujours qu'environ un tiers des stocks nucléaires actuels de la Russie et des États-Unis.

Bien que le Royaume-Uni ne semble pas avoir augmenté son arsenal d'armes nucléaires en 2024, son stock d'ogives devrait augmenter à l'avenir, après que l'Integrated Review Refresh de 2023 a confirmé les plans antérieurs de relèvement du plafond du nombre d'ogives. Lors de la campagne électorale, le gouvernement travailliste élu en juillet 2024 s'est engagé à poursuivre la construction de quatre nouveaux sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE), à maintenir la dissuasion nucléaire continue en mer du Royaume-Uni et à moderniser l'arsenal nucléaire britannique à l'avenir. Cependant, le gouvernement est aujourd'hui confronté à d'importants défis opérationnels et financiers.

En 2024, la France a poursuivi ses programmes de développement d'un SNLE de troisième génération et d'un nouveau missile de croisière à lanceur aérien, ainsi que la rénovation et la modernisation des systèmes existants, notamment un missile balistique amélioré doté d'une nouvelle ogive modifiée.

L'Inde aurait une fois de plus légèrement élargi son arsenal nucléaire en 2024 et continué à développer de nouveaux types de vecteurs nucléaires. Ses nouveaux conteneurs de missiles, transportables avec des ogives associées, pourraient être capables d'emporter des ogives nucléaires en temps de paix, voire plusieurs ogives par missile, une fois ceux-ci opérationnels.

En 2024, le Pakistan a également poursuivi le développement de nouveaux vecteurs et a accumulé de la matière fissile, ce qui laisse penser que son arsenal

nucléaire pourrait s'accroître au cours de la prochaine décennie.

Début 2025, les tensions entre l'Inde et le Pakistan ont brièvement dégénéré en conflit armé.

« La combinaison frappes contre des infrastructures militaires nucléaires et désinformation aurait pu transformer ce qui relevait d'un conflit conventionnel en une crise nucléaire », précise Matt Korda, chercheur principal associé au programme Armes de destruction massive du SIPRI et directeur associé au Nuclear Information Project à la Federation Of American Scientists (FAS). « Cela devrait servir d'avertissement sévère aux États qui cherchent à accroître leur dépendance aux armes nucléaires. »

La Corée du Nord continue de donner la priorité à son programme nucléaire militaire, élément central de sa stratégie de sécurité nationale. Le SIPRI estime que le pays a désormais assemblé une cinquantaine d'ogives, qu'il possède suffisamment de matière fissile pour en produire encore jusqu'à 40 supplémentaires et qu'il accélère encore la production de matière fissile. En juillet 2024, des responsables sud-coréens ont averti que la Corée du Nord était dans les « phases finales » du développement d'une « arme nucléaire tactique ». En novembre 2024, le dirigeant nord-coréen, Kim Jong-un, a appelé à une expansion « sans limite » du programme nucléaire du pays.

Israël, qui ne reconnaît pas publiquement posséder l'arme nucléaire, modernise son arsenal nucléaire. En 2024, il a procédé à l'essai d'un système de propulsion de missiles qui pourrait être adapté aux missiles balistiques à capacité nucléaire Jericho. Israël poursuit également la mise à niveau de son site de production de plutonium à Dimona.

LE CONTRÔLE DES ARMEMENTS EN CRISE DANS UN CONTEXTE DE NOUVELLE COURSE AUX ARMEMENTS

Dans son introduction au *SIPRI Yearbook 2025*, le directeur du SIPRI, Dan Smith, met en garde contre les défis auxquels est confronté le contrôle des armes nucléaires et les perspectives d'une nouvelle course aux armements nucléaires.

Dan Smith observe que « le contrôle bilatéral des armements nucléaires entre la Russie et les États-Unis est entré en crise il y a quelques années et est désormais quasi caduque ». Bien que le traité New START – le dernier traité de contrôle des armements nucléaires limitant les forces nucléaires stratégiques russes et américaines – reste en vigueur jusqu'à

début 2026, rien n'indique qu'il y ait des négociations pour le renouveler ou le remplacer, ni que l'une ou l'autre des parties souhaite le faire. Le président américain Donald Trump a insisté pendant son premier mandat et répète aujourd'hui encore que tout futur accord devrait également inclure des limites à l'arsenal nucléaire chinois, ce qui ajouterait une nouvelle complexité à des négociations déjà difficiles.

Dan Smith lance également une mise en garde sévère contre les risques d'une nouvelle course aux armements nucléaires : « Les signes indiquent qu'une nouvelle course aux armements se prépare, comportant bien plus de risques et d'incertitudes que la précédente. » Le développement et l'application rapides d'un éventail de technologies – par exemple dans les domaines de l'intelligence artificielle (IA), des cybercapacités, des ressources spatiales, de la défense antimissile et de la technologie quantique – redéfinissent radicalement la doctrine de défense et de dissuasion nucléaires, créant ainsi des sources potentielles d'instabilité. Les progrès de la défense antimissile et le déploiement océanique de la technologie quantique pourraient à terme avoir un impact sur la vulnérabilité d'éléments clés des arsenaux nucléaires des États.

De plus, l'IA et d'autres technologies accélérant la prise de décision en cas de crise, le risque d'éclatement d'un conflit nucléaire suite à une mauvaise communication, un malentendu ou un accident technique est accru.

Dan Smith soutient qu'avec toutes ces nouvelles technologies et variables en jeu, « cerner qui est en tête dans la course aux armements sera encore plus difficile et intangible qu'il ne l'était autrefois. Dans ce contexte, les anciennes formules de contrôle des armements, essentiellement numériques, ne suffiront plus ».

DE PLUS EN PLUS D'ÉTATS ENVISAGENT DE DÉVELOPPER OU D'HÉBERGER DES ARMES NUCLÉAIRES

La relance des débats nationaux en Asie de l'Est, en Europe et au Moyen-Orient sur le statut et la stratégie nucléaires laisse penser qu'un plus grand nombre d'États pourraient développer leurs propres armes nucléaires.

Par ailleurs, les accords de partage nucléaire suscitent un regain d'intérêt. En 2024, la Biélorussie et la Russie ont réitéré leurs allégations selon lesquelles la Russie aurait déployé des armes nucléaires sur le

territoire biélorusse, tandis que plusieurs membres européens de l'OTAN ont manifesté leur volonté d'accueillir des armes nucléaires américaines sur leur sol, et le président français Emmanuel Macron a répété que la dissuasion nucléaire française devrait avoir une « dimension européenne ».

« Il est essentiel de rappeler que les armes nucléaires ne garantissent pas la sécurité », souligne Matt Korda. « Comme l'a amplement démontré la récente flambée des hostilités en Inde et au Pakistan, les armes nucléaires n'empêchent pas les conflits. Elles comportent également d'immenses risques d'escalade et d'erreurs de calcul catastrophiques – en particulier lorsque la désinformation est omniprésente – qui peuvent finir par aggraver la sécurité des populations, et non la renforcer. »

UN PÉRIL GRANDISSANT POUR LA SÉCURITÉ ET LA STABILITÉ MONDIALES

La 56^e édition du *SIPRI Yearbook* révèle la détérioration continue de la sécurité mondiale au cours de l'année écoulée. Les guerres en Ukraine, à Gaza et ailleurs se sont poursuivies, exacerbant les divisions géopolitiques, en plus des terribles conséquences humaines. De plus, l'élection de Donald Trump a créé

une incertitude supplémentaire – en Europe mais aussi au-delà – quant à l'orientation future de la politique étrangère américaine et à la fiabilité des États-Unis en tant qu'allié, donateur ou partenaire économique.

Outre les analyses détaillées habituelles sur les questions de maîtrise des armements nucléaires, de désarmement et de non-prolifération, l'annuaire du SIPRI présente des données et des analyses sur l'évolution des dépenses militaires mondiales, des transferts internationaux d'armes, de la production d'armes, des opérations de paix multilatérales, des conflits armés, des cybermenaces et des menaces numériques, de la gouvernance de la sécurité spatiale, et plus encore.



LE COMPLEXE MILITARO-INDUSTRIEL FRANÇAIS ET UN « SERVICE MILITAIRE » À L'ÈRE DES DRONES

Jean-Pierre Hardy

Le terme complexe militaro-industriel désigne l'ensemble constitué par l'industrie de l'armement, les forces armées et les décideurs publics, et le jeu de relations complexes de lobbying entre ces trois pôles pour influencer les choix économiques et politiques. Le complexe militaro-industriel français vise moins à donner des moyens nécessaires à la « défense nationale » que de lui garantir des profits avec ses exportations (la France figure depuis les années 1950 parmi les cinq premiers exportateurs mondiaux d'armes).

Ces ventes d'armes sont opérées par des entreprises industrielles et non par des arsenaux d'État. Mais ces entreprises privées comptent souvent l'État parmi leurs actionnaires. L'État joue un rôle moteur dans les exportations pour des motifs aussi économiques que politiques et diplomatiques. Les industriels de l'armement bénéficient d'une avance financière de l'État pour leurs projets d'armements ayant vocation à être exportés. Les exportations se font avec les offices de vente d'armement souvent publics ou avec une participation de l'État. Ces ventes d'armes font l'objet d'une corruption systémique. Le « solde de tout compte » de ces ventes avec certains États se fait parfois à la suite d'attentats terroristes.

Parmi les opérations les plus véreuses, en 1991, c'est l'affaire des frégates taïwanaises. En 1994, c'est l'affaire Karachi avec la vente au Pakistan de trois sous-marins opérée par l'intermédiaire de la société française d'exportation de matériel militaire et aéronautique (SOFAMA) qui est un office d'armement. Cette opération a fait l'objet de commissions (alors légales) que des hommes d'affaires doivent reverser à des fonctionnaires, ministres, militaires et membres des services de sécurité pakistanais. La vente de trois frégates militaires à l'Arabie saoudite, la même année, fait également l'objet de commissions. Après l'attentat de Karachi survenu en 2002, l'ancien Premier ministre Édouard Balladur (1993-1995) et des proches sont accusés par la justice française d'avoir bénéficié de rétrocommissions pour financer sa campagne pour l'élection présidentielle de 1995.

Les exportations sont justifiées comme étant indispensables pour amortir le coût de la recherche et développement militaire et ainsi rentabiliser l'industrie française de la défense. La vente de matériel militaire à l'étranger représente en effet environ un tiers du chiffre d'affaires de l'industrie de l'armement, ce qui l'a fait participer positivement à la balance commerciale et assure plusieurs dizaines de milliers d'emplois.

Jean-Pierre Hardy a été membre d'Information pour les droits du soldat et du Comité pour le désarmement nucléaire en Europe. Il poursuit ici son article « Un contre-plan alternatif de programmation militaire » publié dans le n° 1 de *Lignes de mire*.



L'État et les industriels français vont donc armer des pays en guerre (guerre Iran-Irak des années 1980), des pays qui vont commettre des crimes de guerre comme l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis au Yémen dans les années 2010, ainsi que des dictatures ou régimes autoritaires qui peuvent les utiliser contre leur peuple comme cela a été le cas dans les années 1970 avec l'Afrique du Sud d'apartheid, la Grèce des colonels, l'Espagne franquiste ou le Portugal de Salazar. Au début de 1970, 110 Mirage sont vendus à la Libye alors le blocus décidé en 1967 à la suite de la guerre des Six Jours sur la livraison des 50 Mirage 5 à Israël est maintenu.

En 1982 la dictature militaire argentine envahit les Malouines, possession britannique. La Grande-Bretagne réplique et une armada de navires de guerre se rend sur place. Deux Super Étendard argentins de fabrication française (Dassault) lancent chacun un missile Exocet sur un destroyer anglais et le coule. L'Exocet, conçu par Aérospatiale et assemblé à Bourges, est un « best-seller » vendu à plus de 2000 exemplaires dans une vingtaine de pays. La Royal Navy n'est plus invincible. Mais, il ne reste à l'Argentine que trois des cinq Exocet achetés à la France. Avec plus de missiles Exocet air-mer et des missiles antinavires terre-mer, la Royal Navy aurait dû faire demi-tour et n'aurait pas pu débarquer les commandos qui n'ont fait qu'une bouchée des soldats appelés argentins mal armés, sous-équipés et non motivés.

La marchandisation des ventes d'armes, c'est fait dans une situation de monopsonie (un acheteur plusieurs offreurs). Très souvent les acheteurs, y compris l'État français lui-même, font des appels d'offres. C'est dans le cadre d'un appel d'offres que le marché du fusil d'assaut français a été gagné par un industriel allemand et que le Famas (fusil d'assaut de la manufacture d'armes de Saint-Étienne) français, rival de l'historique kalachnikov soviétique et du fusil M16 américain, a été mis au musée des armées.

Le complexe militaro-industriel français se restructure sans se soucier des conséquences sociales et du sort des territoires abandonnés. La ville de Saint-Étienne avec sa Manufacture d'armes fut rebaptisée « Armeville » pendant la Révolution. Elle équipa l'armée française pendant la Première Guerre mondiale, fabricant les fusils Lebel et les canons de 75 mm. Cette tradition de production industrielle à usage militaire se poursuit dans la région avec la filière du blindé léger à Saint-Chamond qui sera abandonnée en 2002. Ces restructurations avaient entraîné la fin de la production de munitions de petit calibre à la fin

des années 1990. À Bourges, l'industrie d'armement a récupéré la construction du canon CAESAT (acronyme de camion équipé d'un système d'artillerie).

Aujourd'hui le complexe militaro-industriel, c'est Nexter et Arquus pour le terrestre, Airbus, Safran et Dassault, pour l'aéronautique, Thales et Sagem pour l'électronique (Thales a cependant aussi produit des équipements navals), Naval Group (ayant aussi travaillé avec Thales) pour le naval, MBDA pour la missilerie, Eurenco pour les matériaux explosifs. Le tout étant sous la maîtrise d'œuvre de la direction générale de l'armement (DGA) qui assure le suivi des programmes nationaux et la cohérence stratégique de la recherche et développement. Les liens forts entre la DGA et les entreprises de défense permettent de parler de « complexe militaro-industriel ».

Aussi, ce complexe militaro-industriel français et ses partenaires européens (à travers le groupe EADS-Airbus) couvrent de nos jours par leurs productions en série ou leurs démonstrateurs (pour le drone Neuron) l'ensemble du spectre des armements possibles, à l'exception du fusil d'assaut et des avions AWACS (système de détection et de commandement aéroporté) : armement terrestre et chars, porte-avions et sous-marins nucléaires, destroyers furtifs polyvalents, missiles balistiques, de croisière, antinavires et intercepteurs exoatmosphériques, radars, réseaux de transmissions et satellites de renseignement, avions de chasse et de transport, ravitailleurs, drones de combat, furtivité aérienne. Ces grandes entreprises font travailler un millier de petites et moyennes entreprises compétentes et spécialisées pour la production de certaines pièces de haute technologie.

Dans les salons internationaux pour vendre des armes, un argument de vente est que le matériel proposé a été utilisé sur un « théâtre d'opérations » d'où, pour la France la mise en valeur de ces OPEX (opérations extérieures). Le matériel français présenté dans ses salons internationaux relève de l'« appartement témoin » ou des spécimens en série limitée de l'équipement d'une armée française bonsaï. Les 50 chars lourds Leclerc (on ne peut en produire que quelques-uns par an) ont été vendus à quelques unités aux seuls Émirats arabes unis.

CHANGER DE PARADIGME, CHANGER DE MATÉRIEL, CHANGER D'ORGANISATION...

Nous avons vu dans le numéro 1 de *Ligne de Mire* la nécessité d'un contre-plan alternatif de programmation militaire pour avoir une défense populaire permettant de passer à l'ère des drones.



La production sous contrôle populaire, d'une part, de drones, de missiles balistiques, de missiles de croisière, et, d'autre part, de boucliers antimissiles balistiques et d'intercepteur exoatmosphériques, doit se substituer à la mobilisation des ressources pour la fabrication de chars, d'avions et de navires. L'Ukraine a réclamé la livraison de chars lourds britanniques, américains et allemands (le fameux char Léopard), ce qui est intervenu très tard, mais et au moment où une nouvelle génération de drones russes ou vendus aux Russes (les drones iraniens) les a cloués au sol comme les blindés russes l'ont été un peu avant par des drones ukrainiens « fabriqués maison » de façon d'abord artisanale. Même l'opérationnalité des chars légers est remise en cause par les drones. L'utilité du programme de véhicules Renault Truck pour remplacer les chars légers est réinterrogée. Il y a besoin de petits véhicules ultra-véloces pour transporter des « dronistes » devant slalomer pour échapper eux-mêmes aux drones de l'ennemi. Il s'agit donc de véhicules biplaces et de quads.

La production de drones à grande échelle et en mutation technologique permanente ne peut relever du « club de modélistes » et de l'artisanat unipersonnel. Cette production de drones et missiles supersoniques doit être décentralisée et partagée dans des petites unités (petites entreprises et SCOP) coordonnées dans le cadre d'une planification souple et modulable.

L'actuelle guerre en Ukraine a mis en évidence, d'une part, la révolution technologique en cours (passage à l'ère des drones, des missiles et des boucliers antimissiles), et, d'autre part les besoins quantitatifs sur la durée.

Il ne suffit pas d'avoir les meilleurs drones avec ou sans fil échappant aux derniers procédés de brouillage, mais il faut en avoir en quantité et sur la durée pour saturer les « boucliers » et les percer même avec un faible mais suffisant pourcentage de réussites. Il faut en avoir suffisamment en stocks pour tenir sur la durée et avoir de la marge pour le renouvellement. Il ne sert à rien d'épuiser ses moyens en quelques salves et d'attendre plusieurs mois la reconstitution de ses mêmes moyens en l'état ou avec quelques nouvelles innovations. Pendant la guerre des douze jours entre l'Iran et Israël/USA, l'Iran a réussi à percer à plusieurs fois le bouclier israélien sans vouloir et pouvoir le saturer par un envoi massif de missiles qu'il n'avait pas en nombre et sur une longue durée.

La production massive décentralisée et autogérée doit entraîner des stockages eux aussi décentralisés et contrôlés.

L'utilisation en défense populaire des drones doit-elle se limiter aux cibles militaires assaillantes et sur les arrières, ou s'étendre aux infrastructures civiles (ponts, centrales électriques, entreprises stratégiques) pour dissuader et faire reculer une invasion impérialiste qui sera coûteuse ?

Avec un stock de drones non utilisés, on risque de connaître le syndrome des masques de protection contre les pandémies. Pourquoi, maintenir, renouveler et moderniser ces stocks dormants ? Il va être tentant de les vendre en solde. Mais à qui et pour quelle utilisation ? Vente à l'armée marocaine à la place des chars que nous ne fabriquons plus ? Ou donation en soutien au front Polisario ? Les mouvements de libération vont plus chercher à produire ou à acquérir des drones que les mythiques kalachnikovs ou les lance-roquettes antichars.

Les prochains soulèvements populaires armés contre des dictatures et des occupants se feront avec des drones fabriqués sur place ou livrés.

La question d'une réintroduction d'un service militaire ne doit pas être tabou. Et ce d'autant plus qu'il ne s'agit pas de former des fantassins « soldats de l'an II » pour sauver la République ou des grenadiers voltigeurs et des cavaliers des armées napoléoniennes ; ni des « poilus » pour la guerre des tranchées, ni les servants des armées motorisées et mécanisées, ni les paras commandos des guerres coloniales et la contre-insurrection. Il s'agit de former des « dronistes » à la fois concepteurs, producteurs et utilisateurs de diverses catégories de drones et des robots fantassins.

Ces « dronistes » de tous les âges et tous les genres ne peuvent être une cohorte d'autoentrepreneurs en free-lance. La formation, la cohésion d'équipe, l'adoption d'un « savoir-être », la mutualisation des savoirs, obligent à des regroupements répétés sur des courtes périodes. Le service militaire pour « dronistes » ce n'est pas la période « des 60 jours des classes », les revues de défilés et les crapahutages que des générations d'appelés ont subie dans les décennies 1960 à 1990.

L'autogestion et l'innovation permanente doivent être les ressorts pédagogiques de ce nouveau service militaire.

CONTRIBUTION À LA RÉFLEXION SUR LES ASPECTS MILITAIRES D'UNE GUERRE QUI NOUS CONCERNE

Jean-Paul Bruckert

Rédigé il y a quelques mois, cet article nous semble ne pas avoir pris une seule ride. Les traits décrits se sont au contraire accentués et l'usage des drones s'est généralisé au point de devenir indispensables à tous égards.

La guerre d'agression de la Russie de Poutine qui s'est abattue sur l'Ukraine depuis le 24 février 2022 – une guerre devenue une guerre d'attrition – pose un certain nombre de questions. Notamment sur la nature d'un affrontement qui, d'un point de vue militaire, ouvre un champ vertigineux de débats auxquels il ne s'agira pas de répondre ici mais qu'il sera question d'identifier en passant en revue les thèmes abordés par les experts des questions militaires tant dans les revues spécialisées que dans la presse généraliste.

LE CONTEXTE, L'ACTUALITÉ DE LA GUERRE

La guerre d'agression que la Russie mène en Ukraine depuis le 24 février 2022 est scrutée par les états-majors de tous les pays. Les uns et les autres essaient de tirer les enseignements d'un type de guerre que l'on avait crue révolue ou tout du moins lointaine. Même s'ils avaient, notamment en France, alerté depuis un certain temps sur l'émergence d'une conflictualité rendant possible un tel conflit.

Ce constat s'insérerait dans le contexte de *l'effacement partiel des limites entre la guerre et la paix*. La paix est-elle l'état normal des rapports entre États ou à l'inverse est-elle, ce qui est parfois suggéré, un intermède entre deux périodes de conflit armé ? Les relations entre puissances se caractérisaient cependant jadis par un passage de la paix à la guerre par l'intermédiaire d'une crise. Mais il semble bien que cette succession soit aujourd'hui remplacée par une succession de trois notions imbriquées qui peuvent coexister (au moins pour les deux premières), compétition (mode normal d'expression de la puissance dans de nombreux domaines), contestation (remise en cause par des faits accomplis), affrontement.

Sans compter les stratégies dites de « guerre hybride », « la guerre avant la guerre ». D'autant plus inquiétant que la guerre – ou du moins l'action armée – sans compter d'éventuels incidents qui pourraient dégénérer, est déjà devenue dans ce contexte un moyen comme un autre de faire aboutir des objectifs politiques (Crimée, Ukraine, Syrie, Libye, Himalaya, mer de Chine méridionale). Le retour de la *compétition entre grandes puissances* renforçant l'idée, avancée par les militaires, qu'il faut se *préparer à des*

affrontements à « haute intensité » ! Et qu'il faut non seulement s'adapter à cette perspective mais, dans l'immédiat, accorder une attention soutenue aux leçons que l'on peut tirer de la guerre en Ukraine.

UN PRÉCÉDENT LA GUERRE ARMÉNO-AZERBAÏDJANAISE

La 2^e guerre du Haut-Karabakh (dite aussi « guerre des 44 jours ») a suscité du fait d'une large utilisation de drones et de munitions rôdeuses par l'Azerbaïdjan un grand intérêt dans la perspective de la haute intensité. C'est elle qui a décidé du sort de la bataille ! Pour l'Arménie cette guerre a été un désastre. Ses pertes humaines ont représenté (10 % d'une classe d'âge). Quant aux pertes matérielles (chars blindés divers, artillerie, etc.) ont été massives (six fois plus importantes que les pertes azerbaïdjanaises), du fait des drones fournis par la Turquie (« Bayraktar ») ou des munitions rôdeuses achetées à Israël (« IAI Harop »). Mais si l'écrasante victoire azerbaïdjanaise incitait déjà à interrogation, la guerre en Ukraine allait non seulement démontrer à une autre échelle l'importance de ce nouveau vecteur mais aussi conduire à une réflexion plus générale sur la nature de ce conflit militaire.

LE RETOUR DE LA QUESTION DE LA MASSE

Reprise partielle ici d'un article publié dans la *Revue de défense nationale* dont le propos est de réévaluer l'équilibre entre masse et technologie dans les conflits futurs. Si la question de concentrer ses forces pour espérer être victorieux était déjà présente chez Sun Tsu (544-496) (*L'art de la guerre*), ses idées étaient peu connues en Occident. Ce qui ne fut pas le cas du magistral ouvrage de Carl von Clausewitz, *De la guerre* (1832) qui soulignait l'importance du principe de la masse entendue comme concentration de la puissance en un point critique. Depuis les guerres de la Révolution et de l'Empire (la Grande armée), mais surtout depuis la Première et la Deuxième Guerre mondiale qui ont connu des concentrations inouïes d'hommes et de matériel (exemples de Verdun, de la Somme, puis de Stalingrad et du débarquement en Normandie) la masse semblait être devenue l'incontournable facteur de la victoire. La quantité l'emportant *in fine* sur la qualité.

C'est un principe qui a cependant été remis en cause à la fin du 20^e siècle. Au fil des avancées technologiques il a semblé que les armées de masse devenaient moins indispensables et que l'effet décisif pouvait être obtenu en s'appuyant sur la technologie.

« Le regroupement des effets de la puissance de combat, plutôt que la concentration des forces, peut permettre à des forces numériquement inférieures de produire des résultats décisifs et de minimiser les pertes humaines et le gaspillage des ressources ». Précision et rapidité étant de plus importantes *la technologie est devenue un facteur crucial* (drones, guidage de précision, cyber) peuvent permettre à un État ayant un potentiel militaire inférieur mais des équipements avancés et un personnel qualifié de rivaliser avec un État disposant de davantage de matériel, mais moins modernes, et d'un personnel peu qualifié. Ce qui montre que cette « révolution militaire » modifie les rapports de forces et que la réponse du faible au fort peut être redoutable. Voir aussi sur ce point les attaques perpétrées par les Houthis en mer Rouge obligeant nombre de porte-containers à faire le tour de l'Afrique. La guerre à haute intensité étant une guerre très consommatrice en matériels et qui occasionne de lourdes pertes humaines pose en termes nouveaux une question récurrente dans l'art de la guerre, la question de la masse.

LES DRONES, UNE RÉVOLUTION MILITAIRE ?

Ce qui était perceptible avec la guerre Arménie-Azerbaïdjan, le rôle des drones (de toutes tailles), est désormais d'une clarté évidente. Ce conflit avait déjà été, dès septembre 2021, à l'origine d'une note de recherche dans le cadre du Forum de la pensée militaire. Et très rapidement apparaissent des synthèses sur le caractère nouveau de cette guerre. Si la réflexion sur le rôle des drones était certes plus ancienne et l'ampleur de leur contribution connue, il faut prendre conscience que nous avons affaire à une *véritable révolution militaire*. On retrouve ici la question de la masse car la guerre en Ukraine suggère que les plateformes de combat restent vulnérables dans une guerre de haute intensité. La Russie elle-même pourrait en témoigner : selon le bilan publié par une revue de référence (*DSI*) l'armée russe aurait perdu à la date du 10 août 2024, 3 309 chars, 1 498 blindés divers, 4 400 véhicules de combat d'infanterie, 1 196 tubes d'artillerie, 402 lance-roquettes multiples... Soit, dans une proportion de quatre pour un, bien plus que les pertes ukrainiennes.

Repérage de la position des unités adverses, transmission à l'échelon supérieur et diffusion à l'artillerie d'un côté, frappe de différents types de cibles, centre de commandement et dépôts logistiques, systèmes de défense aérienne chars de combat, navires (de 20 à 30 % de la marine russe de la mer Noire a



été mise hors de combat, en partie du fait des drones navals) de l'autre. Outre l'observation (ils ont permis de documenter la destruction de villes par les forces russes, l'inondation du territoire ukrainien à la suite de la rupture du barrage de Kakhovka et les attaques contre les navires, les chars, les troupes et le matériel russes) ils ont également été utilisés pour recueillir des renseignements tactiques de toutes natures. En amont, leçon pour tous les observateurs, Ukrainiens et Russes font déjà un large usage du brouillage. Éternelle course entre la flèche et le bouclier !

Et ils ont aussi, pour une part, remplacé l'artillerie, ce qui, du fait du déficit en obus, souligne leur rôle essentiel, désormais totalement intégré dans les réflexions. Ils sont d'autant plus importants qu'ils sont beaucoup moins onéreux (quelques centaines de dollars pour les plus petits, contre environ 100 000 pour un obus). Qu'il s'agisse des « Bayraktar » (Turquie) ou d'autres types achetés sur le marché ou de l'AQ 400 « Scythe », drone tueur (les drones « tueurs », *irst-person view*, ou FPV) de fabrication ukrainienne comme la plupart des drones de ce type, jouent un rôle si essentiel que le président ukrainien annonçait le 6 février 2023 la création d'une branche distincte de l'armée consacrée aux « systèmes sans pilotes ». Et en décembre, Volodymyr Zelensky fixait l'objectif de production à un million de drones en 2024. Avec les images satellitaires, mais plus près des acteurs, les drones ont d'autre part révolutionné l'observation du champ de bataille. Ce qui fait que sur le front, la surprise n'est plus possible. Il reste que, en dehors du front, comme l'a montré l'incursion ukrainienne dans l'oblast de Kursk et l'occupation d'environ 1 800 km, surprendre l'adversaire reste encore envisageable.

Leur apport est d'une signification telle que tous les états-majors travaillent à les développer à la fois sur les plans aérien, terrestre et naval. Dans le domaine aérien il est clair que les avions de la prochaine génération seront accompagnés de drones (des avions sans pilotes).

UN CAS PARTICULIÈREMENT NOVATEUR, LES DRONES NAVALS

Riveraines toutes deux de la mer Noire, l'Ukraine et la Russie, se disputent cet espace dans des conditions tout à fait particulières car l'Ukraine s'est trouvée quasiment privée de marine. Dès 2014 du reste, du fait de l'invasion de la Crimée par les « petits hommes verts », les Russes avaient mis la main, à Sébastopol – base partagée entre les deux marines – sur la plus grande partie de la flotte ukrainienne. Les

Russes pouvaient donc espérer régner en maîtres sur la mer. Ce qui fut le cas avec interdiction de l'espace et tirs de missiles au début du conflit.

La liberté de navigation étant essentielle pour Kyiv, qui devait pouvoir continuer des exportations de céréales essentielles au financement de la guerre, il fallut trouver d'autres moyens. En plus de la frappe qui a coulé le Moskva par deux missiles Neptune de conception ukrainienne et des missiles fournis par les pays occidentaux (« Scalp » ou « Storm Shadow »), utilisés pour frapper des navires au port (à Sébastopol ou Théodosia), les Ukrainiens ont innové en utilisant des drones navals de conception ukrainienne, suicides (« Magura V5 ») ou poseurs de mines. Tous ces moyens réunis ont fait en sorte non seulement que le corridor utilisable pour les exportations (23 millions de tonnes) soit de nouveau à peu près sûr mais aussi que la flotte russe de la mer Noire – ce qu'il en reste car 27 de ses navires ont été coulés ou endommagés – a été contrainte de se replier soit en mer d'Azov, soit à Novorossiisk (Nord du Caucase), un port moins bien équipé que Sébastopol. Une situation totalement inédite qui a vu un pays n'ayant plus de marine faire reculer de manière significative la flotte de son adversaire et lui interdire, à moindre coût, la plus grande partie de la Mer Noire. Une leçon méditée et mise à l'étude par toutes les marines occidentales.

AVIATION ET DÉFENSES ANTI-AÉRIENNES

En ce qui concerne l'aviation il faut d'abord comprendre que les pertes des deux belligérants ont été considérables, 122 avions perdus pour les Russes et 97 pour les Ukrainiens. D'où, un ciel relativement vide et, compte tenu de la dissymétrie du nombre initial, des pertes beaucoup plus importantes pour les Ukrainiens (environ 50 %). Il faut noter cependant l'ingéniosité des Ukrainiens qui sont parvenus à adapter leurs Mig 29 au lancement de missiles occidentaux (« Scalp » ou « Storm Shadow »)! D'où, de part et d'autre la réticence à engager les avions dans l'espace ukrainien.

C'est dans ce contexte de faiblesse de l'aviation que se pose la question des F16. Ils apparaissent essentiels à la fois dans la défense aérienne (interception des aéronefs adverses) et dans le contexte d'opérations combinées (appui feu aux troupes terrestres). C'est du reste cette dimension qui a fait cruellement défaut lors de la contre-offensive ukrainienne et qui explique son échec. Mais c'est en trop petit nombre et malheureusement de manière graduelle qu'il est prévu de les livrer. Les Mirage 2000-5 sont quant à eux

des intercepteurs. Il s'agirait dès lors d'intercepter les avions russes larguant des missiles ou des bombes planantes. Difficulté, ces derniers les larguent depuis l'espace aérien russe ! Les Mirage seront-ils autorisés à franchir la frontière ? Il est vrai que leur radar permet d'acquérir une cible à 100 km. Mais il est question de les transformer pour qu'ils puissent eux aussi tirer des missiles air-sol.

La question de savoir si les Ukrainien.es ont le droit de frapper le territoire russe avec des armes occidentales ne se pose qu'en termes de missiles car il est déjà ciblé par les drones et ce très en profondeur (Saint-Petersbourg, Moscou, Oural). Il semble bien d'ailleurs que ces frappes lointaines de drones aient été rendues possibles grâce à des balises réparties sur le trajet et (ou) au rôle des forces spéciales ou d'agents infiltrés.

Cette question des avions n'est cependant que l'un des aspects de la maîtrise du ciel. Elle peut, et doit, être obtenue aussi par la mise en place d'un système multicouches intégré alliant toutes sortes de moyens de détection (du radar au guet) et de moyens de destruction (de la mitrailleuse au canon et au missile). Parmi ces moyens, les missiles antiaériens (batteries de « Patriot » américain, « Iris-T » allemand ou « SAMP/T Mamba » franco-italien) ont joué un rôle crucial en créant des « bulles » de protection particulièrement efficaces au-dessus des villes ukrainiennes. Beaucoup de missiles dits inarrêtables ont de la sorte pu être interceptés. Deux décisions récentes devaient améliorer la défense des villes ukrainiennes : plusieurs pays européens ont fait don de Patriot ou équivalent et les États-Unis ont décidé de prioriser l'Ukraine dans leurs livraisons de ce type de matériel. Avec une hantise cependant, un manque de missiles du fait de la contradiction entre une production limitée par les Occidentaux et un usage massif des drones par les Russes.

LE RÔLE DES MISSILES DE CROISIÈRE

Les missiles balistiques (« Iskander » ou « Kinjal » entre autres), ainsi que les redoutables bombes planantes ont abondamment été utilisés par les Russes contre les installations portuaires, les centrales et autres installations électriques et énergétiques, mais aussi contre les quartiers d'habitations ou les institutions culturelles. L'innovation a été dans ce domaine l'utilisation de missiles dits « hypersoniques » dont Poutine disait qu'ils étaient inarrêtables, ce qui ne manquait d'alerter les Occidentaux soucieux notamment de la survie de leurs porte-avions. En fait

il est apparu que ces missiles causaient certes des dommages considérables, mais étaient loin d'être inarrêtables. Du côté ukrainien, à côté de missiles de fabrication nationale (ex le « Neptune ») – dans ce domaine Volodymyr Zelensky a annoncé fin août 2024 que le pays avait testé son premier missile balistique baptisé « Palanytsia » – l'Ukraine a utilisé, et bien utilisé, les missiles de croisière fournis par la France et le Royaume Uni (« Scalp » ou « Storm Shadow »). C'est principalement à leur utilisation que l'Ukraine doit d'avoir réalisé un succès stratégique considérable en brisant le blocus russe en Mer Noire (voir ci-dessus) et, rendant le port de Sébastopol inutilisable, obligé les Russes à replier leur flotte plus à l'Est. Sur ce point, il est clair que la guerre en Ukraine a stimulé la réflexion des Occidentaux sur l'hypervélocité, un point sur lequel les Russes semblent avoir un temps d'avance.

L'ARTILLERIE, LES BLINDÉS ET L'INFANTERIE, DES RÔLES REDISTRIBUÉS ?

L'artillerie sous toutes ses formes (canons tractés, obusiers, drones suicides, mortiers, etc.), redevenue pour l'heure la « reine des batailles », a remplacé la cavalerie (les blindés) comme arme principale. Avec cependant une restriction essentielle concernant l'artillerie tractée. « Nous avons assisté à la fin de l'efficacité de l'artillerie tractée », a déclaré un général américain responsable de ce secteur. Elle n'est plus en effet assez mobile pour échapper aux feux de contre-batterie et aux drones. D'où l'accent qui a tendance désormais à être mis sur les canons automoteurs du type PzH 2000 ou, mieux encore des camions équipés d'un système d'artillerie comme le Caesar, « un cauchemar » selon les artilleurs russes, du fait de la rapidité de sa mise en œuvre. Et de sa mobilité ! Il est important de souligner qu'au-delà du matériel lui-même, les Ukrainiens ont fait preuve d'une formidable capacité d'adaptation – que ce soit d'un point de vue logistique, de maintenance, d'entretien, d'emploi, etc. – à un matériel nouveau alors qu'ils étaient en plein conflit. Mais le principal problème aujourd'hui réside dans la capacité de production occidentale essentielle mais largement insuffisante pour soutenir les besoins défensifs et offensifs de l'armée ukrainienne. Sur certains secteurs du front, on estime que l'armée russe tire de cinq à 8 fois plus d'obus par jour que les Ukrainiens.

Mêmes avantages, rapidité et mobilité que les systèmes mobiles mentionnés ci-dessus, réuni par les lance-roquettes multiples (LRS : *multiple launch*



rocket system), souvent montés sur camions. Ce sont des systèmes d'artillerie mobile qui permettent de tirer plusieurs roquettes aux effets dévastateurs en peu de temps sur une vaste surface. Qu'il s'agisse des « Grad » développés par l'Union Soviétique et possédés par les deux camps et surtout des « Himars » (*High Mobility Artillery Rocket System*) fournis par les Américains à l'Ukraine à plus longue portée (ils ont permis d'attaquer des centres de commandement, dépôts de munitions dans la profondeur), et plus précis, ces systèmes jouent un rôle crucial dans ce conflit.

Les interrogations sur les différentes armes conduisent inévitablement à poser la question du rôle des blindés. D'où une réflexion en particulier sur les chars de combat type Abrams ou Leopard 2. Lourds, plusieurs dizaines de tonnes, protégés par leur blindage, ils sont pensés pour être au cœur de la « manœuvre ». Bref, il s'agit de la cavalerie ! Comme ce fut le cas lors de la Deuxième Guerre mondiale (offensive à l'Ouest en 1940). Mais de manœuvre il n'y eut pas. La principale leçon est la question de la *vulnérabilité des blindés*. Les Russes ont perdu en tout 3 309 chars, 1 498 blindés divers et les Ukrainiens respectivement 883 et 390 (au 10 août 2024). À titre de comparaison l'armée française n'est plus dotée aujourd'hui que de 220 chars ! D'où la question : *sont-ils désormais dépassés ?* La réponse est non, à condition de les rendre plus agiles (donc moins lourds et avec des moteurs plus nerveux) et de les doter de dispositifs de prévention et de réaction (radars et protections à la fois *soft kill* et *hard kill*).

L'infanterie quant à elle, musclée au moyen d'armements perfectionnés (antiaériens et antichars) a également vu son rôle se renforcer. Le fantassin n'est plus celui à qui incombait seulement un rôle de défense de la position amie et de prise d'assaut de la position ennemie. Il est connecté, dispose de drones pour l'identification des cibles et pour l'attaque de celles-ci, il est muni d'armes antiaériennes (missiles « Stinger » ou « Crotale » et « Mistral 3 ») et, surtout tenu de notre propos précédent, d'armes antichars d'une redoutable efficacité (le « Milan » français et surtout le « Javelin » américain, livré à des milliers d'exemplaires). Autant dire que le fantassin dispose d'une artillerie mobile et portable qui, liée à une extrême mobilité, a eu des effets dévastateurs sur la colonne russe qui était bloquée dans son avance sur Kiev.

Il en résulte un constat essentiel à la compréhension de cette guerre : *la défensive a pris le pas sur l'offensive*.

UNE GUERRE LONGUE. STRATÉGIE RUSSE ET GUERRE D'ATTRITION

Passé le temps du mouvement et l'échec de l'offensive éclair sur Kyiv pour faire tomber le gouvernement ukrainien et installer un gouvernement à la botte de l'agresseur la guerre s'est transformée en une guerre d'attrition. Font exception cependant les contre-offensives ukrainiennes à l'Est de Kharkiv – retour à la guerre de mouvement – et la reprise de la région de Kherson du fait du repli décidé par Sourovikine. Mais pour l'essentiel la guerre s'est dès lors changée en guerre d'usure (une invention des états-majors de la Première Guerre mondiale, exemple Verdun et la Somme), un affrontement dans lequel deux armées se font face, l'une à l'offensive (la Russie), cherchant à user l'adversaire, l'autre sur la défensive (l'Ukraine) tentant de l'en empêcher. Il résulte de ce fait que l'usure de l'adversaire devient un objectif encore plus important que la progression. Telles ont été les batailles de Marioupol, Severodonetsk, Lyssytchansk ou encore Bakhmout, des batailles d'attrition, et telle est désormais cette guerre. Ces batailles se sont caractérisées par des destructions massives (90 % du bâti à Marioupol ou à Bakhmout) progressent à l'Est, au prix de pertes considérables. Des pertes assumées par les Russes, vague après vague se brisant sur les défenses. Pertes massives acceptées d'autant plus volontiers que les troupes engagées sont recrutées parmi les nationalités périphériques, les couches pauvres de la population et les condamnés.

Avec les lourdes conséquences humaines et matérielles que cela implique pour les deux camps. La procédure russe qui consiste à écraser tout le bâti pour avancer jointe à la visée systématique par les missiles d'objectifs non militaires sur l'arrière (infrastructures et immeubles d'habitation) inclinent à se demander en ce qui concerne les villes de l'arrière ukrainien, si dans les objectifs de Poutine, l'idée qui domine n'est pas de rendre problématique l'après-guerre ukrainien.

Les analyses de l'état de l'armée russe après la guerre en Géorgie avaient montré que loin d'être un succès stratégique c'était un véritable fiasco qui révélait l'état déplorable des forces conventionnelles russes. D'où, à partir de 2013, une réflexion et une doctrine à laquelle a été donnée le nom de « doctrine Gerasimov » du nom du chef d'état-major. En fait une somme d'idées plus qu'une véritable doctrine, une approche qui unit mes outils nucléaires, conventionnels et cyber désignée parfois sous l'expression de « guerre hybride ». Mais tournant le dos à cette

apparente « modernisation », l'armée russe, dans le droit fil de son action en Syrie, est retournée à ses « vieux démons », tout écraser.

On comprend donc que cette guerre d'attrition, une guerre à haute intensité faite de grignotages, sera une guerre longue.

UNE GUERRE MONDIALISÉE

Dans la perspective d'une guerre longue, il est clair que la question des armements et des munitions, tout autant que le manque de combattants, est cruciale et que de ce point de vue les retards dus à l'opposition de Trump et à l'alignement des Républicains de la Chambre des représentants sur sa position a été vécue de manière dramatique sur le front. In fine, le déblocage des crédits a heureusement permis de passer le cap, au moins en partie, de cette douloureuse période qui voyait les Ukrainiens être dans un rapport de 1 à 10 dans le domaine des obus de 155 mm !

Le drame est que les Ukrainien.es qui se battent avec un héroïsme qui force l'admiration sont dépendants des armes produites et fournies par d'autres. D'où l'impérieuse nécessité de poursuivre l'action sur nos gouvernements pour maintenir et développer les fournitures d'armes et de munitions. Mais du fait de cette guerre longue et de ses caractéristiques la Russie est elle aussi dépendante en matière de munitions. C'est la Corée du Nord qui pallie ce manque. D'où la réponse de la République de Corée qui envisage de fournir des armes à l'Ukraine. Un pas de plus dans une guerre ouvertement mondialisée. Mais la Russie elle-même, bien qu'étant en principe une grande puissance militaire, est contrainte d'importer du matériel militaire. Soit directement, avec l'acquisition massive depuis l'Iran de drones kamikaze à la puissance destructrice considérable, les « Shahed », qu'elle s'est d'ailleurs empressée de fabriquer sous licence... avec l'aide de l'Iran. Soit indirectement en important massivement par l'intermédiaire de pays « amis » (Arménie, Kazakhstan entre autres) des matériels civils (machines à laver, lave-vaisselle, réfrigérateurs) pour pallier une pénurie de semi-conducteurs indispensables au fonctionnement des matériels militaires. Une étude a du reste montré que sur 27 systèmes de défense utilisés, une grande majorité des 450 composants électroniques étaient d'origine américaine ou européenne !

Dépendants l'un et l'autre, les deux belligérants ne sont cependant pas dans une situation identique. Au prix d'un large effort financier et humain la Russie

a les moyens d'augmenter les moyens du complexe militaro-industriel (3,5 millions d'emplois en 2024) et de doper la production d'armement : augmentation du budget de 68 % pour le porter à 6,7 % du PIB en 2024 et 30 % des dépenses fédérales, création de centaines de milliers d'emplois, revalorisation des salaires, investissements, etc. D'où la nomination d'Andreï Belousov, un économiste, comme ministre de la défense. Avec cette conviction que cet effort innovera l'ensemble de l'économie et permettra à terme de limiter les importations de matériel coûteux ? Mais aussi reconnaissance du fait qu'il faut faire face à une guerre longue ?

Avec des résultats spectaculaires : production de missiles « Iskander » et autres multipliée par plus de 30 par mois et un stock multiplié par six. Et des résultats tout aussi significatifs, toutes proportions gardées, en ce qui concerne les chars dont la production aura doublé de 2022 à 2025. Si cette réorientation de l'économie russe pose la question de sa soutenabilité sur un moyen terme, ses résultats dans la production d'armements inquiètent l'Ukraine et les Occidentaux sur lesquels cela met une pression accrue car elle signifie que la Russie pourrait être capable de soutenir cet effort.

LE NUCLÉAIRE, DISSUASION OU CONTRAINTE ?

Jusqu'à « l'opération spéciale » déclenchée par Poutine, il était admis que les armes nucléaires servaient à la sanctuarisation du territoire et des intérêts vitaux des États qui les possédaient. Le fait nouveau est que le nucléaire a été à de multiples reprises utilisé à des fins d'intimidation alors que jusque-là aucun État doté d'armes nucléaires n'a jamais menacé que la moindre incursion déclencherait le feu nucléaire. Non seulement le chantage permanent de Poutine à l'utilisation de l'arme nucléaire mais la révision de la doctrine nucléaire russe ne manque pas d'inquiéter car il s'agit là, au moins en théorie, d'une véritable rupture stratégique. Utiliser la menace de l'arme nucléaire, et ce dès le début, pour contraindre Kiev à capituler et les Occidentaux à renoncer à aider l'État agressé. Sans succès puisque ni l'une, ni les autres n'ont pour l'instant obtempéré. Mais jusqu'à quand ? Et n'est-ce pas pour cette raison que les Américains renâclent à autoriser les Ukrainiens à frapper avec des armes américaines dans la profondeur ? Ce qui limite drastiquement ses possibilités de s'en prendre à la chaîne de commandement, à la logistique, aux bases aériennes, etc. situées loin derrière les lignes.



En réponse à cette revendication ukrainienne de frappes dans la profondeur, la concordance des temps est frappante – Poutine a annoncé en septembre 2024, une révision, depuis longtemps désirée par les faucons russes, de la doctrine nucléaire de Moscou. Trois points de cette nouvelle doctrine, non encore rédigée ni publiée par décret, méritent d'être soulignés : toute attaque contre Biélorussie sera considérée comme une attaque contre la Russie ; « L'agression de la Russie par tout État nucléaire, mais soutenu par un État nucléaire, sera considérée comme une attaque contre la Russie » vise clairement les soutiens de l'Ukraine ; enfin une attaque aérienne de grande ampleur pourra provoquer une riposte nucléaire. Ce qui indique clairement que les conditions d'emploi du nucléaire de façon préventive, jusqu'à réservée à une attaque de missiles sont élargies. Autant de points qui semblent remettre en cause une « grammaire de la dissuasion » qui paraissait assez largement admise. Du coup, les opinions et gouvernements occidentaux sont partagés entre refus de l'intimidation et prise en compte des risques de l'escalade.

Sur tous ces points, la guerre en Ukraine a suscité dans les états-majors des réflexions nourries sur les mises à jour indispensables pour se confronter à cette nouvelle réalité. Partout s'est imposée en Europe l'idée qu'il fallait non seulement aider l'Ukraine par des fournitures d'armes mais aussi se réarmer pour faire face à une éventuelle guerre avec une Russie qui irait plus loin que Lviv... En France la réflexion sur le tournant de la haute intensité a d'autant plus connu un second souffle que l'armée française était impliquée (Estonie, Roumanie) et que le pays était contributeur au soutien armé. L'armée française étant – avec d'autres – également impliquée dans l'instruction des Ukrainiens à la guerre selon les normes occidentales (otaniennes) la question des instructeurs occidentaux s'est posée. Mais instruire Ukrainien·es, c'est, au moins en partie, un leurre. Ce qu'ils disent en effet c'est que les Occidentaux enseignent la guerre d'hier alors que la guerre d'aujourd'hui c'est eux qui la mènent et que c'est eux qui pourraient donc instruire les Occidentaux.

Question terrible pour conclure. Est-il pensable que, hors effondrement intérieur du régime de Poutine et reprise d'une guerre offensive renouant avec la manœuvre – ce qui suppose une très hypothétique aide occidentale massive, hypothétique compte tenu du contexte politique (hostilité de Trump et dans une moindre mesure hésitations de l'UE), les Ukrainien·es soient à même de reconquérir tout ou partie des

territoires perdus ? Le drame est que les Ukrainien·es qui se battent avec un héroïsme qui force l'admiration sont dépendants des armes produites et fournies par d'autres. D'où l'impérieuse nécessité de poursuivre l'action sur nos gouvernements pour maintenir et développer les fournitures d'armes et de munitions.

Bibliographie sélective

Que les auteurs, nombreux, dont j'ai utilisé les articles dans les revues ou sites indiqués ci-dessous, veuillent bien m'excuser de ne pas les citer nommément. Qu'ils sachent que ma dette à leur égard est immense.

Articles dans *Le Monde*, *Le Figaro*, *Ouest France* (disponibles sur le net), *Le Grand Continent* (<https://legrandcontinent.eu/fr/>)

DSI (Défense & Sécurité Internationale), revue bimestrielle (<https://www.arenion24.news/dsi-hs/>), avec (<https://www.arenion24.news/dsi-hs/>) sur des thèmes particuliers, notamment le n° 87, « Conflit russo-ukrainien. Révélateur de la guerre du futur », *Air et Cosmos*, édition papier, (et <https://aircosmos.com/actualite/ukraine>), *Diplomatie*, édition papier (et <https://www.arenion24.news/diplomatie>)

Meta-défense (<https://meta-defense.fr>), *Mer et Marine* (<https://www.meretmarine.com/fr>), *Zone militaire* (<https://www.opex360.com>).

Newsletter de BFM-TV (newsletters@rmcbfm.com), *Armées* (<https://armees.com/>), *La Voie de l'épée* (Michel Goya) (<https://lavoiedelepee.blogspot.com/>), *Revue de Défense nationale* (www.defnat.com/revue-defense-nationale.php)



LA GAUCHE ET LA QUESTION DE LA DÉFENSE

Hanna Perekhoda

Les slogans sur l'abolition de la guerre ne relèvent plus de la politique. Une discussion sérieuse doit partir de la réalité des menaces et ne pas confondre le militarisme, à rejeter, avec défense d'un espace démocratique, dans lequel il reste possible de lutter contre le néolibéralisme.

Une récente discussion sur le réarmement et la militarisation m'a aidé à clarifier mes idées. Je suis consciente que ma position n'est pas partagée par beaucoup de gens à gauche, et cela ne me dérange pas. J'espère simplement que cela permettra d'ouvrir un espace de réflexion honnête, aussi bien pour moi que pour les autres.

Avant même de commencer à parler de défense, nous devons nous poser une question fondamentale : faisons-nous face à une menace réelle ? Et pour y répondre, nous devons définir ce que nous entendons par « nous ».

Au niveau national, pour la plupart des pays d'Europe centrale et occidentale, il n'y a aucun risque d'invasion militaire directe. Et de nombreux populistes de gauche et de droite ne s'expriment qu'en termes nationaux : « Il n'y a pas de menace militaire pour notre nation, alors pourquoi dépenser de l'argent pour la défense ? »

Mais cette position est contre-productive. En attisant les sentiments isolationnistes, la gauche fait le jeu de l'extrême droite. L'extrême droite est plus cohérente car elle promeut l'égoïsme dans tous les domaines, de sorte que la gauche est toujours perdante dans ce jeu.

Si nous adoptons plutôt une perspective européenne, nous devons admettre que oui, l'Europe en tant qu'entité est menacée. En revanche, la forme de cette menace varie selon les endroits.

La menace ? Une domination russe à l'Est, des gouvernements d'extrême droite à l'Ouest

Si nous incluons l'Ukraine dans notre conception de l'Europe, alors la guerre est déjà là, et elle est énorme. Or, la production européenne d'armes est loin d'être suffisante pour couvrir ne serait-ce que les besoins immédiats de l'Ukraine. Cela signifie qu'il faut augmenter la production et envoyer les armes là où elles sont nécessaires.

Pour les pays situés à l'ouest de l'Ukraine, le danger ne vient pas des chars qui foncraient sur Berlin. Un scénario plausible serait une provocation dans les pays baltes, destinée à tester la crédibilité de la dissuasion européenne. Ce qui constitue une invasion et



ce qui n'en est pas une est toujours une question d'interprétation. N'oubliez pas que les avions de combat russes violent déjà l'espace aérien d'autres pays. Pas à pas, ils testent jusqu'où ils peuvent aller.

Du point de vue de Poutine, le scénario est tentant. Car il pense que l'Europe occidentale ne se battra pas pour quelques millions d'Estoniens, de Lituanais ou de Moldaves. Et il a des raisons de le croire. Si les grands États décident effectivement que cela n'en vaut pas la peine, alors leur dissuasion s'effondrera.

Pendant des décennies, les Européens ont compté sur la puissance militaire américaine. Mais ce mécanisme de sécurité s'effrite. Le problème, c'est que les secteurs stratégiques nécessaires au fonctionnement des armées européennes dépendent presque entièrement des États-Unis : transport aérien, renseignement par satellite, missiles balistiques, défense aérienne, etc.

Si les États-Unis se retirent, les systèmes de défense des pays européens deviendront complètement inopérants. La réalité aujourd'hui est que l'existence des pays européens dépend du régime d'extrême droite de Trump, qui ne réagira probablement pas en cas d'invasion. Ils sont également vulnérables au régime d'extrême droite de Poutine, qui se réarme, se mobilise et cherche activement la confrontation.

Les pays baltes, la Pologne et la Finlande doivent donc reconstituer leurs stocks et renforcer leurs infrastructures. Lorsque votre voisin est la deuxième puissance militaire mondiale, qu'il bombarde quotidiennement des villes, consacre un tiers de son budget à la guerre et qualifie votre pays d'« erreur historique », la capacité à se défendre ne peut pas être taxée de course à l'armement. C'est une question de survie. Mais cette survie n'est possible qu'avec l'aide des alliés d'Europe occidentale, car aucun pays d'Europe de l'Est n'est capable de produire les armes nécessaires et d'affronter seul l'armée russe.

En Europe occidentale, la menace est différente. Il s'agit moins d'une invasion que de la montée de l'extrême droite. Pour Poutine, pour Trump, pour J. D. Vance, le scénario idéal est clair : une Europe de l'Est sous domination russe, une Europe occidentale dirigée par des gouvernements d'extrême droite qui acceptent leur vision d'un monde divisé en zones d'influence autoritaires.

Ici, la défense a donc une autre signification : lutter contre la désinformation, protéger les infrastructures, bloquer l'argent étranger dans la politique, se défendre contre les cyberattaques, le sabotage et le

chantage énergétique. Et aider ceux qui ont immédiatement besoin d'armes pour survivre.

En bref : nous devons adapter nos outils aux menaces. Et surtout, nous devons cesser de penser uniquement en termes nationaux étroits. Car c'est précisément cette logique nationale qui a alimenté des siècles de guerre, de destruction et de division sur le continent européen.

DÉFENSE ET MILITARISME

Alors, où cela nous mène-t-il ? Je pense qu'il faut distinguer le militarisme de la défense.

Le militarisme, c'est la guerre comme opportunité commerciale, motivée par le profit capitaliste. C'est aussi placer la guerre au centre et y subordonner toute la société. La défense, c'est la capacité de la société à se protéger contre les agressions. Et aujourd'hui, alors que les trois plus grandes puissances militaires menacent ouvertement d'envahir d'autres pays – la Chine veut annexer Taïwan, les États-Unis ont évoqué celle du Groenland, et la Russie mène déjà une guerre en Ukraine –, on ne peut pas prétendre que le problème de la défense n'existe pas.

Le problème n'est pas la production en soi. Le problème est de laisser le marché décider ce qui est produit, pour qui et selon quelles règles. C'est là que se trouve le véritable champ de bataille. Qui décide ? Dans quel but ? Dans quelles conditions ? Et c'est là que la gauche a un rôle crucial à jouer s'agissant des armes : imposer des règles strictes en matière d'exportation, la transparence des contrats, le contrôle démocratique sur leur destination.

Aujourd'hui, même au sein de ma propre organisation, j'entends dire : « Nous n'avons pas la capacité d'imposer de telles règles. » Et je réponds : « Avons-nous plus de capacité à abolir la guerre et les armes sur toute la planète ? »

À ce stade, nous devons être honnêtes. Les slogans sur l'abolition de la guerre ne relèvent plus de la politique. Ils sont beaucoup plus proches de la religion, insensibles aux exigences de la réalité. Lorsque nous formulons des revendications prétendument radicales sans aucun moyen de les réaliser et sans organisation de masse en vue, le résultat pratique est simple : nous abandonnons le terrain à ceux qui sont déjà au pouvoir. Ils organiseront alors leur défense entièrement selon leurs propres règles et intérêts. Et nous obtiendrons exactement le militarisme que nous prétendons combattre.



Nous pouvons bien sûr prétendre que le fait d'adopter des positions maximalistes aiguëra les contradictions, approfondira les divisions sociales et précipitera l'effondrement de l'État bourgeois. Et que cet effondrement apportera la révolution, la lutte finale. Même si l'extrême droite est forte. Même si une dictature militarisée se dresse à côté. Parce que nous parions que lorsque notre État s'effondrera, les populations des dictatures militarisées voisines se soulèveront – et que dans notre pays, ce sera nous, et non l'extrême droite, qui prendrons le pouvoir.

D'accord... Mais soyons sérieux un instant. Quelle est la probabilité que les gens se révoltent dans des États militarisés, d'extrême droite et illibéraux, soumis à une surveillance de masse ? Et dans un monde de violence nue, où le pouvoir se décide par la force des armes, quelles chances la gauche d'aujourd'hui a-t-elle réellement contre l'extrême droite ?

La politique n'est pas une question de fantaisie. Il s'agit d'analyser le rapport de force réel et de faire avancer ses objectifs dans ce cadre. La question qui se pose à nous est donc simple : quelle est la position réaliste de la gauche européenne dans les conditions actuelles ?

Pour moi, elle doit partir de deux exigences simultanées : 1) Premièrement, garantir la survie structurelle d'un espace démocratique ; Deuxièmement, lutter de l'intérieur de cet espace pour redéfinir son contenu politique et social.

Cela signifie lutter deux fois plus fort contre les politiques néolibérales, mais sans renoncer au cadre démocratique dans lequel cette lutte est encore possible.

En effet, le projet européen – et à vrai dire le modèle de la démocratie libérale en général – est en contradiction totale. Il protège contre le pouvoir politique arbitraire, mais laisse les gens sans défense face à l'arbitraire du capital. Au passage, la contradiction était inverse dans les États dits socialistes : une certaine protection contre l'arbitraire économique existait, mais aucune protection contre le pouvoir politique.

Le problème, c'est que ceux qui ont aujourd'hui la capacité et la volonté déclarée de démanteler ce projet sont les régimes dans lesquels les citoyens ne sont protégés ni de l'oppression politique ni de l'oppression économique.

Nous avons commencé par nous demander ce que nous entendons par « nous ». Bien sûr, du point de vue de la gauche, il ne s'agit pas d'un État-nation

ou d'une communauté européenne, mais d'une classe ouvrière mondiale. Or, je pense que nous devons garder à l'esprit que ni la vie humaine, ni les droits des travailleurs, ni l'environnement ne peuvent être protégés dans un État qui tombe dans la « zone d'influence » de puissances impérialistes extractivistes autocratiques comme la Russie de Poutine, les États-Unis de Trump ou la Chine du Parti-État de Xi Jinping.

Dans un monde dominé par une politique des grandes puissances sans contrôle, les organisations progressistes et leurs valeurs sont toujours anéanties, d'abord politiquement, puis physiquement.

La démocratie libérale est pleine de contradictions. Mais ce sont des contradictions contre lesquelles nous pouvons lutter de l'intérieur. La liberté de former des syndicats, les droits des femmes, les politiques sociales, la solidarité internationale – tout cela n'est pas abstrait, mais renvoie à des infrastructures matérielles qui dépendent de notre capacité à préserver le petit espace de liberté qui a été ouvert, dans nos sociétés, au prix de grands sacrifices.

SORTIR DES FILTRES IDENTITAIRES

À cet égard, il faut souligner qu'il n'existe pas de cloison étanche entre politique interne et externe quand il s'agit de banaliser la brutalité. Cela vaut pour la droite... comme pour la gauche.

Les néolibéraux qui condamnent les abus de pouvoir à l'étranger tout en promouvant, chez eux, une logique darwinienne, sont ainsi en dissonance totale. L'aggravation des inégalités et le sentiment croissant d'injustice minent la légitimité des États dits démocratiques. Cela ouvre un terrain fertile à la montée des forces fascistes et populistes, qui exploitent ces fractures en affirmant que les gouvernements sacrifient les intérêts du peuple au profit de causes présentées comme lointaines – tel le soutien à l'Ukraine.

Mais le discours de Jean-Luc Mélenchon, qui dénonce les injustices sociales et fait preuve de complaisances multiples envers les régimes autoritaires se présentant comme « anti-américains », est lui aussi dissonant. Une société qui tolère – voire encourage – le cynisme à l'international finira inévitablement par normaliser ces mêmes dynamiques dans ses rapports sociaux internes, et inversement.

L'opinion publique, elle aussi, se fragmente. Pour les uns, il y a « le génocide à Gaza » et pas « la guerre en Ukraine ». Pour les autres, c'est l'inverse. Les positions sont filtrées par des appartenances identitaires, elles-mêmes amplifiées par les algorithmes

des réseaux sociaux, qui produisent des bulles informationnelles presque imperméables. Le véritable deux poids deux mesures n'est donc pas seulement dans les institutions: il est aussi dans nos propres filtres identitaires. Ce n'est pas une fatalité, mais cela exige un effort. Celui de regarder les victimes d'agression comme des sujets à part entière, et non comme de simples occasions de marquer des points dans le jeu politique français.

Quelques mots maintenant sur les mesures concrètes qui peuvent être prises dans le contexte suisse, là où je réside. La Suisse n'est pas une île. L'instabilité dans l'UE affecte immédiatement la sécurité suisse. Une fois de plus, la Suisse semble choisir son ancien rôle: celui d'un refuge pour les criminels de guerre et leur argent.

C'est pourquoi nous devons agir:

- Contre la stratégie de la Suisse qui consiste à se cacher derrière sa «neutralité» tout en faisant commerce avec des criminels de guerre. Contre le secret bancaire et les paradis fiscaux qui font de la Suisse un paradis pour les corrompus et les criminels.
- Pour des sanctions plus sévères et des mesures diplomatiques maximales contre les États qui commettent des crimes de guerre et violent le droit international.
- Pour la confiscation des centaines de milliards d'actifs russes gelés et leur utilisation pour financer la défense de l'Ukraine et la sécurité européenne. Certains craignent que cela ne crée un dangereux précédent. Ils ont raison! La justice est toujours un dangereux précédent dans un système conçu pour protéger les riches. Mais c'est le seul précédent qui vaille la peine d'être créé.
- Pour la réexportation d'armes vers l'Ukraine et contre la vente d'armes aux dictatures et aux États qui violent le droit international.
- Contre les dépenses de plusieurs milliards pour la «défense nationale». La Suisse n'est pas menacée par l'Allemagne, la France ou l'Italie. Cet argent devrait plutôt contribuer à la sécurité collective européenne.
- Pour l'abandon des combustibles fossiles russes et l'investissement massif dans les énergies renouvelables. L'autonomie énergétique est synonyme de sécurité. Chaque franc dépensé pour le gaz russe est un franc dépensé pour la guerre de Poutine.



QUELQUES ÉLÉMENTS DE RÉFLEXION POUR UNE DÉFENSE POPULAIRE

Patrick Silberstein

Je voudrais avant de commencer, rendre hommage à notre camarade David Chickhan, artiste et militant libertaire, tué au combat il y a quelques jours sous l'uniforme ukrainien.

Je laisserai à nos camarades de Solidarity Collective le soin de parler de la résistance populaire ukrainienne, ils le feront évidemment bien mieux que moi. J'aborderai le sujet de l'atelier sous un autre angle et avec un brin de provocation, je dirai que l'intitulé de l'atelier ne me semble pas convenir à la discussion qui me semble nécessaire : « Ukraine : résistance populaire, antimilitarisme et lutte armée ».

Les deux derniers termes – *antimilitarisme* et *lutte armée* – me semblent ici nous emmener sur une fausse piste alors que nous discutons d'un sujet inhabituel pour nous ; un peu comme si nous avions peur de nous éloigner de nos « canons » de discussions traditionnels.

En effet, le sujet, c'est la *guerre* et donc l'armée, les armements, sa conduite, la défense, etc. La *guerre* non pas comme une abstraction lointaine sujette à gloses diverses sur ses malheurs, mais la *guerre* concrète, vivante, sale, mais nécessaire. La guerre d'autodéfense de l'Ukraine, bien entendu, mais aussi la guerre moderne en général.

Après des décennies d'interruption, cette discussion doit faire partie des discussions entre révolutionnaires. À moins, bien entendu, comme l'écrit Hannah Perekhova, de laisser la discussion et l'initiative à la bourgeoisie en se contentant d'annoncer les bons vieux slogans d'hier et d'avant-hier.

Avant d'entrer dans le sujet, je voudrais poser quelques questions :

- Y a-t-il un danger de guerre générale en Europe ?
- Est-ce qu'on pense sérieusement que la Russie fasciste va lancer ses chars contre l'Europe occidentale et la France française en particulier ?

Bien sûr que non. Mais en tant qu'internationalistes, nous devons aborder la question à partir des dangers de guerre que la Russie en guerre ouverte contre l'Ukraine fait peser sur les Pays baltes, la Transnistrie, la Géorgie, etc.

Enfin, pour nous, socialistes révolutionnaires et partisans de la démocratie, n'y a-t-il pas un espace démocratique européen à défendre contre le fascisme en marche. Espace qu'il faut évidemment enrichir avec un programme social et économique.



À moins de nous désintéresser de ce qui se passe au-delà de nos frontières hexagonales et de ne considérer que les intérêts français. Une position assez courue à gauche au demeurant.

Quelques mots rapides sur la question de la paix. C'est un peu violent à entendre, voire à formuler politiquement, mais en Ukraine nous ne sommes pas seulement pour la paix mais pour la défaite de l'impérialisme russe. Comme hier nous n'étions d'ailleurs pas pour la paix en Algérie ou au Vietnam mais pour la défaite de l'impérialisme français et de l'impérialisme américain.

On voit bien que dans la présente situation que ni l'antimilitarisme ni le défaitisme révolutionnaire comme mots d'ordre d'action ne sont opérationnels.

Du moins ne le sont-ils pas de *manière symétrique* et c'est là que ça se complique :

- nous sommes pour le défaitisme révolutionnaire en Russie ;
- *et en même temps* pour la « défense nationale » en Ukraine.

La guerre d'Ukraine est donc une guerre particulière, nous le savons, sinon nous ne serions pas engagés dans le soutien à la guerre d'indépendance de l'Ukraine. Pour essayer rapidement de la comprendre, revenons un peu en arrière pour éclairer la discussion :

- Sommes-nous en 1914 quand les impérialismes dominants s'affrontaient pour le partage du monde ?

C'est à ma connaissance là que s'est élaboré le « défaitisme révolutionnaire », politique où l'on se bat pour la défaite de son propre impérialisme, où on appelle à la désertion et à bien d'autres choses encore (je renvoie à la gauche zimmerwaldienne, à Jeune Résistance pendant la guerre d'Algérie ou encore à la désagrégation du corps expéditionnaire américain au Vietnam) ;

- Sommes-nous en 1939-1940 où s'affrontent à nouveau les impérialismes ? Avec en supplément l'URSS (je ne rentre pas dans la discussion sur sa nature de classe) ayant d'abord été alliée à l'impérialisme allemand (« nazi ») et ensuite à l'impérialisme anglo-saxon (« démocratique ») ?

Une guerre qui, je le rappelle, que Trotsky considérait que si elle était la *continuation* de la guerre de brigandage de 14-18, elle n'en était pas pour autant la *répétition*.

Vous excuserez par avance à un trotskiste défrôqué de citer longuement Trotsky (après tout on est au NPA), parce que ce qu'il dit alors que les troupes nazies déferlent sur l'Europe devrait résonner à nos oreilles. Non par révérence mais comme guide pour l'action et la compréhension.

Dans ses derniers textes, il appelait à la défaite de l'impérialisme allemand et enjoignait ses camarades américains à rejoindre l'armée, à soutenir la conscription, une conscription qui, disait-il, devait se faire sous la direction des syndicats. On se reportera à l'occasion à ce qui a été formulé sous le terme de « *politique militaire prolétarienne* ».

Ce qu'il disait le 7 août 1940 mérite toute notre attention. À la question : « Que doit faire un révolutionnaire mobilisable aux États-Unis aujourd'hui ? », il répond :

S'il est mobilisable, alors qu'il soit mobilisé. Je ne pense pas qu'il doive essayer de ne pas être mobilisé – il doit être avec sa génération et participer à sa vie. Le parti devrait-il essayer de conserver ses cadres en leur épargnant l'armée ? Ce serait les conserver dans un sens très mauvais. Quand la meilleure partie de la population est mobilisée, nos cadres doivent être avec eux.

Il poursuit :

Il n'existe qu'une façon d'éviter la guerre, c'est de renverser cette société. Cependant, si nous sommes trop faibles pour cette tâche, la guerre est inévitable et si elle est « inévitable », ayons donc un programme des ouvriers organisés pour la guerre. La mobilisation des jeunes fait partie de la guerre et entre dans notre programme.

Je continue :

C'est pourquoi nous devons essayer de séparer les ouvriers [des éléments bourgeois] par un programme d'éducation, d'écoles pour ouvriers, d'officiers ouvriers, consacré au bien-être dans l'armée etc.

Nous ne pouvons pas échapper à la militarisation, mais, à l'intérieur de l'appareil, nous pouvons observer la ligne de classe.

Et enfin, il nous parle comme s'il était dans la pièce :

Les ouvriers américains ne veulent pas être soumis par Hitler, et, à ceux qui disent « Ayons un programme de paix », l'ouvrier répondra « Mais Hitler n'a pas un programme de paix. » C'est pourquoi nous disons : « Nous défendrons les États-Unis avec une armée ouvrière, avec des officiers ouvriers, avec un gouvernement ouvrier, etc. » Si



nous ne sommes pas des pacifistes, qui attendons un avenir meilleur, et si nous sommes des révolutionnaires actifs, notre travail est de pénétrer dans tout l'appareil militaire.

Il est inutile de faire un dessin pour voir que c'est exactement l'orientation pratique que les Ukrainiens et les Ukrainiennes mettent en pratique: les organisations syndicales, les organisations féministes, Sotsilalny Rukh, les organisations anarchistes, etc.

On pourrait d'ailleurs multiplier les exemples historiques (à étudier) où des organisations de gauche ont mis en avant un programme militaire « alternatif » ou ne serait-ce que complémentaire; par exemple en Espagne en 1936 ou en Grande-Bretagne en 1940-1944. Un peu de pub: revisiter ces expériences c'est, entre autres ce que voudrait faire le bulletin *« Lignes de Mire. Critique des systèmes militaires »*

La politique révolutionnaire, située évidemment dans un cadre stratégique et programmatique donné, est une suite de situation particulière, ce qui au passage éclaire pourquoi les sectes bégayaient en croyant lire les textes sacrés.

En Ukraine, nous le savons, il y a deux adversaires à combattre de manière concomitante, mais évidemment pas de la même manière: l'impérialisme russe et le néolibéralisme capitaliste de l'État ukrainien. Avec une particularité: la politique sociale et économique du gouvernement ukrainien affaiblit *de fait* la résistance populaire et militaire. Il n'en reste pas moins qu'on peut donc à la fois soutenir la conduite de la guerre d'un gouvernement – avec des critiques – et combattre avec virulence la politique de ce même gouvernement. (C'est d'ailleurs ce qui s'est fait pendant le mouvement des pancartes en juillet dernier.)

Mon propos étant centré sur le premier aspect, on peut en conclure que nous sommes dans une guerre de « défense nationale » (évidemment pas au sens où nous l'entendons habituellement en France – je vais sans aucun doute être qualifié (c'est déjà fait) de « flanc gauche de l'impérialisme » par certains). On pourrait pour éviter les interprétations délictueuses la qualifier de guerre de « libération nationale préventive ».

Cette guerre a aussi pour nous quelques particularités: l'Ukraine a des alliés indispensables que nous n'avons pas choisis et que nous ne portons pas spécialement dans notre cœur: les pays membres de l'OTAN et l'OTAN elle-même.

Je ferai ici une parenthèse perfide mais qui n'est pas sans fondement: en 1941-1945, la grande Union soviétique – si prisée par les ex-staliniens et les campistes de tous poils – était largement équipée par les Américains. Chut, chut, chère Charlotte, faisons comme si on ne le savait pas...

Rappelons-nous également que nous réclamions également de Léon Blum que la France livre des armes à l'Espagne où la Deuxième Guerre mondiale avait commencé. Sans oublier les armes américaines envoyées au Rojava. Sans oublier les armes soviétiques et chinoises au Vietnam (dont nous critiquions l'insuffisance) sans pour autant apporter le moindre soutien aux régimes des pays du stalinisme réellement existant.

Autre particularité, développée par nos camarades d'Ukraine dans leurs interventions, c'est une guerre où ils et elles ont choisi non pas de désertir ou de faire de la propagande, mais de *porter l'uniforme ukrainien*. Et, j'insiste là-dessus, ils n'ont pas été mobilisés ou requis mais se sont portés *volontaires*. Pour les mêmes raisons que Trotsky édictait en 1940.

On voit bien, je le redis, que dans le cas qui nous intéresse: ni l'antimilitarisme (même s'il faut bien entendu critiquer certains aspects de la militarisation) ni le défaitisme révolutionnaire (sauf en Russie) ne nous sont d'une quelconque utilité.

Il nous faut donc traiter de la guerre, du système militaire, des relations entre les armées et la société, de la démocratie aux armées, etc. Ce sont des objets politiques qui exigent des réponses (ou du moins des questionnements) qui ne soient pas des slogans a-historiques rabâchés, mais des questionnements qui peuvent parler aux masses – pour le dire comme ça – et qui opposent à la fois des alternatives aux politiques bourgeoises et qui prennent en compte la réalité de la guerre en Ukraine et des dangers de son extension.

L'invasion de l'Ukraine et la mobilisation populaire qu'elle a entraînée sont venues nous rappeler que ni la guerre ni les questions militaires, ni les armements ni l'organisation des armées ne peuvent être politiquement abandonnées.

C'est pourtant ce que nous avons fait depuis plus de trente ans quand la conscription a été abolie et avec elle la pénétration (même faible) du mouvement social au sein de la Grande muette (je renvoie entre autres au mouvement des soldats européens des années 1970).

Nous avons aussi accepté que l'impôt du sang ne soit désormais payé exclusivement par les couches les plus paupérisées de la société.

Plus grave sans doute, nous avons tacitement accepté par notre silence ou nos déclarations abstraites que ne soient pas discutées sur le fond, les missions, la stratégie, les systèmes d'armement, l'organisation des armées, etc.

Ce faisant, nous avons abandonné l'idée qu'il fallait opposer au programme militaire et militariste bourgeois un *programme de défense populaire* – avec ses difficultés, ses contradictions. Je note au passage que le réformisme se contente de critiquer, pour l'essentiel, uniquement les aspects budgétaires de la politique militaire.

Pourtant, le relatif retrait américain qui bouleverse tant les alliés européens devrait être l'occasion de d'opposer et de mettre en avant un « programme » de défense populaire, ce que d'ailleurs commencent à discuter nos amis de la gauche scandinave.

Peut-on d'ailleurs se contenter de réclamer la nationalisation des industries d'armement sans intervenir sur le contenu et l'usage de leurs fabrications ? Notamment la production d'armes en quantité et en nature suffisantes pour armer l'Ukraine... et désarmer les dictatures ?

Peut-on oublier ce qu'Engels écrivait à propos de la dialectique de la torpille et du cuirassé que le drone et quelques autres matériels ont remis à l'honneur ? C'est en partie cette dialectique qui a permis aux forces armées ukrainiennes de repousser les colonnes de chars lourds russes grâce notamment à une organisation ad hoc et à Sainte Javelin.

Peut-on oublier encore que l'essentiel des officiers supérieurs est issu des milieux réactionnaires et que ce milieu est souvent en retard sur les évolutions de la société et des technologies. Et qu'il est nécessaire de mener la bataille idéologique et politique.

Petit rappel pour illustrer le caractère souvent arriéré des états-majors : l'armée française de 1914 est montée au front en pantalon rouge et ne disposait que de très peu de véhicules à moteur (l'automobile avait alors 25 ans d'âge). Plus d'un siècle plus tard, elle n'a que très récemment créée une école de formation de conducteurs de drones...

Enfin, et ce sera ma conclusion, il reste en effet toujours un problème pour les tenants du capital et que Bertolt Brecht énonçait en son temps :

Mon général, votre tank est puissant
Mais il a un défaut
Il a besoin d'un conducteur.
Mais il a un défaut
Il sait penser.
Mon général, puissant est votre bombardier, Mais
il a un défaut :
Il lui faut un mécanicien.
Mais il a un défaut
Il sait penser.

De nos jours, avec la montée des dangers de guerre et des extrêmes droites, ce qu'on attend de nous, internationalistes, révolutionnaires et auto-gestionnaires, c'est d'être capable de traduire ces vers – et bien d'autres – en une politique.

Ce n'est pas simple mais ne pas le faire serait une erreur.

Nos amis scandinaves de la gauche verte, nos amis belges de la 4^e Internationale ont déjà commencé à esquisser des problématiques. Nous serions bien inspirés d'en faire autant, avec eux évidemment, et tous ensemble.

Je terminerai par une dernière citation d'Engels. Elle n'est pas à prendre au pied de la lettre mais elle est utile pour réfléchir :

La concurrence des divers États entre eux les oblige [...] à prendre de plus en plus au sérieux le service militaire obligatoire et, en fin de compte, à familiariser le peuple tout entier avec le maniement des armes donc à le rendre capable de faire à un moment donné triompher sa volonté. [...] Et ce moment vient dès que la masse du peuple [...] a une volonté. À ce point, l'armée dynastique se convertit en armée populaire ; la machine refuse le service, le militarisme périclète de la dialectique de son propre développement.

REARM EUROPE ET LA DÉFENSE EUROPÉENNE OTANIENNE

Bernard Dréano, Claude Serfati et Catherine Samary

L'ENSU invite à contribuer à ce débat critique, qui sera publié dans cette section de notre site web. Les contributions sont limitées à 1500 mots et peuvent être rédigées en anglais, en ukrainien, en français ou en espagnol, et doivent inclure le nom et l'adresse électronique de l'auteur¹.

I. PRÉSENTATION DE LA RÉUNION²

Nous sommes tous les trois membres du RESU, mais aussi de la Fondation Copernic dans laquelle notre réflexion s'inscrit: nous sommes en effet impliqués dans la préparation, avec d'autres camarades, d'une publication Copernic discutant de la « sécurité » européenne d'un point de vue altermondialiste. Nous souhaitons aujourd'hui présenter cette réflexion en cours dans le cadre du RESU en sachant qu'il n'y a aucun « consensus » RESU sur ces enjeux majeurs – caractérisation de l'Union Européenne (UE) et de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et de leurs contradictions/crises notamment dans le contexte ouvert par l'invasion russe de l'Ukraine puis l'arrivée au pouvoir de Trump. Nous savons également qu'au-delà du RESU de profonds désaccords divisent les gauches altermondialistes qui ont un grand besoin et retard de débats sur les enjeux soulevés ici.

Il ne s'agit évidemment pas ici de nous ériger en porteurs de « vérité indiscutable », ni d'une vision uniforme partagée et finalisée. Ces présentations et ce débat sont pour nous une « étape » dans un « processus » d'analyses et discussions nécessaires avec légitimes désaccords ou questionnements, au-delà de ce qui est notre plateforme consensuelle (en défense du droit de résistance armée et non armée du peuple ukrainien face à l'agression impériale russe) – et de nos liens par en bas avec la gauche ukrainienne luttant sur plusieurs fronts.

La discussion sera introduite par deux présentations. Tout d'abord, celle de Claude Serfati analysant [RearmEurope](#). Claude, membre du RESU, est un chercheur spécialiste de la « militarisation du monde » sur laquelle il a écrit de nombreux ouvrages et articles (notamment présentés ou publiés dans la revue [Les Possibles](#) du conseil scientifique d'Attac). Après lui Bernard Dréano questionnera les enjeux de « défense

Les trois auteurs sont membres de la Fondation Copernic.
<https://ukraine-solidarity.eu/manifestomembers/get-involved/news-and-analysis/news-and-analyses/dbat-quelle-scurit-collective-europeenne-contre-tous-les-menaces-imperialistes>

1. Les textes datent d'avant le sommet de l'OTAN des 24-25 juin.

2. Catherine Samary est membre du RESU.



collective européenne» associés à l'OTAN. Bernard, également membre du RESU est, de longue date, animateur et président de plusieurs réseaux internationaux anticolonialistes comme le Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (CEDETIM).

NB1. Une troisième intervention était prévue pour cette réunion, celle d'Adam Novak, impliqué lui aussi dans le RESU depuis sa création (notamment en lien avec l'Europe de l'Est) concernant la rencontre européenne [Stop RearmEurope](#) à laquelle il a assisté et dont il a publié un compte rendu dans [Europe solidaires sans frontières](#). Mais Adam s'est excusé de ne pouvoir venir le 22 mai. Vu le manque global de temps, l'importance de la discussion critique envers les mobilisations pacifistes en cours, et l'absence d'Adam, ce point n'a pas été traité, le renvoyant à un débat *ad hoc* du RESU.

NB2. La discussion a donc porté sur les deux introductions – sans avoir le temps pour permettre à Claude et à Bernard d'intervenir en conclusion et dialogue avec les questions soulevées. Les deux intervenants ont donc mis par écrit leurs présentations en y intégrant ici ce qu'ils auraient voulu exprimer en fin de réunion, en fonction de la discussion. C'est pourquoi il s'agit de présentations « actualisées ».

NB3. La discussion avec le groupe de coordination RESU après la réunion a souligné que l'enregistrement automatique des présentations et du débat étant inexploitable, la mutualisation et poursuite des débats de cette réunion se ferait :

- a) Par la présentation synthétique de la réunion par Bernard, Claude et Catherine, avec rédaction des introductions : d'où ce texte ;
- b) Un résumé des interventions par le coordinateur intérimaire du RESU (Szymon Martys) et/ou pour ceux et celles qui le souhaitent, la rédaction de leurs interventions, avec publication sur ce site. Mais, comme cela fut dit dans la discussion, nous sommes toutes d'accord que les priorités du RESU vont aux campagnes concrètes.

II. PRÉSENTATION ACTUALISÉE DE REARM EUROPE³

La défense constitue le noyau fondateur des États, plus encore sur le continent fondateur des États-nations.

Comprendre vers où l'accélération du militarisme européen conduit nécessite un bref rappel de mon analyse de l'UE en tant qu'institution composite *sui generis*. Elle est le produit de trois forces parfois convergentes, parfois conflictuelles :

- la dynamique d'internationalisation des capitaux basés dans les pays de l'UE mais pour partie intégrée au sein de la zone transatlantique
- le rôle central des grands États européens
- la constitution d'une bureaucratie para-étatique (Commission européenne, Banque centrale européenne, Cour de Justice de l'UE) qui comme toute bureaucratie a développé ses propres mécanismes d'auto-expansion fondés (pour la Commission) sur un triple rôle : nivellement du « terrain de jeu » entre les capitaux nationaux rivaux, défense des intérêts de l'UE contre les pays rivaux, et surtout, coordination des politiques anti-salariales.

À la lecture de ces forces complémentaires mais également rivales, il est aisé de comprendre que l'UE est « en crise » en permanence, mais les forces d'intégration en place depuis sept décennies maintiennent des intérêts communs, sans pour autant aller vers le fédéralisme. La défense commune n'est donc évidemment pas à l'ordre du jour.

Les objectifs du plan Réarmer l'Europe : la militarisation a commencé avant 2022

C'est une erreur de penser que la militarisation est *seulement* une réponse à l'agression impérialiste de la Russie. Entre 2014 et 2024, + 79 % d'augmentation des dépenses militaires en euros constants (données de l'Agence européenne de défense, AED). Les *forces endogènes* à l'UE qui poussent à sa militarisation sont puissantes.

Les effectifs de l'industrie aéronautique et de défense européenne (Grande-Bretagne incluse) sont passés de moins de 800 000 salariés en 2012 à plus d'un million en 2023. Son chiffre d'affaires est passé de 200 à 290 milliards d'euros au cours de la même période dont plus de la moitié est réalisée par la défense (source : EDA 2024).

De plus, plusieurs pays membres ont un poids important dans les dépenses militaires et les exportations mondiales d'armement.

Réarmer l'Europe : trois grands axes

Le plan *Rearm Europe/Readiness for 2030* annoncé par la Commission en avril prévoit un financement des budgets de défense à hauteur de 800 milliards

3. Claude Serfati est membre du RESU et auteur d'*Un monde en guerres*, Paris, Textuel, 2024.

d'euros, soit environ 4 % du PIB de l'UE (PIB 2024 : \$19,4 trillions). Il contient trois mesures principales :

a) Un nouvel instrument financier ([Security Action for Europe, Safe](#)), inspiré de celui créé en 2020 pour faire face à l'arrivée du Covid-19. Il prévoit des prêts d'un montant total de 150 milliards d'euros soit 20 % du total à des conditions préférentielles afin de permettre aux États de renforcer leurs capacités militaires et de collaborer dans les programmes d'armement dans les systèmes de défense antimissile, d'artillerie, de drones, etc. Les États membres doivent s'engager à acheter des systèmes d'armes dont au moins 65 % des composants viennent d'Europe, y compris d'Ukraine.

b) La Commission encourage les États membres à augmenter les financements publics de la défense en levant la clause qui limite les déficits budgétaires à 3 % (*national escape clause*). Cette estimation fondée sur l'hypothèse que les États augmenteront leurs dépenses militaires d'un montant équivalent à 1,5 % de leur PIB (par exemple pour la France, passer de 2 % à 3,5 % de dépenses militaires/PIB)

c) La Commission recommande à la Banque européenne d'investissement (BEI) d'assouplir considérablement les conditions de prêts aux entreprises d'armement, ce qui signifie en pratique de cesser de placer les armes dans la catégorie des produits nuisibles. Les banques pourront donc désormais prêter aux « marchands de canons » et invoquer en même temps le « développement soutenable ». La BEI a élargi son soutien financier aux biens de sécurité et à usage dual à hauteur de 8 milliards d'euros pour 2021-2027.

Résumé des critiques du Plan Réarmer l'Europe

- 1). forte augmentation des dépenses militaires ;
- 2) qui sera financée par les États-nations ;
- 3) elle limitera modérément la fragmentation nationale ;
- 4) elle enrichit déjà considérablement les grands groupes donneurs d'ordre et fait émerger des start-up sur les armes fondées sur l'IA (Helsing, Mistral) avec un engouement du capital-risque (*venture capital*) ;
- 5) elle renforcera plutôt que diminuera la présence des groupes états-unis de la défense.

En résumé, la Commission n'oriente pas ses propositions dans la direction d'une aide massive à l'Ukraine.

Quelques-uns de ces points sont développés dans la suite de ce texte.

La fragmentation nationale persiste

Les rapports [Draghi](#), [Letta](#) et [Niinistö](#) soulignent l'urgence d'une intégration industrielle des productions d'armes et d'autres rapports demandent d'aller plus avant dans la définition d'une politique communautaire de défense et de sécurité. De nombreux rapports demandés par la Commission (et le Parlement) chiffrent en dizaines de milliards d'euros « le coût de la non-Europe de la défense », etc. Or, rien de tout cela dans *Rearm l'Europe*.

1) Pas d'élaboration commune des besoins.

2) Pas d'obligation de commandes intergouvernementales communes : « Ces crédits *pourront* soutenir des commandes (*procurement*) communes de produits de défense, y compris des capacités industrielles et la préparation d'infrastructures » (Commission, mes italiques). La Commission se contente dire : « *pourront* ».

La Commission rappelle que « les États membres maintiendront toujours la responsabilité sur leurs propres troupes, de la doctrine à leur déploiement, ainsi qu'en ce qui concerne la définition de leurs besoins en forces armées ». Ce constat, en phase d'ailleurs avec la part réduite du financement communautaire (150 milliards financés par la Commission sur 800 milliards d'euros) fixe le cap de la militarisation : il incombe aux États membres de renforcer leur militarisation.

De même, ce nouvel instrument (SAFE) fournit des crédits aux États membres afin de renforcer l'industrie de défense de l'Europe. Ces prêts n'ont pas pour objectif de mettre en œuvre une politique d'étrangère et de sécurité commune.

Les stratégies nationales dominent et la polarisation autour des grands pays européens va augmenter

Chaque grand État membre poursuit son propre agenda. Quelques exemples :

- Allemagne : « Le gouvernement allemand fournira toutes les ressources nécessaires à la Bundeswehr afin qu'elle devienne l'armée conventionnelle la plus puissante d'Europe » (Friedrich Merz, 14 mai 2025).
- Les ministres de la défense de l'Allemagne et du Royaume-Uni signent le 23 octobre 2024 le [Trinity House Agreement](#).



■ La France et la Pologne signent un accord stratégique le 9 mai 2025 dont les limites sont déjà soulignées par les commentateurs.

La démarche est donc de poursuivre une politique de défense « à la carte » comme le Traité européen l'a prévu avec les PESCO (coopération structurée permanente) « pour les pays qui veulent aller de l'avant » (the *Coalition of the Willing*)

La concurrence dans la production d'armes continue

Les programmes coopératifs européens ne représentent qu'une petite part de la production d'armes (source : AED). L'objectif est d'arriver à 40 % en 2030 et elle est très très faible dans la Recherche & Technologie (6 %).

Les programmes bilatéraux concurrentiels européens existent dans l'« avion du futur » (France-Allemagne-Espagne vs Royaume-Uni-Italie-Japon) et des désaccords entre la France et l'Allemagne dans le partage industriel et les règles d'exportation.

Les dividendes de la guerre

Les résultats tangibles sont l'euphorie boursière. Au cours des cinq dernières années, l'indice boursier composé des dix grandes entreprises de l'aéronautique et de la défense européennes (Airbus, trois britanniques, deux françaises, deux allemandes, une italienne et une suédoise) a augmenté de 281 % contre « seulement » 66 % pour l'ensemble des grands groupes cotés en Europe (source, Stoxx)

L'engouement est également très fort sur le marché du capital-risque qui finance les start-up. Les start-up de défense, en particulier allemandes, attirent les investisseurs financiers, qui sont principalement étatsuniens (63 % des financements).

L'exigence du contrôle social des entreprises d'armement est une revendication qui peut être entendue : les armes ne sont pas une marchandise, les guerres ne doivent pas être un business. « Je ne veux pas prendre le risque que l'argent des contribuables serve finalement à alimenter des subventions pour les profits des entreprises », a dit Tobias Cremer, membre allemand du Parlement européen avec les socialistes et les démocrates et dans le sous-comité sur la défense et les affaires étrangères du Parlement.

Il est temps de passer aux actes : « Le facteur transatlantique » et le rôle décisif du Royaume-Uni

La présidente de la Commission Ursula von der Leyen a déclaré : « Le nouveau partenariat de défense passé avec la Grande-Bretagne dynamisera la coopération, il couvre les domaines de l'industrie,

de la mobilité, du maintien de la paix, de la gestion des crises, ainsi que la défense contre les menaces hybrides [...] et ceci n'est que le premier pas vers la participation du Royaume-Uni dans le programme d'investissement dans la défense. » L'industrie britannique pourrait donc être éligible aux projets communautaires.

La militarisation procède sous domination étatsunienne. C'est vrai sous l'angle de l'interopérabilité des systèmes d'armes (cf. texte de Bernard Dréano), c'est vrai sur le plan industriel. Une part dominante des importations d'armes vient des États-Unis.

Dans le contexte des tensions avec Trump, l'accord UE-Royaume-Uni (RU) prend toute son importance.

Le RU, par sa position historique, joue un rôle charnière dans le maintien de l'alliance transatlantique. Ceci va entraîner un déplacement du centre de gravité de la politique de défense de l'UE qui devra y associer le RU, et surtout l'annonce de nouvelles tensions entre États membres, les plus pro-États-Unis cherchant à renforcer la place du RU dans *Rearm Europe* et les programmes coopératifs de défense (donc débats sur les critères d'éligibilité, le niveau du contenu européen – *EU content* – pour bénéficier des fonds européens, etc.)

Le plan RearmEurope n'est pas conçu pour aider l'Ukraine

Quelques arguments :

1) Le refus de renforcement de la coopération industrielle pour produire à destination de l'Ukraine signifie que cette aide est une simple juxtaposition de productions nationales. Résultat : perte d'efficacité. Voir l'*Act in Support of Ammunition Production* (ASAP). Ainsi, l'objectif lancé en juin 2023 de livrer un million d'obus à l'Ukraine (en mars 2024 n'a été atteint qu'avec un retard significatif (en novembre 2024). Les réticences à renouveler ce programme semblent assez fortes.

2) La France et l'Italie se sont opposées à la proposition de la Commissaire Kaja Kallas que le programme d'aide à l'Ukraine de 40 milliards d'euros – dont 5 milliards pour les munitions – soit pondéré en proportion du PIB des États membres. En effet, aujourd'hui l'aide à l'Ukraine est inversement proportionnelle au montant du PIB (les grands pays aident proportionnellement moins que les « petits pays », [Kiel Institute](#)).

3) Les pays privilégient la poursuite de leurs ventes d'armes (aux régimes du Moyen-Orient et de l'Inde pour la France, Israël pour l'Allemagne, etc.). Les livraisons d'armes de la France à l'Ukraine représentent à peine 20 % de ses exportations.

4) Le Kiel Institute estime [dans une étude consacrée aux conséquences de l'élection de Donald Trump](#), que «l'Europe pourrait remplacer la plupart des équipements fournis par les États-Unis». Cela signifierait pour l'Allemagne passer de 6 à au moins 9 milliards d'euros, le Royaume-Uni de 5 à 6,5 milliards d'euros, la France de 1,5 à 6 milliards d'euros, l'Italie de 0,8 à 4 milliards d'euros et l'Espagne (de 0,5 à 3 milliards d'euros. Ceci pourrait être réalisé par une réorientation de certaines dépenses militaires de ces pays afin de produire des armes dont l'Ukraine a besoin. Mais ceci, le Kiel Institute *ne le dit pas*.

5) Cette aide à l'Ukraine pourrait s'inspirer du « modèle danois » qui consiste en pratique à financer directement la production d'armes par l'industrie ukrainienne elle-même. Le Commissaire à la défense Kubilius souhaite que les pays européens utilisent le mécanisme SAFE de Réarmer l'Europe (ci-dessus) pour doubler l'aide à l'Ukraine (80 milliards d'euros au lieu de 40 milliards) en « investissant dans la production domestique (ukrainienne) ». Problème : cela signifierait pour les grands pays militarisés (Allemagne, France, Italie, RU) accepter de voir une industrie d'armement concurrente émerger. L'industrie ukrainienne vient de montrer ses capacités et sa créativité (Operation *Spiderweb* de destruction de bombardiers et d'avions de combat russes). Airbus, BAE Systems, Dassault, Leonardo, peuvent-ils accepter ces concurrents ukrainiens ?

Conclusion

- 1) Ôter des mains des grands groupes financiarisés européens de la défense la production d'armes est une urgence.
- 2) Il faut dénoncer le plan *Rearm Europe* qui utilise l'invasion russe pour engraisser les systèmes militaro-industriels.
- 3) Pas d'armes pour les dictatures, des armes pour l'Ukraine.

III. UNE SÉCURITÉ COLLECTIVE EUROPÉENNE ? QUESTIONS SUR LA DÉFENSE EUROPÉENNE ET L'OTAN⁴

Un point de méthode

Les *points de vue* peuvent différer entre nous au sein du ENSU-RESU, selon nos perceptions des urgences et des menaces, les expériences historiques et les situations politiques dans chacun de nos pays, à propos de ce qu'est ou pourrait être une politique de défense et une sécurité collective en Europe. Tous ceux et celles qui contribuent à notre Réseau soutiennent la résistance armée et non-armée du peuple ukrainien peuvent avoir des sensibilités diverses, et même peut être sur certains points particulier des différences.

L'OTAN réellement existante

L'OTAN est supposée être l'outil militaire de l'Alliance Atlantique euro-américaine, conçue pendant la période de la guerre froide, dont les bases politiques n'ont jamais été réactualisées et dont l'unité idéologique est en question. Surtout cette Alliance n'est pas une alliance entre égaux, mais entérine une prééminence des États-Unis d'Amérique, y compris dans le système organisationnel de l'OTAN, tandis que les décisions stratégiques ne sont pas prises après concertation de tous les alliés. L'OTAN est chargée d'en assurer certaines applications concrètes.

En réalité l'OTAN est une agence fonctionnelle, productrice de normes et de méthodes. Elle assure l'interopérabilité des armées des pays membres, interopérabilité aussi avec celles de très nombreux pays non-membres, en Europe, en Asie, au Moyen-Orient... Cette fonction d'agence favorise la fourniture d'équipements états-uniens pour les armées concernées.

L'OTAN est perçue par la majorité des États membres et souvent de leurs opinions publiques comme une « police d'assurance », l'article 5 de sa charte prévoyant que les membres sont solidaires les uns des autres. La garantie d'un « parapluie nucléaire » n'est qu'implicite et ne figure pas dans le contrat.

Pratiquement l'OTAN en tant que telle n'est jamais intervenue dans les conflits armés durant la guerre

4. Bernard Dréano est membre du RESU et du Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (CEDE-TIM).



froide (mais « l'agence OTAN » a pu jouer un rôle technique). La première intervention militaire sous drapeau OTAN a eu lieu en Bosnie-Herzégovine sous mandat de l'ONU en 1992 suivie par l'intervention dans la guerre du Kosovo sans mandat de l'ONU en 1999. La plus longue, pendant vingt ans (2001-2021) en Afghanistan, l'OTAN étant alors agence sous-traitante sous la domination des États-Unis (opération *Enduring Freedom*). Pourtant, après le désastre final, les autorités de l'OTAN se sont « félicitées » d'une campagne dont les fondements et modalités n'ont jamais été discutés sérieusement dans les États membres.

Aujourd'hui face à la guerre d'agression russe en Ukraine, ce n'est pas l'OTAN qui décide, se limitant à son rôle d'agence animatrice du « [groupe de Ramstein](#) » des pays fournisseurs d'armes à l'Ukraine.

Il n'y a pas de « pilier européen » de l'OTAN et le commandement suprême européen est assuré par un américain. L'OTAN a changé le nom de son « commandement intégré » pour faciliter la réintégration en son sein de la France en 2009 (quoiqu'en réalité elle ne l'avait jamais quitté), devenant « commandement opération » et laissant aux Français un « commandement transformation » qui ne commande rien. La même année 2009 les États-Unis ont institué un *nuclear sharing*, officialisant la présence d'armes nucléaires américaines dans cinq pays membres (Belgique, Pays-Bas, Allemagne, Italie, Turquie), très théoriquement associés à une décision d'emploi. L'achat d'avions Lockheed-Martin F-35 faisant partie des clauses non écrites du contrat. Enfin le Conseil OTAN-Russie a bien fonctionné de 2002 à 2008, et n'a été supprimé qu'en 2014.

L'Union européenne

La question est développée par ailleurs. Retenons simplement que la Communauté (puis Union) européenne est fondée en écartant explicitement l'aspect de sécurité militaire (implicitement réservé à l'OTAN), mais en 1992 est établie une « politique étrangère et de sécurité commune », en 2007 une « politique de sécurité et de défense commune » (inclue dans la précédente), en 2016 une « coopération structurée permanente » et enfin en 2025 la programme *Rearm Europe* (rebaptisé d'ailleurs *Readiness 2030*).

Ajoutons que l'article 42 du traité de Lisbonne de 2007 prévoit aussi la solidarité des États membres en cas d'agression contre l'un d'eux.

Sur quoi fonder une sécurité commune et une défense ?

Les mouvements progressistes en Europe ont généralement évité de se poser sérieusement les questions de sécurité et de défense commune.

La plupart des courants sociaux-démocrates, (mais pas qu'eux) ont accepté la posture atlantiste et l'OTAN comme « garantie », quelques-uns se contentant de déplorer l'absence d'un pilier européen de l'OTAN.

Les gauches radicales et écosocialistes ont d'une part dénoncé (avec plus ou moins de cohérence ou pas de cohérence du tout et très peu d'efficacité) les actions militaires impérialistes auxquelles participaient des armées européennes, et d'autre part généralement dénoncé l'OTAN et la militarisation de l'Union européenne.

Tout cela est resté très abstrait, et non sans dérives (refus de soutenir la résistance du peuple ukrainien contre l'impérialisme russe pour certains, refus ou incapacité d'intervenir pour faire cesser la guerre génocidaire israélienne en Palestine pour d'autres...)

Il est nécessaire de s'emparer des questions de défense et de sécurité avec des actions à court terme, et des propositions à long terme.

Au début du 21^e siècle personne ne savait plus sur quel consensus géostratégique et politique de sécurité était fondée l'Alliance atlantique. Les divergences en matière de priorités ou de programmations étaient évidentes, entre les États-Unis et certains Européens, entre les États européens eux-mêmes, et l'OTAN plus que jamais réduite à un instrument des politiques définies d'abord à Washington (cf. Afghanistan). La guerre d'agression de Poutine a eu pour effet de brusquement « réanimer » l'OTAN, deux pays neutres, la Suède et la Finlande, ont rallié l'Alliance et intégré l'organisation. Le second mandat de Donald Trump a signifié l'approfondissement des contradictions entre Américains et Européens jusqu'au bord de la rupture, sans pour autant que soient encore définies clairement des alternatives dans ou hors de l'OTAN (coalitions de volontaires, nouvelles formes de communauté de défense ?...). Quel que soit le futur de la structure OTAN dans un système de sécurité collective (réformée ou supprimée ?) on peut s'interroger sur le fait que depuis des années, presque personne dans les gauches (européennes et nord-américaines) n'a demandé ou ne demande des comptes sur l'activité de l'organisation, dans les instances parlementaires



nationales, à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, sur ce qui est dit au Conseil de l'Atlantique Nord ?

Avant même de savoir comment défendre, avec quels moyens militaires et civils, faut-il d'abord s'interroger sur ce que l'on veut défendre et si les moyens politiques ou matériels mis en œuvre sont cohérents avec cette volonté et susceptible de préserver une paix durable.

Les bases existent

Dans les États européens (tous sauf la Russie et la Biélorussie), la Convention européenne des droits de l'homme a force de loi, et tous sont censés accepter les jugements de la Cour européenne des droits de l'homme. Très significativement certains partis de droite et l'extrême droite européenne attaquent cette institution et la convention.

À la fin de la guerre froide, les Européens et les Nord-Américains ont créé une organisation spécialisée pour assurer la sécurité commune, l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), mais dont malheureusement la mise en œuvre a été entravée par ceux-là mêmes qui l'avaient fondé (pas seulement les Russes). Le projet reste à revitaliser.

La plupart des États européens souscrivent non seulement et par définition à la Charte des Nations Unies, mais aussi à un corpus de lois et traités concernant la sécurité, le droit international et notamment le droit humanitaire, le contrôle des armements, comme le traité de l'ONU sur le commerce des armes (TCA) de 2014 ou la [directive européenne](#) de 2008 sur le même sujet.

De tels textes ne sont pas contradictoires avec des politiques de défenses, y compris dans leurs dimensions proprement militaires, ils constituent la base commune de ce qu'il faut défendre et doivent orienter l'organisation et la mise en œuvre des moyens de défense.

IV. REMARQUES CONCLUSIVES («ACTUALISÉES») DE LA RÉUNION⁵

Un positionnement se dégage des introductions et du débat, du point de vue RESU :

- a) L'exigence de transparence sur les choix et politiques menées au nom de la « sécurité collective »
- b) Une critique des forces politiques dominantes *qui combinent leur soutien au militarisme avec des attaques contre les droits sociaux et les services,*

tant dans leur discours que dans leurs politiques budgétaires.

c) Mais aussi *une critique du pacifisme abstrait non solidaire de la résistance ukrainienne face à l'agression russe, voire faisant des aides apportées à l'Ukraine la cause de la guerre.* Pour nous, comme pour nos camarades ukrainien·nes, « De l'Ukraine à la Palestine, l'occupation est un crime ».

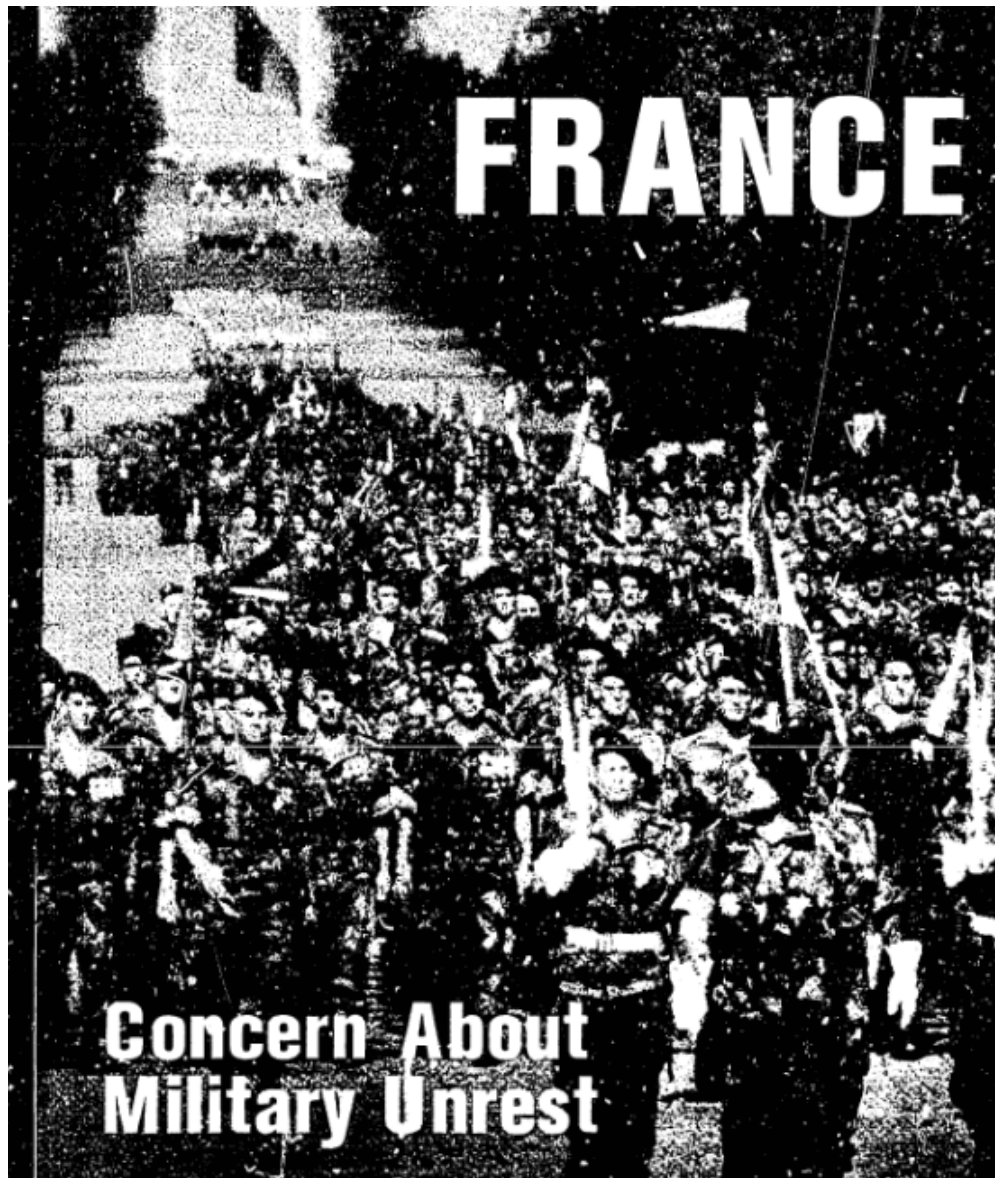
Donc globalement *émerge l'exigence de contrôle public, démocratique, des productions et des budgets* avec analyse concrète des conflits et guerres : dans chaque pays et à l'échelle européenne : quelle production d'armes, par qui, pour qui, pour quelles finalités ? La « politisation » du débat sur les armes et la « sécurité » dans une optique solidaire « par en bas » avec les résistances populaires aux agressions implique la socialisation des industries d'armement. Le contrôle des choix est lui-même associé aux liens par en bas (politiques, syndicaux, féministes, écolos...) avec les associations de résistance aux politiques néocoloniales.

Contre l'utilisation abusive de la notion d'« économie de guerre » (cf. Macron) soutenant les profits et exportations des industries d'armement vers des forces réactionnaires : il est possible d'un point de vue européen altermondialiste de s'opposer à la militarisation des budgets et des esprits et d'exiger une aide concrète à la résistance ukrainienne et à sa nécessaire « économie de guerre » (comme le font les Danois) en fonction de besoins spécifiés. Cf. les conclusions de l'intervention de Claude Serfati : des armes pour l'Ukraine, pas pour Israël...

Dans cette même logique de contrôle et politisation du débat sur « quelle sécurité européenne » sur la base de droits (cf. Bernard Dréano), il est possible de s'opposer aux pseudo-choix imposés entre « sécurité » militaire (droit de résister les armes à la main contre une agression) et défense des droits sociaux. C'est l'orientation défendue par nos camarades en Ukraine, luttant sur plusieurs fronts et soulignant que consolider la résistance populaire face à l'agression russe, c'est renforcer les droits et services sociaux et non pas les attaquer comme c'est fait sur la base d'une logique néolibérale – de Zelensky à Trump en passant par l'UE.

UN RAPPORT DE LA CIA SUR LA CRISE DE L'ARMÉE FRANÇAISE DANS LES ANNÉES 1970

À TÉLÉCHARGER (en cliquant sur l'image)



Inquiétudes face aux troubles dans l'armée.



LIGNES DE MIRE ORDRE DU JOUR DU N° 1

Lignes de mire

Une méthode pour penser, *Anti-Dürhing*

Friedrich Engels

Aux armes citoyens/Valmy 2.0

Patrick Le Tréhondat et Patrick Silberstein

L'isolationnisme de gauche : le chemin vers l'insignifiance politique dans le débat sur la défense européenne

Hanna Perekhoda

Danemark : la gauche face à la fin de l'alliance avec les États-Unis

Mikael Hertoft

Rejeter le faux dilemme entre justice sociale et sécurité nationale

Hanna Perekhoda

Comment gérer les dilemmes de défense de l'Europe ?

Christian Zeller

Trump et Poutine : une alliance autoritaire qui nous met tous en danger

Li Andersson

Soutenir la résistance ukrainienne, pas les plans de réarmement monstrueux

Simon Pirani

Défaitisme révolutionnaire ou défaitisme contre-révolutionnaire ?

Daniel Tanuro

Pour une politique de sécurité anticapitaliste et internationaliste !

Gauche anticapitaliste

Un contreplan alternatif de programmation militaire

Jean-Pierre Hardy

L'armée ukrainienne a besoin d'un changement culturel pour protéger les droits des soldats

Olha Reshetylova

Une formation militaire alignée sur la démocratie

Ludwig Antônio Carlos Will

Pour une politique de sécurité de gauche : exemple danois pour une discussion constructive

Jakob L. Ruggaard et Per Clausen

À propos de StopRearm Europe

Gin Vola

La machine à tuer en masse

Pablo Elorduy

À TÉLECHARGER EN CLIQUANT SUR
RÉSEAU BASTILLE